



RAPPORT FINANCIER ANNUEL
AU 31 DECEMBRE 2025

www.kko-international.com



Dénomination sociale : KKO International SA

Forme juridique : Société Anonyme (SA) avec conseil d'administration

RCS : Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° **841 862 287**

Siège social : 9, avenue Hubert Germain — 75116 Paris — France

Marché de cotation : Euronext Growth Paris

Code ISIN : FR0013374667



TABLE DES MATIERES

I. LE MOT DE MONSIEUR JACQUES-ANTOINE DE GEFFRIER	// P.7
II. PRESENTATION DU GROUPE	// P. 12
1. Historique, mission et valeurs	// P. 12
2. Activités principales et segments opérationnels	// P. 13
2.1. Production agricole (SOLEA)	// P. 13
2.2. Transformation industrielle (SHOKKO)	// P. 13
3. Modèle économique et sources de revenus	// P. 13
3.1. Données financières consolidées	// P. 13
3.2. Structure du modèle économique	// P. 14
4. Organisation du groupe et filiales	// P. 14
4.1. Structure juridique du Groupe	// P. 14
4.2. Description des entités	// P. 14
4.2.1. KKO INTERNATIONAL	// P. 14
4.2.2. SOLEA (activité agricole)	// P. 15
4.2.3. SHOKKO (activité transformation)	// P. 15
5. Positionnement concurrentiel et marché adressable	// P. 16
6. Tendances sectorielles et opportunités	// P. 16
6.1. Tendances structurelles	// P. 16
6.2. Opportunités	// P. 16
III - RAPPORT DE GESTION COMPTES SOCIAUX ET COMPTES CONSOLIDES AU 31.12.2025	// P. 19
1. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET COMPTES CONSOLIDES AU 31.12. 2025	// P. 19
1.1. Activité et performance par rapport à l'exercice précédent	// P. 19
1.2. Situation financière consolidée	// P. 25
1.2.1. Performance opérationnelle	// P. 25
1.2.2. Structure financière	// P. 26
1.2.3. Bilan et comptes de résultat des filiales	// P. 29
1.3. Examen des comptes et résultats de la Société durant l'exercice écoulé	// P. 29
1.3.1. Bilan et résultats de l'exercice	// P. 29
1.3.2. Trésorerie	// P. 30
2. PARCOURS BOURSIER ET VALORISATION	// P. 32
2.1. Évolution du cours de l'action sur l'exercice	// P. 32
2.2. Capitalisation boursière et évolution annuelle	// P. 32
3. ANALYSE DES RISQUES	// P. 33
3.1. Risques financiers, opérationnels, juridiques, réglementaires	// P. 33
3.2. Plans de mitigation et contrôle interne	// P. 40
4. PERSPECTIVES ET STRATEGIE	// P. 43

5.	AFFECTATION DU RESULTAT / DIVIDENDES DISTRIBUES AU TITRE DES TROIS EXERCICES PRECEDENTS/ CAPITAL SOCIAL // P. 44
5.1.	Proposition d'affectation du résultat // P. 44
5.2.	Dividendes distribués au cours des 3 derniers exercices // P. 44
5.3.	Capital social // P. 45
6.	MONTANT GLOBAL DES DEPENSES ET CHARGES NON FISCALEMENT DEDUCTIBLES // P. 49 (AMORTISSEMENTS NON DEDUCTIBLES ET AUTRES CHARGES ET DEPENSES) / IMPOT SUPPORTE EN RAISON DE CES DEPENSES ET CHARGES // P. 49
7.	CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE // P. 49
8.	DIVERS // P. 49
9.	ÉVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE LA CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE DE L'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT // P. 50
10.	DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES // P. 51
IV –	INFORMATIONS EXTRA-FINANCIÈRES / ESG // P. 53
1.	POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE // P. 53
1.1.	Cadre général de la politique ESG // P. 53
1.2.	Gouvernance ESG // P. 53
1.3.	Organisation de la gouvernance // P. 54
1.4.	Dispositif ESG opérationnel // P. 55
1.5.	Certification Rainforest Alliance // P. 58
2.	OBJECTIFS ESG ET INDICATEURS DE PERFORMANCE // P. 59
2.1.	Environnement // P. 59
2.2.	Social // P. 60
2.3.	Gouvernance // P. 61
3.	INITIATIVES ET RÉSULTATS // P. 61
3.1.	Modèle intégré cacao // P. 61
3.2.	Innovation agronomique // P. 61
3.3.	Gestion de l'eau et adaptation climatique // P. 61
3.4.	Impact territorial et social // P. 62
3.5.	Environnement, biodiversité et sécurité // P. 62
3.6.	Action sociale et communautaire // P. 62
V –	ETATS FINANCIERS AUDITES // P. 65
5.1.	ETATS FINANCIERS CONSOLIDE // P. 65
5.2.	ETATS FINANCIERS SOCIAUX // P. 123
VI.	ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX // P. 127
VII.	RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE // P. 151
1.	CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ELABORE PAR LES ORGANISATIONS REPRESENTATIVES DES ENTREPRISES // P. 152
2.	PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION // P. 152



2.1. Conseil d'Administration	// P. 152
2.1.1. Mission	// P. 152
2.1.2. Composition	// P. 152
2.1.3. Politique de diversité du Conseil d'Administration	// P. 154
2.1.4. Organisation	// P. 155
2.2. Comité ESG	// P. 157
2.3. Modalités particulières à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	// P. 157
3. ÉLEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (Article L.22-10-11 du Code de commerce)	// P. 157
4. DISSOCIATION/CUMUL DES FONCTIONS DE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTEUR GENERAL	// P. 160
5. LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL	// P. 160
6. INFORMATIONS SUR LES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX	// P. 162
7. INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES VERSES AUX MANDATAIRES SOCIAUX (Article L.22-10-9 du Code de commerce)	// P. 163
8. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES	// P. 163
9. COMMISSARIAT AUX COMPTES	// P. 163
10. TABLEAU RECAPITULATIF ET RAPPORT COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'UTILISATION DES DELEGATIONS RELATIVES AUX AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN VIGUEUR AU 31 DECEMBRE 2025 (Articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce)	// P. 164
VIII. CALENDRIER FINANCIER	// P. 169
IX. ANNEXES : RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	// P. 169
1. Annexe 1 : RAPPORT SUR COMPTES ANNUELS	
2. Annexe 2 : RAPPORT SUR COMPTES CONSOLIDES	
3. Annexe 3 : RAPPORT SPECIAL SUR CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES	



I - LE MOT DE MONSIEUR JACQUES-ANTOINE DE GEFFRIER¹

Chers Actionnaires, Partenaires et Collaborateurs,

Après plusieurs années de transformation, KKO INTERNATIONAL a évolué en 2025 dans un environnement particulièrement exigeant, marqué par des tensions inédites sur le marché mondial du cacao.

Un environnement de marché sous forte contrainte

Depuis 2024, la filière cacao traverse une crise profonde de l'offre, notamment en Côte d'Ivoire. En 2025, cette situation s'est traduite par une volatilité extrême des prix, atteignant des niveaux historiquement élevés.

Ce contexte a affecté l'ensemble de la chaîne de valeur : renchérissement de la matière première, tensions sur les volumes disponibles et ajustements généralisés des politiques d'achat et de transformation.

Dans cet environnement, la capacité à sécuriser les approvisionnements et à adapter rapidement les opérations s'est imposée comme un facteur clé de résilience.

Une année 2025 impactée mais maîtrisée

Malgré ce contexte défavorable, le Groupe a démontré sa solidité.

L'exercice 2025 marque une étape importante de notre développement, avec un chiffre d'affaires de 17,2 M€, en progression de +85 %.

Notre performance opérationnelle demeure robuste, confirmant la pertinence de notre stratégie d'intégration verticale et la montée en puissance de notre outil industriel.

¹ Le Conseil d'administration du 28 avril 2026 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sous la présidence de M. Jacques-Antoine de GEFFRIER.

Au cours de cette même séance qui a approuvé l'augmentation de capital réservée à LACASA S.A.U., le Conseil d'administration a décidé de mettre fin aux fonctions de président-directeur général de M. Jacques-Antoine de GEFFRIER et de nommer M. Fernando LACASA ECHEVERRIA en qualité de président-directeur général, avec effet immédiat. Cette décision est conforme au pacte d'actionnaires signé entre LACASA S.A.U. et les associés historiques le même jour.

En conséquence, le présent rapport financier annuel est établi et signé sous la responsabilité de M. Fernando LACASA ECHEVERRIA, en sa qualité de président-directeur général en fonction à la date de sa publication.



Le résultat net s'établit à 0,09 M€, tandis que le résultat global ressort à -0,48 M€, reflétant principalement les effets de revalorisation de nos actifs biologiques dans un environnement de marché très volatil.

Ces résultats traduisent la transformation en cours de notre modèle, visant à réduire progressivement notre exposition aux aléas agricoles au profit d'activités industrielles plus résilientes.

Une résilience fondée sur notre modèle intégré

Dans ce contexte exigeant, le Groupe a démontré la robustesse de son modèle :

- maintien de partenariats stratégiques avec les coopératives locales
- adaptation des cadences de production
- poursuite de l'optimisation industrielle du site SHOKKO
- discipline renforcée dans la gestion des coûts et de la trésorerie

Ces éléments ont permis d'absorber le choc conjoncturel tout en préservant nos fondamentaux.

Une stratégie confirmée et accélérée

Nous restons pleinement engagés dans notre feuille de route :

- sécurisation durable des approvisionnements
- montée en gamme vers des produits à plus forte valeur ajoutée
- développement de la transformation locale
- renforcement progressif de notre structure financière

Le contexte actuel ne remet pas en cause la pertinence de cette stratégie ; il en confirme la nécessité et en accélère l'exécution.

Une opération structurante avec le Groupe LACASA

Dans ce cadre, nous avons franchi une étape déterminante avec l'annonce de la signature, le 20 avril 2026, d'un protocole d'investissement engageant avec le Groupe LACASA, acteur européen reconnu de la confiserie et du chocolat.



Cette opération prévoit l'entrée de LACASA au capital de KKO INTERNATIONAL à hauteur de 22,32 %, dans le cadre d'une augmentation de capital de 4,68 M€, complétée par un dispositif de bons de souscription d'actions pouvant porter l'investissement total à 9,48 M€.

Elle s'accompagne également de la mise en place d'une joint-venture industrielle en Côte d'Ivoire – création d'une nouvelle société, SHOKKOLACASA – à travers notre filiale SHOKKO dédiée au développement de produits chocolatés finis.

Cette opération constitue un levier majeur pour :

- renforcer durablement notre structure financière
- sécuriser nos échéances à court terme
- accélérer notre développement industriel et commercial
- créer des synergies renforcées sur l'ensemble de la chaîne de valeur cacao-chocolat

Elle ouvre également une nouvelle phase dans la gouvernance du Groupe, adaptée à ses ambitions de croissance.

Engagements et responsabilité

Depuis plus de 12 ans, KKO INTERNATIONAL est engagé en Côte d'Ivoire aux côtés des acteurs locaux :

- soutien aux coopératives
- amélioration des conditions de vie des communautés
- promotion de pratiques agricoles responsables
- respect strict des normes sociales

Ces engagements demeurent au cœur de notre modèle, indépendamment des cycles de marché.

Perspectives

L'exercice 2025 constitue une année de consolidation dans un cycle cacao exceptionnel.

L'année 2026 s'ouvre sur une dynamique profondément renouvelée, portée par une opération structurante qui renforce à la fois nos moyens financiers, notre ancrage industriel et notre capacité de développement.



Dans un environnement qui demeure incertain, nous abordons cette nouvelle phase avec prudence mais confiance, forts :

- d'un modèle intégré résilient
- d'un outil industriel opérationnel
- d'un partenaire stratégique de premier plan

Nous sommes pleinement mobilisés pour transformer les tensions actuelles du marché en opportunités durables de création de valeur.

L'opération ci-dessus décrite conduit à un passage de témoin quant à la fonction de Président Directeur Général. C'est avec la plus grande confiance que je vois KKO INTERNATIONAL désormais dirigée par M. Fernando LACASA ECHEVERRIA, avec qui nous partageons les mêmes valeurs d'esprit entrepreneurial et d'enthousiasme pour l'avenir.





II - PRESENTATION DU GROUPE

1. Historique, mission et valeurs

KKO INTERNATIONAL est une société anonyme de droit français, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro SIRET 841 862 287 00015, dont le siège social est situé 9, avenue Hubert Germain (anciennement avenue Bugeaud), 75116 Paris, France (ci-après la « Société »).

La Société est cotée sur le marché Euronext Growth Paris.

Dans ce cadre, KKO International respecte les critères d'éligibilité au dispositif PEA-PME conformément au décret n°2014-283 du 4 mars 2014 :

- effectif inférieur à 5.000 salariés,
- chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliard d'euros ou total de bilan inférieur à 2 milliards d'euros.

Le GROUPE KKO INTERNATIONAL (ci-après le « Groupe ») est un acteur agro-industriel en Côte d'Ivoire, spécialisé dans la production de fèves et la plantation de tecks, ainsi que la transformation du cacao. Son développement repose sur une stratégie d'intégration verticale visant à maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production agricole à la transformation industrielle.

Cette stratégie s'est structurée autour de deux phases :

- développement des actifs agricoles,
- industrialisation et transformation locale du cacao.

Par ailleurs, le Groupe a planté 275.000 tecks, représentant une partie non négligeable de sa valeur patrimoniale.

La mission du Groupe est de produire un cacao durable, traçable et de qualité, tout en contribuant au développement économique local en Côte d'Ivoire. Cette mission s'appuie sur :

- des pratiques agricoles responsables,
- des engagements environnementaux structurés,



- une politique sociale visant l'optimisation des conditions de vie des communautés locales.

2. Activités principales et segments opérationnels

Le Groupe présente une information sectorielle fondée sur son organisation interne et sur les indicateurs suivis par la Direction. À ce titre, deux segments opérationnels principaux sont identifiés : la production agricole et la transformation industrielle, résultant du développement historique du Groupe.

2.1 Production agricole (SOLEA)

SOLEA constitue le pôle agricole du Groupe.

Production 2024 : **300 tonnes** vs Production 2025 : **322 tonnes**

Les plantations sont entrées dans leur dixième cycle de production, traduisant une maturité progressive de l'outil agricole. Cette activité est exposée :

- aux risques climatiques,
- aux risques phytosanitaires,
- à la volatilité des rendements agricoles.

2.2 Transformation industrielle (SHOKKO)

SHOKKO constitue le pôle industriel du Groupe, avec une capacité de transformation d'environ **3.600 tonnes**. Ce segment permet :

- une augmentation de la valeur ajoutée,
- une réduction de la dépendance aux ventes de fèves,
- une meilleure intégration de la chaîne de valeur.

3. Modèle économique et sources de revenus

3.1. Données financières consolidées

Chiffre d'affaires 2024 : **9,3 M€** vs Chiffre d'affaires 2025 : **17,2 M€**



3.2. Structure du modèle économique

Le modèle repose sur une intégration verticale structurée :

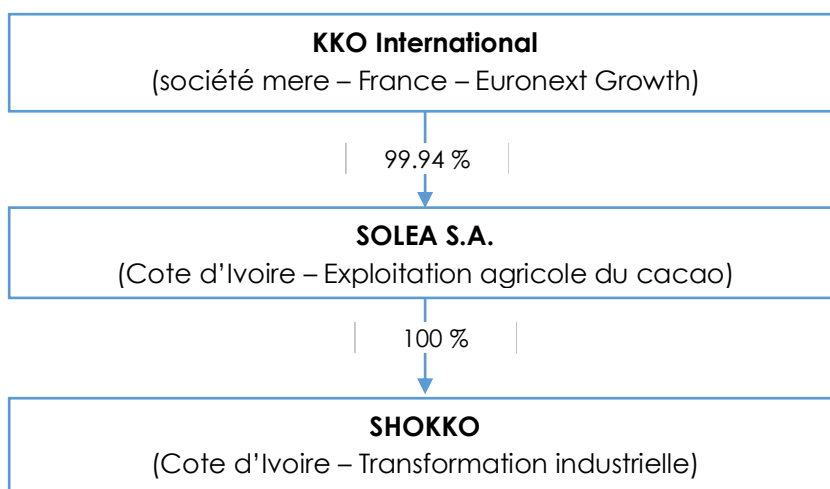
1. production agricole (SOLEA),
2. transformation industrielle (SHOKKO),
3. commercialisation B2B.

Le Groupe demeure dans une phase de transformation structurelle, caractérisée par :

- une montée en puissance progressive de la transformation,
- une évolution du mix produit vers davantage de valeur ajoutée,
- une intensité capitalistique élevée.

4. Organisation du groupe et filiales

4.1. Structure juridique du Groupe



4.2. Description des entités

4.2.1. KKO INTERNATIONAL (Société mère), dont le siège social est à Paris, en charge de :

- la stratégie du Groupe,
- la conformité aux obligations réglementaires de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »)



- les relations avec les investisseurs et les autorités de régulation, principalement l'AMF
- la gestion et le secrétariat de la gouvernance (Conseil d'administration, Comité ESG, Assemblée des actionnaires de la Société)
- la gestion de la cotation avec Euronext
- la communication financière

4.2.2. SOLEA (activité agricole)

La Société de Logistique et d'Exploitation Agricole (« SOLEA »), société anonyme de droit ivoirien dont le siège social est situé à Bocanda BP 123, enregistrée au Registre du Commerce d'Abidjan sous le numéro 11 11 792 L, dont la Société détient 99,94 % des actions. Elle est la filiale ivoirienne spécialisée dans :

- la production de fèves de cacao,
- la gestion des plantations,
- le développement agronomique,
- la plantation des tecks.

SOLEA a créé des plantations produisant des fèves entièrement traçables avec des récoltes stimulées par l'irrigation et le greffage. **La plantation est dans son onzième cycle de production.**

4.2.3. SHOKKO (activité transformation)

Détenue à 100 % par SOLEA, SHOKKO, société anonyme de droit ivoirien a son siège social à Cocody, Riviera 3, Allabra – Abidjan 06 (CÔTE D'IVOIRE), immatriculée au Registre du Commerce d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-2019-B-19166.

Elle est la filiale ivoirienne spécialisée dans :

- la transformation du cacao en masse de cacao,
- l'exploitation de l'unité industrielle,
- la commercialisation B2B.

Le cadre réglementaire européen relatif à la traçabilité et à la durabilité des chaînes d'approvisionnement, en particulier dans le secteur du cacao, s'est significativement renforcé



au cours des dernières années. Dans ce contexte, le Groupe a structuré son modèle agricole au-delà des normes habituelles de durabilité au sein d'un secteur du cacao en Côte d'Ivoire, afin d'intégrer des dispositifs de traçabilité et de contrôle des pratiques, en cohérence avec ces évolutions réglementaires, et dans une logique d'amélioration progressive des standards environnementaux et sociaux du secteur (**cf. IV – Informations extra-financières / ESG**).

5. Positionnement concurrentiel et marché adressable

Le Groupe évolue sur le marché mondial du chocolat, dont la taille est estimée entre 120 et 130 milliards USD à horizon 2026, selon plusieurs études sectorielles indépendantes. Ces estimations, issues de sources externes, reposent sur des méthodologies propres et doivent être interprétées avec prudence.

Environnement concurrentiel

Le marché est dominé par de grands groupes internationaux disposant :

- d'une forte capacité industrielle,
- de réseaux logistiques mondialisés,
- d'un accès significatif aux marchés financiers.

KKO International se différencie par :

- une intégration verticale complète,
- une implantation directe dans les zones de production,
- un positionnement ESG renforcé.

6. Tendances sectorielles et opportunités

6.1 Tendances structurelles

Le secteur du cacao est marqué par :

- une hausse de la demande mondiale,
- une forte volatilité des prix,
- un renforcement des exigences réglementaires (traçabilité, durabilité),
- une incitation à la transformation locale en Afrique de l'Ouest.



6.2 Opportunités

Le Groupe s'appuie sur plusieurs leviers stratégiques pour soutenir sa croissance et renforcer sa position sur le marché.

Il bénéficie d'une montée en puissance industrielle lui permettant d'accroître ses capacités de production et d'optimiser ses performances opérationnelles. Par ailleurs, la valorisation du cacao transformé constitue un axe clé de création de valeur, en privilégiant des produits à plus forte marge.

Le groupe se distingue également par un positionnement affirmé sur des marchés à forte exigence ESG, en ligne avec les attentes croissantes en matière de durabilité et de responsabilité.

Enfin, le développement de ses activités avec LACASA, récemment renforcé par la réalisation en cours d'une opération stratégique, vient soutenir son expansion commerciale et ouvrir de nouvelles perspectives de croissance.





III - RAPPORT DE GESTION COMPTES SOCIAUX ET COMPTES CONSOLIDES AU 31.12.2025

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport a été établi conformément aux dispositions légales, réglementaires et statutaires applicables, afin de vous rendre compte de l'activité, de la gestion et des résultats de la société **KKO International** (ci-après la « Société » ou « KKO International ») et du groupe qu'elle contrôle (ci-après le « Groupe »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Les rubriques communes au rapport de gestion sur les comptes sociaux et au rapport de gestion sur les comptes consolidés n'y figurent qu'une seule fois.

1. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX ET COMPTES CONSOLIDES AU 31.12. 2025

Les règles de présentation des comptes sociaux et comptes consolidés et les méthodes d'évaluation comptables sont conformes à la réglementation en vigueur. Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, il est indiqué qu'un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle, sont présentés dans les états financiers de la Société.

1.1. Activité et performance par rapport à l'exercice précédent

a) Principaux éléments de l'exercice

- le chiffre d'affaires de **17.258.908 euros** est principalement représenté par la vente de masse et de beurre de cacao à la suite de la mise en production de l'usine de SHOKKO. L'exercice 2025 se caractérise par la forte croissance de cette activité en progression de +85% par rapport à 2024 (9,3 M€).

Toutefois, cette croissance s'accompagne d'une normalisation des résultats, après un exercice 2024 marqué par des effets exceptionnels liés à la valorisation des actifs biologiques.

Compte tenu de l'évolution erratique du prix des fèves de cacao au cours du second semestre 2025 et en particulier à partir d'octobre, ainsi que des défis climatiques majeurs en Côte d'Ivoire, l'objectif de chiffres d'affaires de 20M€ annoncé dans le rapport annuel



2024 n'a pu être atteint (cf. 112 § f) et g) sur l'approvisionnement en fèves et la filière cacaoyère ivoirienne).

- les dépenses opérationnelles s'élèvent à **15.679.914 euros** au 31 décembre 2025 contre 7.943.859 euros au 31 décembre 2024, augmentation essentiellement due à celle de la hausse des achats de fèves et de beurre.
- la valeur nette des actifs biologiques des plantations a été valorisée à **15.135.003 euros**. La révision des hypothèses de valorisation des cacaoyers en 2025 a eu un impact négatif, avant effet d'imposition différée, de 0,6 million d'euros sur le poste autres éléments du résultat global et celle des tecks, un impact positif de 1,38 million d'euros sur le résultat.
- l'état consolidé fait ressortir des capitaux propres, à hauteur de **10.838.203 euros** (hausse de 21,6% essentiellement liée à l'augmentation de capital de 2.410.520 euros avec suppression du DPS en date du 28/02/2025) au 31 décembre 2025 et des actifs corporels significatifs en lien avec un endettement adapté.

b) Production de fèves

En 2025, SOLEA a poursuivi l'optimisation de son modèle de production (100 % de la production réalisée en interne, sans recours à des tiers ou petits exploitants). Face aux défis climatiques persistants qui redéfinissent la norme agricole en Côte d'Ivoire, nous avons consolidé notre stratégie d'optimisation des ressources hydriques. Outre la rationalisation du nombre d'arbres pour maximiser la rentabilité des zones les plus productives, SOLEA est en train d'étudier la possibilité par la mise en place d'un registre de consommation d'eau au point de prélèvement de la rivière N'Zi. Des équipes seront formées pour assurer la tenue et la mise à jour de ce registre. Ce suivi rigoureux de la consommation permet d'assurer que nos prélèvements restent dans les limites de la durabilité écologique du bassin versant, s'inscrivant ainsi dans une démarche d'agriculture climato-intelligente (Climate-Smart Agriculture).

c) Foncier

Depuis sa constitution, SOLEA a obtenu les certificats fonciers au nom des propriétaires terriens, ainsi que leur publication au Journal Officiel de Côte d'Ivoire, puis a signé avec ceux-ci des baux emphytéotiques de 35 ans. Ils portent sur les parcelles suivantes :



Kotokounou 1	Kotokounou 2	Akossikro 1	Akossikro 2
788 ha	400 ha	657 ha	104 ha

Conformément à nos engagements de durabilité (SFDR), nous confirmons que SOLEA n'exerce aucune activité affectant négativement les zones sensibles pour la biodiversité. La totalité de notre production est contenue dans les limites de notre domaine, éliminant ainsi les risques de déforestation, tout en maintenant un vaste programme de reforestation à grande échelle.

d) Investissements²

SOLEA

L'exercice 2025 a été marqué par un tournant décisif dans notre maturité Environnementale et Sociale (E&S). Soutenu par la Facilité d'Assistance Technique (TAF) du Fonds ALCB, SOLEA a mandaté le cabinet ESG Africa pour un diagnostic complet, obtenant un score de référence de 3,1/5 (62 %). Pour atteindre une conformité totale avec les Normes de Performance de la SFI (IFC), d'importants investissements (CAPEX) ont été réalisés :

- **Infrastructures et Conditions de Vie** : Un programme de rénovation stratégique des camps de travailleurs a été achevé, incluant l'amélioration du confort thermique, de la ventilation, de l'électrification solaire et des installations sanitaires.
- **Prévention des Pollutions** : Construction de bassins de rétention secondaires en béton pour le stockage des hydrocarbures et mise en place d'un protocole strict de gestion des déchets de maintenance.
- **Sécurité Routière** : Installation de ralentisseurs (dos-d'âne) et de panneaux de signalisation réfléchissants aux abords des villages voisins.

SHOKKO

- Des modifications structurelles ont été décidées pendant l'année afin de pouvoir amener courant 2026 la capacité du site à 3.000 tonnes de masse produite annuellement.

² Pour les impacts ESG cf. IV – Informations extra-financières / ESG du présent Rapport financier annuel.



- Pour ceci des équipements qui avait été transférés de la première usine ont été retirés et remplacés par des modèles plus performants. Les dernières modifications seront effectives à la fin du deuxième trimestre 2026.
- Le site a été équipé d'une unité d'emballage de beurre de cacao pour répondre a des demandes clients.

e) Activité de transformation

	31.12.2022	31.12.2023	31.12.2024	31.12.2025
Chiffre d'affaires SHOKKO	1.070.063 €	2.313.112 €	10.508.384 €	16.057.845 €
Résultat	(479.019) €	337.438 €	704 853€	(103.407) €

2025 a été la première année pleine d'exploitation sur le site de Bassam, avec des installations qui ont continué d'évoluer pendant l'exercice de façon à optimiser et mettre en fonctionnement les 2 lignes de production tel qu'envisagé sur le site à l'origine.

Le marché international du cacao a connu des variations très fortes influant à la fois sur les coûts d'approvisionnement, mais aussi sur les prix de vente, ce qui a permis un exercice largement bénéficiaire en termes d'exploitation.

La relation avec notre principal client s'est consolidée et offre pour l'avenir de belles perspectives de progression de chiffre d'affaires.

f) Fournisseurs : approvisionnement en fèves et résilience du modèle de KKOI

En 2025, l'année a été caractérisée par une volatilité tarifaire historique. Si la tension sur les volumes physiques est restée une réalité, c'est l'inflation spectaculaire du prix minimum garanti bord champ en Côte d'Ivoire (qui a atteint des sommets inédits en cours d'année) qui a redéfini les conditions d'approvisionnement. Dans ce contexte exigeant une forte mobilisation des besoins en fonds de roulement (BFR), l'équipe d'approvisionnement de SHOKKO a dû faire preuve d'une agilité financière et opérationnelle exceptionnelle.

Étant donné que la grande majorité des fèves transformées par SHOKKO provient de fournisseurs tiers, notre réseau historique de partenaires a joué un rôle stratégique indispensable. Face à « l'effet de ciseaux » qui a compressé les marges de transformation de l'industrie, notre équipe a redoublé d'efforts : il ne s'agissait plus uniquement de sécuriser des volumes, mais d'optimiser les flux d'achats et d'ajuster la gestion des contrats pour lisser l'impact des pics tarifaires, tout en garantissant un flux continu vers l'usine.



Malgré ces turbulences de marché majeures, SHOKKO a réussi à maintenir l'alimentation de son outil industriel, confirmant ainsi la montée en puissance de sa capacité de production en 2025. L'approvisionnement a été rigoureusement cadencé pour soutenir notre politique de maximisation des volumes — un levier essentiel pour générer des économies d'échelle face à la contraction des marges unitaire — sans jamais transiger sur nos standards de qualité.

Cette performance atteste de la maturité et de la résilience du modèle d'approvisionnement de SHOKKO. La compétence de nos équipes, couplée à la solidité de nos ancrages locaux, nous a permis de naviguer avec succès dans l'un des environnements de marché les plus complexes de la décennie, garantissant la continuité de notre outil industriel de manière fiable et durable.

g) SOLEA : un point sur les récoltes

Le contexte national : la filière cacaoyère ivoirienne en 2025

L'année 2025 a été marquée par une volatilité historique et des défis climatiques structurels majeurs pour le secteur cacaoyer en Côte d'Ivoire. Au niveau macroéconomique, la production nationale a continué de subir les contrecoups de dérèglements climatiques sévères, notamment un vent d'Harmattan particulièrement sec et un déficit pluviométrique marqué entre décembre 2024 et février 2025.

Selon les rapports du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) et les analystes du secteur, la production ivoirienne a peiné à retrouver ses niveaux historiques (qui culminaient à 2,3 millions de tonnes en 2022/2023), se contractant sous la barre des 1,8 à 2 millions de tonnes pour la campagne 2024/2025. À cette sécheresse s'ajoutent des défis endémiques tels que le vieillissement des vergers à l'échelle nationale et la propagation persistante de la maladie du Swollen Shoot.

Cependant, cette tension sur l'offre mondiale a engendré une revalorisation sans précédent de la rémunération des planteurs. Pour pallier les difficultés du secteur, l'État de Côte d'Ivoire et le Conseil du Café-Cacao ont procédé à des hausses historiques du prix minimum garanti bord champ : fixé à 2.200 FCFA/kg en avril 2025 pour la campagne intermédiaire, il a ensuite été relevé de manière inédite à 2.800 FCFA/kg en octobre 2025 pour l'ouverture de la campagne principale 2025-2026.

Les performances de SOLEA en 2025

S'inscrivant dans cette conjoncture climatique nationale extrêmement exigeante, notre plantation de Bocanda a également enregistré une diminution de ses volumes de production



en 2025 (322 Tonnes). Le déficit hydrique prononcé dans la région du N'Zi a directement impacté le développement et la maturation des cabosses, nous empêchant d'atteindre nos rendements cibles malgré un contexte tarifaire très favorable.

Plutôt que de subir passivement ces aléas, nous avons fait le choix stratégique de rationaliser notre verger. Il a été procédé à une réduction ciblée du nombre d'arbres afin de concentrer nos ressources sur les zones les plus fertiles et les plus résilientes de la plantation. Cette gestion agro-climatique proactive est soutenue, conformément aux recommandations de notre auditeur ESG Africa, par la mise en place d'un registre de consommation d'eau au point de prélèvement de la rivière N'Zi.

h) Evolution des frais d'exploitation des plantations

En 2025, la réduction des frais d'exploitation et la rationalisation de nos coûts sont demeurées l'objectif principal de la direction générale de SOLEA. Le programme d'économies initié les années précédentes a été approfondi grâce à une restructuration stratégique de notre modèle opérationnel.

Sur la période, les principaux postes de dépenses de fonctionnement, constitués des salaires et des frais d'exploitation courants, ont été optimisés selon un principe clair : **des employés mieux formés, mais moins nombreux**. En rationalisant la taille de notre verger pour nous concentrer exclusivement sur les zones les plus productives, nous avons pu ajuster nos effectifs. Parallèlement, nous avons investi dans la montée en compétences de notre personnel clé (notamment via les sessions de formation intensive de juillet 2025 sur les normes SFI/IFC). Cette approche nous permet aujourd'hui de maximiser la productivité par employé tout en maîtrisant la masse salariale.

Sur le plan organisationnel, la recherche d'efficacité s'est traduite par **des process moins nombreux, mais mieux définis et plus adaptés** à notre réalité terrain. La formalisation de notre Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) suite à l'audit ESG Africa n'a pas alourdi notre structure ; au contraire, elle a permis d'éliminer les redondances. Les nouvelles politiques internes (Sécurité Routière, Gestion des Déchets de maintenance) ont standardisé nos pratiques, réduisant ainsi les pannes, les accidents et, par conséquent, les coûts imprévus de réparation du matériel roulant et des machines.

Comme en 2024, l'entretien du système d'irrigation s'est poursuivi, mais de manière beaucoup plus ciblée qui optimisent nos coûts de pompage. Les autres coûts récurrents ont également diminué : la concentration de nos cultures sur les parcelles à haut rendement a mécaniquement fait baisser les volumes d'achat de produits phytosanitaires et d'engrais.



Le calendrier agricole pour 2026 continuera de s'articuler autour de cette rigueur financière : l'entretien de nos plantations existantes et le maintien de nos standards de conformité se feront sous le prisme constant de l'optimisation des dépenses et de la maximisation des rendements.

1.2. Situation financière consolidée

1.2.1. Performance opérationnelle

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel courant s'établit à 1,76 M€ en 2025, contre 3,50 M€ en 2024.

Le résultat opérationnel ressort à 1,76 M€, contre 2,48 M€ sur l'exercice précédent, représentant 10,1%, en diminution par rapport à 2024.

Cette évolution s'explique principalement par un effet de base défavorable. L'exercice 2024 avait en effet bénéficié d'éléments positifs significatifs liés aux variations de juste valeur des actifs biologiques. En 2025, la contribution de ces éléments est nettement plus limitée, conduisant à un niveau de performance plus représentatif de l'activité opérationnelle du Groupe.

Par ailleurs, la progression des charges opérationnelles reflète la phase de développement engagée, notamment :

- la montée en puissance des activités de transformation,
- le renforcement des capacités industrielles,
- et les coûts associés à la structuration des opérations.

Ainsi, la baisse du résultat opérationnel ne traduit pas une contraction de l'activité, mais une transition dans l'évolution du profil de performance, désormais davantage fondé sur des bases opérationnelles récurrentes.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'établit à 0,09 M€, contre 1,23 M€ en 2024.

Cette évolution résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. D'une part, la baisse du résultat opérationnel impacte directement le résultat net. D'autre part, le Groupe supporte



un coût de l'endettement financier net de 0,83 M€, reflétant le financement des investissements réalisés dans le cadre de son développement. Enfin, la charge d'impôt de 0,77 M€ contribue également à limiter le résultat net.

Dans ce contexte, le Groupe présente un résultat net proche de l'équilibre sur l'exercice, traduisant une phase de transition entre investissement et montée en rentabilité.

Résultat global

Le résultat global total s'établit à -0,48 M€, contre +3,18 M€ en 2024.

Cette évolution s'explique principalement par les autres éléments du résultat global (OCI), qui s'élèvent à -0,57 M€ sur l'exercice.

Ces éléments comprennent notamment :

- une variation négative de la juste valeur des actifs biologiques pour -0,60 M€,
- partiellement compensée par un effet d'impôt différé.

Ces ajustements, sans impact immédiat sur la trésorerie, traduisent la sensibilité de la valorisation des actifs biologiques aux conditions de marché et aux hypothèses retenues (prix, rendements, paramètres financiers).

Ainsi, malgré un résultat net légèrement positif, ces effets de valorisation conduisent à un résultat global négatif.

Le total du bilan du Groupe en 2024 s'établissait à un montant de 26.352.865 euros contre 27.635.552 euros en 2025.

1.2.2. Structure financière

Endettement

Au 31 décembre 2025, la dette financière brute du Groupe s'élève à 5.972.685 €.

La trésorerie nette des découverts bancaires s'établit à 149.693 €, conduisant à une dette financière nette de 5.822.992 €.





Ce niveau d'endettement reflète les financements mis en place depuis mars 2023, pour accompagner le développement du Groupe, notamment ses investissements industriels.

Évolution de la structure financière

L'exercice 2025 est marqué par une augmentation de capital de 2,41 M€, qui contribue au renforcement des capitaux propres.

Malgré cette opération, la structure financière reste caractérisée par :

- un niveau d'endettement significatif,
- et une liquidité encore limitée à la clôture.

Dans ce contexte, l'enjeu pour le Groupe réside dans sa capacité à :

- poursuivre la montée en puissance de ses activités,
- améliorer progressivement sa rentabilité opérationnelle,
- et générer des flux de trésorerie récurrents.

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie de l'exercice doivent être analysés au regard :

- des investissements réalisés dans le cadre du développement industriel,
- et des besoins liés à la croissance de l'activité.

Dans cette phase de développement, la génération de trésorerie demeure contrainte, le Groupe privilégiant le financement de sa croissance et la structuration de ses opérations.

L'exercice 2025 marque une étape dans l'évolution du modèle économique du Groupe.

La performance opérationnelle reflète une normalisation après un exercice 2024 marqué par des effets de valorisation favorables, ainsi qu'une montée en charge des coûts liés au développement industriel.

Par ailleurs, la valorisation des actifs biologiques continue d'introduire une volatilité significative dans le résultat global, sans impact direct sur la trésorerie.



Dans ce contexte, les perspectives du Groupe reposent sur la capacité à transformer les investissements réalisés en croissance rentable et en génération de flux de trésorerie à moyen terme.

1.2.3. Bilan et comptes de résultat des filiales

a) Bilan et comptes de résultats de SHOKKO

SHOKKO a réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, un chiffre d'affaires d'un montant de 16.057.845 euros contre 10.508.384 euros au titre de l'exercice précédent.

Son exercice clos le 31 décembre 2025 enregistre une perte de (103 407) euros.

Le total du bilan en 2025 s'établit à un montant de 8.589.077 euros contre 7.545.628 euros au titre de l'exercice précédent.

b) Bilan et comptes de résultats de SOLEA

SOLEA a réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, un chiffre d'affaires d'un montant de 800.963 euros, contre un chiffre d'affaires de 1.929.003 euros au titre de l'exercice précédent.

Son exercice clos le 31 décembre 2025 enregistre une perte de 1.674.845 euros.

Le total du bilan en 2025 s'établit à un montant de 16.267.718 euros contre 18.126.003 euros au titre de l'exercice précédent.

1.3. Examen des comptes et résultats de la Société durant l'exercice écoulé

1.3.1. Bilan et résultats de l'exercice

La Société a réalisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, un chiffre d'affaires d'un montant de 250.000 euros, contre un chiffre d'affaires de 200.000 euros au titre de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation sont passées de 663.123 euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2024 à 408.854 euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, dont 537.390 euros au titre des achats et charges externes.



Le résultat d'exploitation ressort à (114.759) euros, contre (422.758) euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat financier s'établit à 13.501 euros contre 1.985 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu de ces résultats, le résultat courant avant impôts s'élève à (101.258) euros contre (420.773) euros en 2024. Le résultat exceptionnel s'établit à un montant de zéro euro contre (923.073) euros au titre de l'exercice précédent.

En l'absence d'impôt sur les sociétés, l'exercice clos le 31 décembre 2025 enregistre une perte nette de (101.258) euros contre une perte nette de (1.343.846) euros au titre de l'exercice précédent. Le total du bilan en 2025 s'établit à un montant de 14.296.647 euros contre 13.711.555 euros au titre de l'exercice précédent.

1.3.2. Trésorerie

Au 31 décembre 2025, la trésorerie de la Société s'élève à 1.668 €, contre 159,8 K€ pour le Groupe.

Cette situation reflète la contribution des filiales SOLEA et SHOKKO, qui dégagent depuis 2024 des flux de trésorerie opérationnels positifs. La société mère KKO INTERNATIONAL supporte, pour sa part, les charges de structure et demeure déficitaire.

Les comptes sociaux de KKO INTERNATIONAL au 31 décembre 2025 font apparaître une perte nette de 101 K€. Les dettes fournisseurs s'élèvent à 704 K€, dont 586 K€ présentent une ancienneté supérieure à 90 jours.

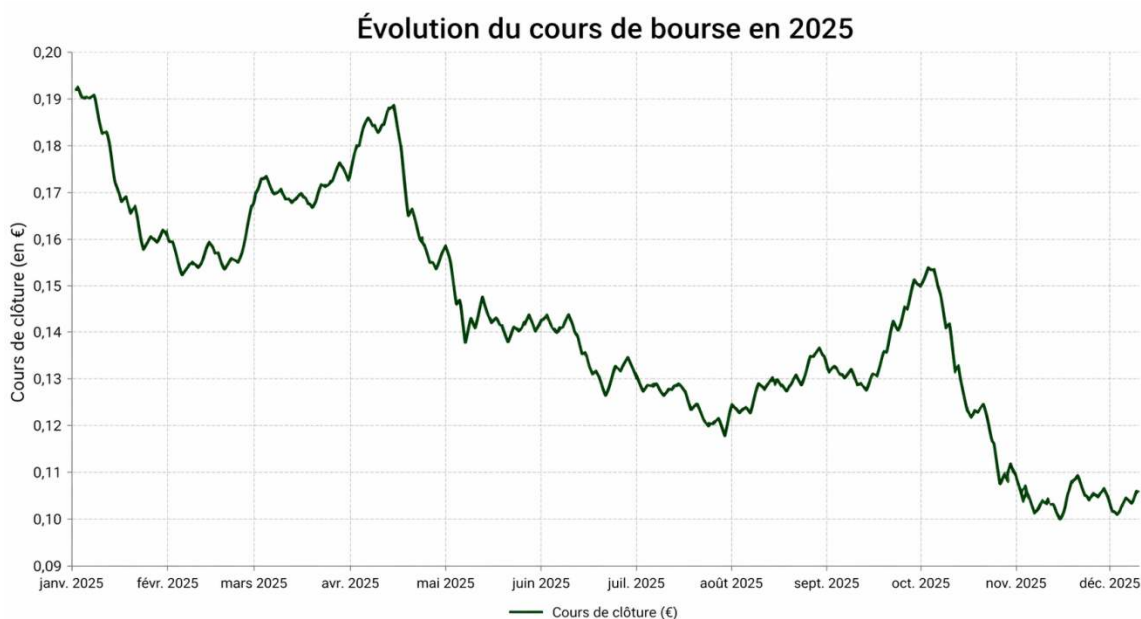
Le Conseil d'administration a été informé de cette situation. Il a examiné différentes options de financement, incluant notamment une augmentation de capital susceptible d'intervenir au cours de l'exercice 2026, en complément de celle réalisée en février 2025. Le principe de cette opération a été annoncé aux marchés le 14 avril 2026 et confirmé dans un communiqué du 20 avril présentant une opération stratégique avec la société LACASA. Elle se traduit par une augmentation de capital de selon un mécanisme mixte : 2,2 millions d'euros en numéraire et 2,48 millions d'euros par compensation avec des créances existantes détenues par LACASA. Cette opération a été approuvée par le Conseil d'administration du 28 avril 2026. (cf § 9).



APPLICATION
PHYTO
EN COURS

2. PARCOURS BOURSIER ET VALORISATION

2.1. Évolution du cours de l'action sur l'exercice



2.2. Capitalisation boursière et évolution annuelle

Au cours de l'exercice 2025, le titre KKO International (ALKKO – Euronext Growth Paris) a évolué dans un contexte de forte volatilité propre aux valeurs de microcapitalisation. **La capitalisation boursière s'est inscrite dans une fourchette d'environ 15 à 23 M€, reflétant les fluctuations du cours de bourse, lequel a évolué globalement entre environ 0,08 € et 0,15 € sur la période, avec des niveaux historiques observés proches de 0,19 € sur une base glissante annuelle.**

Les volumes échangés sont demeurés structurellement limités, caractérisés par une faible liquidité quotidienne (de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers de titres), ponctuellement marquée par des pics significatifs lors des publications financières ou annonces stratégiques, traduisant un marché étroit et sensible aux flux d'ordres.

L'évolution du titre a été principalement influencée par les publications financières de la Société, la montée en puissance opérationnelle de l'activité industrielle dans le cacao et le chocolat, ainsi que les annonces relatives à la croissance du chiffre d'affaires et à l'amélioration des performances opérationnelles. Ces éléments ont entraîné des variations



rapides et parfois significatives du cours, illustrant la forte réactivité du marché aux actualités de la Société.

Enfin, la performance du titre demeure largement décorrélée des principaux indices de référence, tels que le CAC All Shares, ainsi que des sociétés comparables du secteur agroalimentaire, lesquelles présentent généralement une volatilité plus modérée et une liquidité plus profonde. Cette situation s'explique par le positionnement de KKO International sur un segment de type small cap, caractérisé par une capitalisation réduite et une liquidité structurellement faible, accentuant les mouvements de cours liés aux événements spécifiques à la Société. Par ailleurs, le fait d'être une *Penny stock* pèse sur l'attractivité du titre de KKO International auprès des investisseurs. La Société garde en perspective à court terme de procéder à un regroupement de ses titres pour remédier à cette situation.

3. ANALYSE DES RISQUES

Le cadre de gestion des risques est conçu pour identifier, évaluer et atténuer les principaux risques en prenant les mesures appropriées pour assurer la réalisation des objectifs. S'il est reconnu que le Groupe est confronté à de nombreux risques, le Conseil a identifié les principaux risques susceptibles d'avoir un impact sur la réalisation des objectifs stratégiques du Groupe. La mise en œuvre et l'exécution des process de gestion des risques sont du ressort de la direction opérationnelle des filiales.

3.1. Risques financiers, opérationnels, juridiques, réglementaires

Le Groupe exerce son activité dans la production et la transformation de fèves de cacao dans un environnement complexe, exposé à des risques de marché, opérationnels, réglementaires, financiers et socio-politiques. Les risques décrits ci-dessous pourraient avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière, les résultats, la trésorerie, les perspectives ou la continuité d'exploitation du Groupe.

a) Risques financiers

Volatilité des prix du cacao et déséquilibres de marché

Le Groupe est exposé à la volatilité des prix du cacao, principale matière première de son activité.

Le marché mondial du cacao est caractérisé par une forte variabilité des prix, liée notamment à l'évolution de l'offre et de la demande, aux niveaux de stocks, ainsi qu'aux dynamiques des marchés à terme. Après avoir atteint des niveaux historiquement élevés en 2024 et 2025, les cours ont connu une correction significative début 2026, passant d'environ 10 500 €/tonne à près de 3 500 €/tonne.

L'année 2025 a été caractérisée par un retournement de marché sans précédent et une déconnexion marquée entre les marchés internationaux et le marché intérieur ivoirien.

i. Le retournement brutal des cours mondiaux : Si le début de l'année 2025 s'inscrivait dans la continuité de la flambée historique de 2024 (avec des contrats à terme dépassant les 10.000 USD la tonne à Londres et New York en raison des pénuries), le marché international a par la suite subi une correction sévère. Les cours mondiaux se sont effondrés au cours de l'année, réagissant à la destruction de la demande et à la réévaluation des stocks disponibles, mettant fin à la période de surchauffe spéculative.

ii. Le paradoxe du marché ivoirien (Hausse du prix bord champ) : À contre-courant du crash des cours internationaux, le marché intérieur ivoirien a connu une inflation de ses coûts d'approvisionnement. Pour compenser la baisse des volumes de récolte et soutenir le revenu des planteurs face aux défis climatiques, l'État de Côte d'Ivoire a procédé à des revalorisations successives et historiques du prix minimum garanti bord champ. Celui-ci a atteint le niveau record de 2.800 FCFA/kg en octobre 2025 pour l'ouverture de la campagne principale, créant un environnement de coûts structurellement élevés au niveau local.

iii. Effet de ciseaux sur l'activité de transformation et compression des marges : Cette asymétrie tarifaire a créé un violent "effet de ciseaux" pour notre branche de transformation. D'une part, la valorisation de la matière première (les fèves) a été maintenue à des niveaux historiquement hauts sur le territoire national en raison de la régulation de l'État. D'autre part, les prix de vente de nos produits transformés (produits semi-finis) ont dû s'ajuster à la baisse dictée par le marché international. Cette dynamique a mécaniquement entraîné une forte pression et une compression

significative de nos marges brutes de transformation et de commercialisation sur l'exercice³.

Mois/Année	Cours ICE New York (USD/Tonne métrique)	Prix Bord Champ Côte d'Ivoire (USD/kg) 1 FCFA ≈ 0.00175 USD	Prix H.C.C.O - Masse de Cacao (USD / kg)
Janvier 2025	\$10 200,00	\$1,75	9.94\$
Février 2025	\$10 500,00	\$1,75	9.72\$
Mars 2025	\$9 800,00	\$1,75	9.18\$
Avril 2025	\$8 500,00	\$3,86	8.42\$
Mai 2025	\$7 200,00	\$3,86	7.78\$
Juin 2025	\$6 500,00	\$3,86	7.02\$
Juillet 2025	\$6 000,00	\$3,86	6.48\$
Août 2025	\$5 800,00	\$3,86	6.16\$
Septembre 2025	\$5 500,00	\$3,86	5.83\$
Octobre 2025	\$5 200,00	\$4,91	5.40\$
Novembre 2025	\$5 000,00	\$4,91	5.18\$
Décembre 2025	\$4 800,00	\$4,91	4.86\$
Janvier 2026	\$4 500,00	\$4,91	4.54\$
Février 2026	\$4 200,00	\$4,91	4.32\$

PS: Le prix Bord Champ Cote d'Ivoire est devenu 2,11 USD (1200 FCFA) à partir du 3 mars 2026

Dans ce contexte, la volatilité des prix peut entraîner :

- une baisse du chiffre d'affaires,
- une réduction des marges,
- une dépréciation des stocks.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme peuvent exposer le Groupe à un risque de décalage entre les prix contractuels et les conditions de marché, en particulier en période de forte volatilité.

Ce risque est accentué dans un contexte de retournement rapide du marché.

³ Note méthodologique sur les prix de référence : Les indicateurs de prix du cacao et des produits dérivés (notamment la masse de cacao) mentionnés dans ce rapport s'appuient sur les benchmarks de marché fournis par la Hamburg Cocoa/Commodity Organization (H.C.C.O.) (<https://hcco.de/en/daily-price-list-market-report.html>). Étant donné que la masse de cacao est un produit semi-fini négocié de gré à gré (OTC - Over-the-Counter) et non sur un marché boursier public, il n'existe pas de cours coté en continu. La H.C.C.O. constitue une référence sectorielle spécialisée permettant de suivre les tendances physiques des marchés européens.



Pression sur les marges

La combinaison d'un prix d'achat du cacao administré localement et de conditions de marché baissières peut exercer une pression significative sur les marges opérationnelles.

Le maintien de prix d'achat supérieurs aux prix de marché peut conduire à des ventes à marge réduite, voire à perte.

Risque de liquidité

Le ralentissement des ventes et l'accumulation de stocks peuvent générer des besoins accrus en trésorerie pour financer :

- les stocks,
- les coûts logistiques,
- les opérations courantes.

La capacité du Groupe à accéder à des financements dans des conditions favorables pourrait être affectée par la dégradation du contexte sectoriel.

Risques macroéconomiques et géopolitiques

Le Groupe est exposé aux effets indirects des tensions géopolitiques internationales, notamment :

- le conflit en Ukraine,
- les tensions au Moyen-Orient,
- la forte augmentation de tarifs douaniers.

Ces situations peuvent entraîner une volatilité accrue des marchés de l'énergie, des devises et des matières premières, ainsi que des perturbations logistiques.

b) Risques opérationnels

Risques industriels

Le Groupe évolue dans un environnement agro-industriel exposé à des risques opérationnels (défaillances d'équipements, interruptions de production, coupures d'énergie).

Risques liés à l'approvisionnement en cacao

L'approvisionnement est exposé à des aléas climatiques, logistiques et de marché.



Les conditions en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire, peuvent affecter la disponibilité, la qualité et le coût des fèves.

Risques logistiques et accumulation de stocks

La filière cacao ivoirienne a récemment connu d'importantes perturbations logistiques, avec des volumes significatifs de fèves bloqués en attente d'exportation.

À mi-janvier 2026, seule une partie des camions chargés disposait des documents nécessaires à l'exportation, contribuant à l'accumulation de stocks invendus⁴. Certaines estimations évoquent jusqu'à 700 000 tonnes de cacao non écoulées dans les zones de production⁵.

Ces situations peuvent entraîner :

- une dégradation de la qualité des produits,
- des retards d'encaissement,
- une hausse des coûts logistiques,
- une augmentation du besoin en fonds de roulement.

Risque de défaillance des contreparties

Le Groupe est exposé au risque lié à la gestion des délais de règlement clients et fournisseurs, lesquels influencent directement son besoin en fonds de roulement et sa position de liquidité.

Les créances clients sont principalement issues de ventes de produits semi-finis à des contreparties industrielles internationales, assorties de délais de paiement conformes aux usages du secteur. Conformément à IFRS 9, ces créances font l'objet d'une évaluation du risque de crédit via le modèle des pertes de crédit attendues (ECL). Une dégradation de la solvabilité des clients ou un allongement des délais de règlement pourrait avoir un impact défavorable sur la trésorerie et le résultat du Groupe.

⁴ Le Monde Afrique, « La filière cacao au bord de la crise », 21 janvier 2026.

⁵ Ibid.



SHOKKO



SHOKKO

100% Ivory Coast Products



— Ingredient : 100 % Roasted cocoa beans —

Lot Number :

Date of Product :



SOLID PRODUCT:

Best before 16 months, traceability of materials
the original packaging and property certificate

CONSERVATION

- Moisturizing the original packaging
- Store in a cool, dry place away from light and humidity
- Avoid direct sunlight and heat
- Avoid contact with moisture and humidity
- Avoid contact with strong odors

Les dettes fournisseurs résultent principalement des achats de matières premières auprès de coopératives et fournisseurs locaux. Toute évolution défavorable des conditions de paiement, notamment une réduction des délais fournisseurs ou une exigence accrue de règlement comptant, pourrait entraîner une hausse du besoin en fonds de roulement.

Ce risque est suivi dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et du pilotage du cycle d'exploitation. Le Groupe considère ce risque comme inhérent à son activité mais globalement maîtrisé par le suivi du poste clients, la gestion opérationnelle du BFR et la diversification des contreparties.

Délais de règlement clients et fournisseurs – 2025

	Article D. 441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de						Article D. 441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	10					73						
Montant cumulé des des factures concernées TTC	37 579	39 068	33 786	6 186	586 461	665 502						
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	6%	6%	5%	1%	91%	103%						

Risques environnementaux et climatiques

Le changement climatique (sécheresses, inondations, irrégularités climatiques), ainsi que le vieillissement des plantations, peuvent affecter les rendements agricoles.

c) Risques juridiques

Litiges

À la suite de l'accord intervenu début 2025 entre KKO International et EHGO, le Groupe ne fait plus état de litiges significatifs au 31 décembre 2025.



Risques contractuels

La volatilité des prix peut créer des déséquilibres entre prix contractuels et prix de marché, nécessitant des renégociations.

d) Risques réglementaires

Intervention des autorités publiques

Les autorités ivoiriennes ont mis en place un mécanisme de prix administré, fixant le prix bord champ à 2.800 FCFA/kg pour la campagne 2025-2026⁶.

Ces interventions peuvent créer un écart entre les prix locaux et les prix internationaux, susceptible d'impacter la rentabilité des acteurs du secteur.

Évolutions réglementaires et conformité

Le Groupe est soumis à des réglementations en constante évolution, notamment :

- durabilité,
- traçabilité,
- lutte contre la déforestation.

Les évolutions du cadre réglementaire européen, notamment sur le cacao biologique, ont entraîné une baisse des exportations africaines de 22,65 % en 2024⁷.

Ces évolutions peuvent générer pour le Groupe :

- des coûts de mise en conformité,
- des contraintes opérationnelles accrues,
- un impact sur la compétitivité.

3.2. Plans de mitigation et contrôle interne

Conformément aux dispositions des articles L. 225-100-1 et L. 22-10-35 du Code de commerce, et en application des recommandations de l'Autorité des marchés financiers en matière de

⁶ Le Monde Afrique, 26 février 2026 ; Abidjan.net, 20 janvier 2026.

⁷ Agence Ecofin, « Les exportations africaines de cacao bio ont chuté de 23 % en 2024 », 1er mars 2026.



gouvernance et de contrôle interne, le Groupe a mis en place un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques adapté à ses spécificités opérationnelles, à sa taille et à son organisation. Ce dispositif a pour objectifs principaux de :

- veiller à la conformité des opérations réalisées avec les dispositions légales, réglementaires et normatives applicables, tant en France qu'en Côte d'Ivoire.
- s'assurer que les décisions de gestion sont alignées avec les orientations stratégiques validées par les organes sociaux ;
- identifier, évaluer et maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs du Groupe, dans une logique de prévention et de résilience ;
- garantir la fiabilité, la sincérité et l'exhaustivité de l'information comptable et financière publiée ;
- préserver l'intégrité des actifs du Groupe et assurer le bon fonctionnement des process internes, notamment ceux liés à la production de l'information financière.
- Ce dispositif couvre l'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Enfin, les commissaires aux comptes de la Société, dans le cadre de leur mission de certification des comptes, conduisent les diligences requises en application des normes d'exercice professionnel édictées par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes (CNCC) et s'assurent notamment de la qualité du contrôle interne en ce qui concerne l'élaboration, le traitement et la présentation de l'information comptable et financière, conformément aux exigences du règlement général de l'AMF.



10 km/h
VITESSE
LIMITÉE À



4. PERSPECTIVES ET STRATEGIE

L'exercice 2025 a permis de confirmer la pertinence de la stratégie de développement industriel du Groupe, fondée sur l'intégration progressive de la chaîne de valeur et la consolidation des capacités de transformation locale via l'unité industrielle opérée par la société SHOKKO. Les investissements réalisés en infrastructures industrielles et logistiques permettent aujourd'hui d'assurer une capacité de production robuste, appuyée sur un réseau de partenaires coopératifs garantissant la continuité de l'approvisionnement en fèves de cacao.

Toutefois, la structure actuelle de la chaîne d'approvisionnement implique que la production issue de la plantation de SOLEA, bien que qualitative et parfaitement traçable, demeure marginale au regard des volumes traités par l'unité de transformation. SHOKKO s'approvisionne principalement auprès de fournisseurs tiers, exposant mécaniquement l'activité aux fluctuations des prix du cacao sur les marchés internationaux.

Dans ce contexte, l'année 2026 s'ouvre sur un environnement de marché en normalisation par rapport aux niveaux historiquement élevés observés en 2025. La correction des cours internationaux s'est traduite par un ajustement du prix minimum garanti bord champ en Côte d'Ivoire, désormais établi à des niveaux significativement inférieurs, contribuant à un rééquilibrage progressif des conditions d'approvisionnement.

Ce nouvel environnement, s'il contribue à une amélioration potentielle du besoin en fonds de roulement, s'accompagne néanmoins d'une pression persistante sur les prix de vente des produits semi-finis, en particulier la masse de cacao sur les marchés européens. La combinaison de ces dynamiques opposées continue de peser sur les marges unitaires de transformation du secteur.

Dans ce contexte, le Groupe poursuit une stratégie fondée sur la discipline industrielle et l'optimisation opérationnelle. L'accent est mis sur la maximisation du taux d'utilisation des capacités de production de SHOKKO afin de générer des économies d'échelle et d'améliorer la dilution des coûts fixes. Cette approche s'accompagne d'une politique d'investissement ciblée visant à renforcer la fiabilité des lignes de production et à optimiser les rendements industriels.



Par ailleurs, cette stratégie s'inscrit désormais dans un cadre actionnarial renforcé à la suite de la signature, postérieurement à la clôture de l'exercice, d'un protocole d'investissement engageant avec Lacasa S.A.U., acteur européen de référence dans le secteur de la confiserie et du chocolat. Ce partenariat industriel et capitalistique constitue un levier structurant pour accompagner l'accélération du développement du Groupe, sécuriser ses équilibres financiers et soutenir la montée en puissance de ses capacités industrielles.

Cette combinaison entre rigueur opérationnelle, intégration progressive de la chaîne de valeur et renforcement des partenariats industriels constitue un socle solide pour accompagner la croissance future du Groupe et renforcer durablement sa position dans la filière cacao-chocolat.

5. AFFECTATION DU RESULTAT / DIVIDENDES DISTRIBUES AU TITRE DES TROIS EXERCICES PRECEDENTS/ CAPITAL SOCIAL

5.1. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels de la Société (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de (101.258) euros que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- Affectation à hauteur de (101.258) euros, au compte de report à nouveau, le diminuant ainsi de (6.236.811) euros à (6.338.069) euros.

5.2. Dividendes distribués au cours des 3 derniers exercices

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la société n'a distribué aucun dividende au titre des trois exercices précédents.

5.3. Capital social

a) Capital social_au 30 avril 2026

Au 28 avril 2026, le capital social de la société s'élevait à 16.292.335 euros, divisé en 162.923.350 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, entièrement libérées. Deux actionnaires détiennent plus de 5% du capital.

Actionnaire	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Pourcentage des droits de vote
ALICANTE PARTICIPATION SA (Représentée par J-A de GEFFRIER & Catherine WAJSMAN)	17.395.000	10,68 %	10,68 %
Hugues de la MOTTE	19.000.000	11,66 %	11,66 %

A la connaissance de la société, il n'y avait pas d'autres actionnaires détenant plus de 5% du capital.

Postérieurement à la clôture de l'exercice, le Conseil d'administration, faisant usage de la délégation de compétence qui lui a été conférée par la 7^e résolution de l'assemblée générale mixte du 26 juin 2025, a décidé, le 28 avril 2026, une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de la société LACASA S.A.U. Cette opération a été réalisée par l'émission de 46.800.000 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale unitaire de 0,10 euro, émises à leur valeur nominale. La souscription, intervenue le 29 avril 2026, a été réalisée à hauteur de 2.200.000 euros par apport en numéraire et de 2.480.000 euros par compensation de créances certaines, liquides et exigibles détenues par LACASA S.A.U. sur la Société.



À la date du 30 avril 2026, le capital social de la Société s'élève à 20.972.335 euros, divisé en 209.723.350 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, entièrement libérées.

Actionnaire	Nombre d'actions	Pourcentage du capital	Pourcentage des droits de vote
LACASA S.A.U.	46 800 000	22,32%	22,32%
ALICANTE PARTICIPATION SA (Représentée par J-A de GEFFRIER & Catherine WAJSMAN)	17.395.000	10,68 %	10,68 %
Hugues de la MOTTE	19.000.000	11,66 %	11,66 %
Autres actionnaires historiques détenant moins de 3% du capital chacun	10 000 000	4,77%	4,77%
ACTIONNAIRES AGISSANT DE CONCERT (total)	93 195 000	44,44%	44,44%
FLOTTANT	116 528 350	55,56%	55,56%

A la connaissance de la société, il n'y a pas d'autres actionnaires détenant plus de 5% du capital.

Aucune clause d'agrément ou de préemption n'est prévue par les statuts. Les actions sont librement transférables, sauf dans les cas prévus par la réglementation applicable et du pacte d'actionnaires du 28 avril 2026 entre LACASA S.A.U. et les actionnaires historiques.

b) Évolution du capital social

Entre le 01/01/2025 et le 30/04/2026, le capital social a évolué comme suit :

Opération	Montant de l'augmentation	Nouveau capital	Nombre d'actions
Augmentation de capital (02/2025)	2.410.520 €	16.292.335 €	162.923.350
Augmentation de capital (04/2026)	4.680.000 €	20.972.335 €	209.723.350



Aucune action gratuite n'a été attribuée.

c) Titres donnant accès au capital

Le 13/07/2023, 16.841.237 Bons de Souscription d'Actions (« BSA ») ont été émis. Ces bons ont une durée de 36 mois, soit jusqu'au 13/07/2026.

Le prix d'exercice est de 0,25 euros, avec une parité de 2 Bons pour une action ordinaire nouvelle de la Société, représentant une dilution potentielle du capital est de 5,17 %.

Par ailleurs, tel que décrit dans le communiqué en date du 20 avril 2026 et en contrepartie de l'investissement réalisé, Lacasa S.A.U s'est également vu attribuer 48 millions de bons de souscription d'actions (BSA) à titre gratuit, divisés en six (6) tranches égales exerçables annuellement entre 2026 et 2032, à raison d'une (1) action nouvelle par BSA à souscrire au prix de 0,10 €, soit un montant global maximum supplémentaire de 4.800.000 €. Les BSA sont non-cessibles et ne sont pas admis aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris.

Il n'existe pas d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

d) Participation des salariés et dirigeants au capital

- Projet d'augmentation de capital réservée aux salariés : NEANT
- Etat de la participation des salariés au capital de la société : NEANT
- Options de souscriptions ou d'achat d'actions consenties aux salariés et aux mandataires sociaux (article L.225-177 du Code de Commerce) : NEANT
- Obligations de conservation des actions pour les dirigeants bénéficiaires d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites : NEANT.

e) Actions propres

Au 30 avril 2026, la société ne détient aucune de ses propres actions.

f) Clauses particulières statutaires ou conventionnelles



À la connaissance de la société :

- Aucune clause d'agrément ou de préemption n'est prévue par les statuts.
- Aucune convention entre actionnaires susceptible d'affecter la libre négociation des titres n'a été portée à la connaissance de la société.
- Aucun droit de vote double n'est prévu dans les statuts.

6. MONTANT GLOBAL DES DEPENSES ET CHARGES NON FISCALEMENT DEDUCTIBLES (AMORTISSEMENTS NON DEDUCTIBLES ET AUTRES CHARGES ET DEPENSES) / IMPOT SUPPORTE EN RAISON DE CES DEPENSES ET CHARGES

Le montant global des dépenses et charges non fiscalement déductibles s'élève à 416 euros.

7. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Au cours de l'exercice écoulé, aucune convention entrant dans le champ d'application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce n'a été conclue.

8 DIVERS

Usage des délégations de compétence accordées au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Néant.

Information sur les prêts interentreprises (article L. 511-6 3-bis du code monétaire et financier)

Néant.

Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles

Néant.



9 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE LA CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE DE L'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Le 20 avril 2026, KKO INTERNATIONAL a annoncé la signature d'un protocole d'investissement engageant avec le groupe Lacasa S.A.U., acteur européen de référence dans le secteur de la confiserie et du chocolat.

Cet accord prévoit la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant total de 4,68 millions d'euros, par émission de 46,8 millions d'actions ordinaires au prix unitaire de 0,10 euro, ainsi que l'attribution de 48 millions de bons de souscription d'actions exerçables par tranches annuelles entre 2026 et 2032, au prix de 0,10 euro par action.

À l'issue de l'opération d'augmentation de capital, le groupe Lacasa détiendra une participation de 22,32 % du capital et des droits de vote de la Société. (cf. § 53).

En complément, un accord de joint-venture a été conclu entre la filiale SHOKKO et le groupe Lacasa, créant une société de droit ivoirien, SHOKKOLACASA, afin de développer des activités de production de produits chocolatés en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, la réalisation de l'opération s'accompagnera d'une évolution de la gouvernance de la Société, avec une recomposition du conseil d'administration en faveur de représentants du groupe Lacasa.



10 DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels et consolidés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport sur la gestion du Groupe figurant en partie 3 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés. »

Fernando LACASA ECHEVERRIA

Président du conseil d'administration de la Société

Le 30 avril 2026

* * *



DON DE LA FONDATION LACASA KKO



IV – INFORMATIONS EXTRA-FINANCIÈRES / ESG

1. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE

1.1. Cadre général de la politique ESG

En 2025, le Groupe KKO International a consolidé un dispositif ESG structuré reposant sur un Système de Gestion Environnementale et Sociale déployé au sein de ses filiales ivoiriennes SOLEA S.A. et SHOKKO S.A. Ce dispositif constitue un cadre intégré permettant d'assurer la cohérence des pratiques du Groupe avec les standards internationaux et les attentes des parties prenantes.

Les filiales opérationnelles en Côte d'Ivoire ont mis en place un **Système de Gestion Environnementale et Sociale (« SGES »)**, élaboré à la suite d'un audit réalisé par le cabinet ESG Africa. Ce dispositif est aligné sur les **Normes de Performance de la Société Financière Internationale (« SFI/IFC »)** et constitue le référentiel opérationnel applicable aux activités de SOLEA S.A. et de SHOKKO S.A. Il permet d'encadrer de manière structurée la gestion des risques environnementaux et sociaux et d'assurer un suivi homogène des impacts des activités.

1.2. Gouvernance ESG

La gouvernance des enjeux ESG est assurée par le **Comité ESG du Conseil d'administration de KKO International**, qui est notamment chargé de définir les orientations stratégiques en matière environnementale et sociale, de superviser le déploiement du SGES et de suivre les principaux risques extra-financiers du Groupe.

Crée par le Conseil d'administration du 29 septembre 2025, le Comité ESG était composé au 31 décembre 2025, de quatre membres du Conseil d'Administration, dont un administrateur indépendant comme président. Le Comité ESG exerce, à titre consultatif, les missions suivantes :

(i) Fonctions stratégiques

- Appuyer le Conseil dans l'analyse des risques et opportunités ESG et de durabilité affectant les activités du Groupe.



- Émettre des recommandations sur les orientations stratégiques en matière de développement durable et de responsabilité ESG.
- Évaluer la cohérence des politiques internes relatives à l'environnement, au social, à la gouvernance et à la durabilité globale du modèle d'affaires.

(ii) Fonctions de mise en œuvre

- Définir et suivre l'évolution des indicateurs de performance extra-financière et de durabilité retenue.
- Favoriser l'alignement entre les pratiques du siège et celles des filiales opérationnelles en matière d'ESG et de durabilité.

(iii) Fonctions de communication

- Contribuer à la qualité, la transparence et la fiabilité de l'information non financière et de durabilité communiquée aux actionnaires et aux parties prenantes.

Il s'est réuni pour la première fois le 14 octobre 2025.

Ce Comité assure un suivi régulier des indicateurs ESG sur une base trimestrielle et garantit la coordination entre les entités opérationnelles et les instances de gouvernance. Il joue ainsi un rôle central dans l'intégration des enjeux de durabilité dans la stratégie du Groupe. L'ensemble des investissements communautaires, ainsi que le déploiement du Plan d'Action Environnemental et Social de KKO, font l'objet d'une **saisine et d'un contrôle trimestriel par le Comité ESG**. Ce comité garantit que le modèle de « Domaine Intégré » respecte ses engagements de développement durable et crée une valeur partagée, tant pour les actionnaires que pour les communautés hôtes de KKO.

Annoncée aux marchés le 20 avril dernier, la prise de participation du groupe LACASA était conditionnée à l'acquisition de la majorité du Conseil d'administration. Ce contrôle du Conseil entrainera une nouvelle organisation du Comité ESG dans les prochaines semaines.

1.3. Organisation de la gouvernance

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration de KKO International était composé de huit membres. La composition du Conseil comprend 40 % de femmes ainsi que deux administratrices indépendantes. (cf . **VIII. Rapport sur le gouvernement d'entreprise**).



1.4. Dispositif ESG opérationnel

Le SGES déployé au sein des filiales ivoiriennes repose sur un ensemble structuré de politiques et de procédures opérationnelles visant à encadrer les principaux enjeux environnementaux et sociaux. Le Groupe a notamment formalisé un Plan d'Engagement des Parties Prenantes permettant d'assurer un dialogue structuré avec les communautés locales, les autorités administratives et les salariés.

L'Approche de Gestion Environnementale (« **AGE** ») de SOLEA s'inscrit dans un cadre structuré et intégré, reposant sur la formalisation et le déploiement d'un SGES aligné sur les normes SFI/IFC. Suite au diagnostic mené en 2025, l'entreprise a procédé à une refonte de ses processus internes afin d'assurer leur cohérence, leur efficacité opérationnelle et leur adéquation aux réalités du terrain.

Ce dispositif est renforcé par la mise en œuvre du Plan d'Action Environnemental et Social (« **PAES** »), qui encadre le déploiement de procédures opérationnelles strictes et ciblées. La standardisation des pratiques, notamment en matière de gestion des déchets et de sécurité opérationnelle, permet de réduire les risques environnementaux, de limiter les incidents et d'optimiser les coûts associés. Cette approche systémique vise une amélioration continue des performances environnementales tout en garantissant la conformité réglementaire et internationale.

Un mécanisme de gestion des plaintes (« **MCE** ») a également été mis en place afin de permettre le traitement des réclamations dans un délai cible de 72 heures. Par ailleurs, une politique de sécurité routière encadre les déplacements professionnels, incluant notamment l'interdiction de la conduite de nuit interurbaine afin de limiter les risques d'accident.

Le dispositif ESG opérationnel a été renforcé en 2025 par la refonte des process internes des filiales ivoiriennes. Si l'exercice 2023 a permis de poser les fondations documentaires de nos engagements (rédaction de nos politiques de base), les années 2024 et 2025 ont marqué un tournant décisif vers l'opérationnalisation et la standardisation de nos pratiques.





Suite au diagnostic rigoureux mené par le **cabinet ESG Africa en mai 2025 avec le soutien du Fonds ALCB**, SOLEA a procédé à une refonte structurelle de ses process pour les intégrer au sein d'un SGES complet et aligné sur les Normes SFI/IFC.

Dans le cadre de notre PAES, de nouveaux processus opérationnels, plus ciblés et plus stricts, ont été rédigés et déployés en 2025 pour une application immédiate et un cycle de conformité visé pour 2026 :

- 1) **Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)** : Formalisation de notre dialogue avec les communautés locales, les autorités (Mairies) et nos employés.
- 2) **Mécanisme de Règlement des Plaintes Externes** : Mise en place d'un processus transparent et documenté permettant de recueillir, d'évaluer et de résoudre les griefs communautaires sous 72 heures.
- 3) **Politique Interne de Sécurité Routière et d'Utilisation des Véhicules** : Encadrement strict des missions, incluant l'interdiction de la conduite de nuit interurbaine et l'obligation de pauses régulières pour prévenir la fatigue.
- 4) **Politique de Lutte contre le Harcèlement et de Non-Représailles** : Instauration d'une tolérance zéro envers les abus et création d'un mécanisme de protection absolue pour les lanceurs d'alerte.
- 5) **Code de Conduite pour le Personnel de Sécurité** : Standardisation des règles d'engagement, privilégiant la désescalade, le respect des droits de l'homme et l'interdiction formelle de l'usage excessif de la force.
- 6) **Registre Dynamique des Risques et Impacts** : Transition d'une matrice statique vers un outil de pilotage mis à jour en temps réel par les équipes de terrain.
- 7) **Procédure de Gestion des Déchets de Maintenance** : Séparation stricte et traçabilité de l'élimination des déchets dangereux (huiles, hydrocarbures).

Consolidation de l'héritage documentaire

Ces nouveaux dispositifs viennent s'imbriquer et renforcer les politiques historiques publiées en 2023, qui demeurent les piliers de notre gouvernance et ont été mises à jour pour s'adapter à



notre nouvelle réalité climatique et sociale : Système de gestion des ressources humaines, Politique de prévention de la pollution, Politique Biodiversité, Politique en matière de changement climatique, Politique de gestion des ressources en eau, Politique des droits de l'homme, Plan de gestion du patrimoine culturel et archéologique (PGPCA) ; Politique d'efficacité des ressources (PER) ; Code de conduite des fournisseurs, etc.

Gouvernance et Formation continue

Ces process ne sont pas de simples déclarations d'intention : ils dictent le fonctionnement quotidien du Groupe. Pour garantir leur appropriation, une session de formation intensive (modules SFI, gestion des déchets, urgences) a été dispensée en juillet 2025 à l'ensemble des chefs de service et des représentants des travailleurs à Bocanda.

Enfin, la supervision de ces process a été renforcée par la validation formelle de notre Comité Santé et Sécurité au Travail (CSST). Ce comité, qui a pris le relais du CHSCT, intègre désormais à son ordre du jour annuel, le suivi strict de ces indicateurs, avec une remontée directe des informations vers le Comité ESG du Conseil d'Administration de KKO International, assurant ainsi une surveillance de haut niveau.

1.5. Certification Rainforest Alliance

Au cours de l'exercice 2025, notre stratégie de conformité et de durabilité a fait l'objet d'un arbitrage rigoureux, dicté conjointement par la conjoncture économique et nos avancées institutionnelles.

D'une part, comme détaillé précédemment, l'année a été marquée par des mouvements de marché d'une volatilité extrême et un « effet de ciseaux » ayant entraîné une forte compression de nos marges. Face à ce contexte financier exigeant, la direction a privilégié la prudence, la préservation de la trésorerie et la stricte maîtrise des coûts d'exploitation.

D'autre part, l'entreprise a fait le choix de concentrer prioritairement ses ressources sur l'intégration des Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI/IFC). L'audit exhaustif réalisé sur site par le cabinet ESG Africa au premier semestre 2025 a permis de doter SOLEA d'un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) robuste et opérationnel. Ce cadre institutionnel, extrêmement exigeant, constitue désormais le socle central de notre politique de durabilité.



En conséquence, le processus d'obtention de la certification Rainforest Alliance a été officiellement mis en attente (stand-by). Cette décision stratégique de suspension s'explique par la nécessité de rationaliser nos dépenses de certification face aux pressions sur nos marges, mais également par les incertitudes qui persistent à l'échelle nationale (notamment les mesures de restriction et de contrôle renforcé initiées par le Conseil du Café-Cacao pour lutter contre la fraude dans les réseaux de certification).

Le projet *Rainforest Alliance* sera réexaminé à l'avenir, dès lors que nous observerons une stabilisation durable de nos marges commerciales et qu'une clarification définitive du paysage de la certification privée en Côte d'Ivoire aura été établie. D'ici là, nos engagements environnementaux et sociaux demeurent pleinement garantis et audités à travers notre conformité aux standards SFI/IFC.

2. OBJECTIFS ESG ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

2.1. Environnement

Le Groupe poursuit une stratégie environnementale visant à développer un modèle agricole durable, traçable et résilient, tout en renforçant son adaptation aux effets du changement climatique. Cette stratégie vise également à améliorer la résilience des plantations, à réduire progressivement l'empreinte environnementale des activités et à développer les pratiques agroforestières sur l'ensemble des sites d'exploitation.

Sur le plan opérationnel, la chaîne de valeur cacao fait l'objet d'une traçabilité complète, depuis les phases de pépinière jusqu'à la récolte. Cette traçabilité repose sur la mise en place de pépinières internes et de jardins clonaux permettant de maîtriser l'origine du matériel végétal. Le Groupe met en œuvre des opérations de sélection et de greffage visant à améliorer les performances agronomiques et à homogénéiser les plantations, tout en standardisant progressivement les pratiques agricoles.

Les activités post-récolte reposent sur des procédés encadrés de fermentation et de séchage, dont l'objectif est d'améliorer la régularité et la qualité des fèves produites. Ces procédés font l'objet d'un suivi continu et d'améliorations progressives.



En matière de gestion de l'eau, le Groupe a déployé un système d'irrigation goutte-à-goutte de type "Precision Drip", permettant un apport maîtrisé pouvant atteindre jusqu'à 10 litres par jour et par arbre en fonction des besoins agronomiques. Deux installations autonomes assurent le pompage, la filtration et le stockage de l'eau, contribuant ainsi à une meilleure adaptation aux variations climatiques et à la sécurisation des productions en période de stress hydrique.

Enfin, le Groupe développe une politique de circularité reposant sur l'utilisation d'engrais organiques issus de déchets agricoles, de bois et de sous-produits locaux. Cette approche contribue à réduire la dépendance aux intrants chimiques et à renforcer la valorisation des ressources disponibles localement.

2.2. Social

La politique sociale du Groupe vise à favoriser le développement de l'emploi local, à promouvoir l'inclusion et la parité, à prévenir de façon impérative toute forme de travail des enfants et à renforcer les relations avec les communautés locales. Elle s'attache également à améliorer les conditions de travail et à garantir le respect des principes fondamentaux définis au niveau du Groupe.

En 2025, notre effectif s'illustre par son caractère inclusif, avec une représentation féminine de 61 % et un emploi des jeunes (15-35 ans) à hauteur de 73 %. Pour protéger cette main-d'œuvre, nous avons formalisé pour 2026 de nouvelles politiques strictes, notamment une Politique de Lutte contre le Harcèlement et de Non-Représailles (protection des lanceurs d'alerte), ainsi que la réorganisation de visites médicales annuelles obligatoires et la distribution systématique d'Équipements de Protection Individuelle (EPI) à 100 % de nos travailleurs.

Cette année a vu la mise en place d'équipes nouvelles dans le cadre de l'extension de l'usine, passant par une phase de recrutement et de formation importante, permettant pour l'avenir de produire sur des plages horaires plus larges tout en améliorant productivité et qualité sur le site.

Le Groupe applique un contrôle systématique de l'âge à l'embauche afin de prévenir tout risque lié au travail des enfants. Des programmes éducatifs sont également mis en œuvre dans les villages environnants afin de soutenir l'accès à l'éducation et de renforcer les capacités locales. Enfin, le Groupe applique une politique de tolérance zéro en matière de violations sociales, intégrée dans ses procédures de gestion des ressources humaines.



2.3. Gouvernance

La gouvernance du Groupe s'inscrit dans un cadre structuré visant à renforcer la qualité du pilotage stratégique, la transparence des décisions et la gestion des risques, notamment ESG. Elle reposait au 31 décembre 2026 sur un Conseil d'administration composé de huit membres (cf. **VIII. Rapport sur le gouvernement d'entreprise**).

Le renforcement de la gouvernance contribue à améliorer l'indépendance des décisions et à renforcer les compétences du Conseil sur les enjeux de transformation et de durabilité.

Par ailleurs, le SGES est pleinement opérationnel au sein des filiales ivoiriennes, garantissant l'application effective des politiques définies au niveau du Groupe.

3. INITIATIVES ET RÉSULTATS

3.1. Modèle intégré cacao

Le Groupe développe un modèle intégré reposant sur la complémentarité de ses activités agricoles et industrielles. SOLEA S.A. assure la production de cacao et la plantation de tecks, tandis que SHOKKO S.A. est dédiée à la transformation des fèves de cacao. Cette organisation permet d'assurer une intégration verticale complète de la chaîne de valeur cacao.

3.2. Innovation agronomique

Le modèle agronomique repose sur une traçabilité complète de la production, soutenue par la mise en place de pépinières internes et de jardins clonaux. Le Groupe met en œuvre une démarche continue de sélection et d'amélioration du matériel végétal afin d'optimiser les performances agronomiques.

Cette approche est complétée par des actions visant à homogénéiser les plantations par greffage et à standardiser les pratiques agricoles sur l'ensemble des sites d'exploitation.

3.3. Gestion de l'eau et adaptation climatique

Le déploiement de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte permet d'assurer une gestion optimisée des ressources hydriques. Ce dispositif contribue à réduire la consommation d'eau et à améliorer la résilience des plantations face aux aléas climatiques.



3.4. Impact territorial et social

Le Groupe contribue au développement des territoires à travers la sécurisation foncière des exploitations via des baux emphytéotiques de long terme. Il participe notamment et depuis sa création au financement de titres fonciers au bénéfice des communautés locales.

Les activités du Groupe contribuent à la création d'emplois et à la réduction de l'exode rural. Elles s'accompagnent d'investissements dans les infrastructures locales, notamment en matière d'électricité, d'accès à l'eau potable et de voirie. Le Groupe assure également l'entretien des berges et participe à la gestion environnementale des sites en coordination avec les autorités locales.

3.5. Environnement, biodiversité et sécurité

Le Groupe a mis en place un dispositif structuré de prévention et de gestion des risques environnementaux. Un plan de prévention incendie validé par les autorités compétentes encadre la gestion des risques liés aux incendies. Des dispositifs de sécurité opérationnels sont déployés en continu afin d'assurer la protection des sites.

La politique environnementale intègre également le développement de l'agroforesterie et de cultures mixtes contribuant à la préservation de la biodiversité. La gestion des déchets est encadrée par des procédures internes visant à limiter les impacts environnementaux des activités. L'optimisation des systèmes d'irrigation contribue également à la réduction de la consommation d'eau.

3.6. Action sociale et communautaire

Les actions sociales du Groupe sont mises en œuvre par la **Fondation LACASA KKO**, qui intervient dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'inclusion économique et du développement communautaire.

Le bras armé de l'impact communautaire direct demeure la **Fondation LACASA KKO**, fruit du partenariat historique entre le Groupe Lacasa et KKO International.

La Fondation développe des infrastructures éducatives et communautaires, soutient des programmes d'autonomisation économique et met en œuvre des actions de santé et de



sensibilisation dans les zones d'implantation. Elle contribue également à des initiatives culturelles et sportives visant à renforcer la cohésion sociale.

La Fondation a considérablement étendu son empreinte sociale en 2025, passant d'initiatives ponctuelles à des programmes structurels profonds :

- **Infrastructures Communautaires** : Inauguration de deux Centres d'Apprentissage Communautaires et d'une bibliothèque ventilée et électrifiée.
- **Autonomisation Économique** : Lancement du programme **Tché-Wa** qui a fourni des équipements professionnels à des entrepreneurs en situation de handicap et création du **Fonds KOTAKO** pour soutenir les femmes entrepreneures.
- **Santé et Éducation** : Lancement de la première édition de la session annuelle de sensibilisation sur l'eau animée par le personnel de l'hôpital de Bocanda. Nous avons également poursuivi la distribution de kits scolaires et de gourdes isothermes aux élèves de la région.
- **Cohésion Sociale** : Organisation de la première Coupe LACASA KKO (événement sportif) et lancement du projet de cinéma éducatif « Les Écrans de Kotokounou ».



FOUNDATION
LACASA
KKO



V – ETATS FINANCIERS AUDITES

5.1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDE *(voir page suivante)*



Table des matières

Etat consolidé du résultat global	68
Etat consolidé de la situation financière	70
État consolidé de variation des capitaux propres	71
Tableau consolidé des flux de trésorerie	72
Notes aux états financiers consolidés	73
1. Informations générales et faits marquants de l'exercice	73
2. Application des Normes et Interprétations nouvelles et retraitées	75
3. Principales méthodes comptables	76
4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations	89
5. Chiffre d'affaires	91
6. Dépenses opérationnelles	92
7. Résultat financier	93
8. Produits et charges non opérationnels	94
9. Impôts sur le résultat	94
10. Résultat par action	96
11. Immobilisations corporelles	97
12. Actifs biologiques	98
13. Autres actifs non courants	105

14. Stocks	106
15. Créances commerciales et autres débiteurs	106
16. Trésorerie et équivalents de trésorerie net	106
17. Capitaux propres	107
18. Avantages du personnel	108
19. Dettes envers les propriétaires et administrateurs de la Société	109
20. Dettes financières	110
21. Dettes commerciales et autres passifs courants et non courants	112
22. Juste valeur	112
23. Engagement de locations	113
24. Risques financiers	114
25. Transactions entre parties liées	119
26. Effectifs	119
27. Droits et engagements hors bilan	120
28. Honoraires des auditeurs	120
29. Événements postérieurs à la date de clôture	121

Etat consolidé du résultat global

	Notes	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
		en EUROS	en EUROS
Chiffre d'affaires	5	17 258 908	9 309 250
Marchandises et matières consommées (y compris variation de stocks)	6	(11 861 038)	(5 777 577)
Frais de personnel	6	(364 246)	(455 124)
Autres charges opérationnelles courantes nettes	6	(3 509 424)	(2 044 353)
Amortissements et dépréciations	11, 12 & 23	(917 856)	(698 255)
Variation de juste valeur des actifs biologiques	12	1 094 365	3 720 507
Perte de valeur sur actifs biologiques	12	-	(884 413)
Charges activées liées aux actifs biologiques		54 793	333 194
Résultat opérationnel courant		1 755 503	3 503 229
Autres produits et charges opérationnels non courants	8	-	(1 027 049)
Résultat opérationnel		1 755 503	2 476 180
Coût de l'endettement financier	7	(829 546)	(498 249)
Autres produits et charges financiers	7 & 23	(72 222)	(63 975)
Résultat avant impôts		853 735	1 913 955
Impôts sur le résultat	9	(768 120)	(683 040)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		85 615	1 230 914
Dont résultat net part du groupe		85 615	1 230 914
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-

	Notes	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
		en EUROS	en EUROS
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		85 615	1 230 914
Autres éléments du résultat global (AERG)		(568 914)	1 950 811
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>		<i>(568 914)</i>	<i>1 950 811</i>
Revalorisation des plantes productrices	12	(599 167)	2 248 109
Impôt sur le résultat y relatif		30 253	(297 298)
<i>Éléments qui pourront être reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'EXERCICE		(483 299)	3 181 725
Résultat net de l'exercice attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		85 615	1 230 914
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat global de l'exercice attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		(482 957)	3 180 555
Participations ne donnant pas le contrôle		(341)	1 170
Résultat par action			
de base (en EUROS par action)		0,001	0,009
dilué (en EUROS par action)		0,001	0,008

Etat consolidé de la situation financière

	Notes	Exercice clos le 31 déc. 2025 en EUROs	Exercice clos le 31 déc. 2024 en EUROs
Actif			
Actifs non-courants		20 345 142	20 254 631
Immobilisations incorporelles nettes		-	-
Immobilisations corporelles nettes	11	3 694 910	3 716 353
Droits d'utilisation	23	900 613	810 257
Actifs biologiques	12	15 135 003	14 812 541
Actifs d'impôts différés	9	154 683	449 195
Autres actifs non-courants	13	459 933	466 285
Actifs courants		7 290 410	6 098 234
Stocks et en-cours	14	3 313 784	2 018 064
Créances commerciales et autres débiteurs	15	3 816 832	3 644 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	159 793	435 450
Total de l'actif		27 635 552	26 352 865
Capitaux propres et passif			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		10 839 067	8 911 504
Capital		16 292 335	13 881 815
Prime d'émission		1 381 352	1 381 352
Réserve de réévaluation		3 018 023	3 586 596
Résultat et Réserve consolidée		(9 852 644)	(9 938 259)
Participations ne donnant pas le contrôle		(863)	(522)
Total des capitaux propres	17	10 838 203	8 910 982
Passifs non-courants		10 610 903	10 654 412
Avantages du personnel	18	62 444	56 386
Passifs d'impôt différé	9	3 567 005	3 174 301
Dettes financières non courantes	20	5 711 206	5 636 841
Dettes de location non courantes	23	870 249	776 811
Autres passifs non-courants	21	400 000	1 000 000
Découverts bancaires	16		10 073
Passifs courants		6 186 443	6 787 469
Provisions pour risques et charges		-	-
Dettes financières courantes	20	271 578	425 040
Dettes de location courantes	23	101 127	79 297
Dettes envers les propriétaires et administrateurs de la Société	19	73 933	830 949
Dettes commerciales et autres passifs courants	21	5 739 804	5 452 183
Total du passif		16 797 346	17 441 880
Total des capitaux propres et du passif		27 635 552	26 352 865



État consolidé de variation des capitaux propres

	Notes	Capital	Prime d'émission	Réserve de réévaluation	Résultat et Réserve consolidée	Attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
		en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS
Solde au 1er janvier 2024		13 881 815	1 381 352	1 636 955	(11 169 173)	5 730 949	(1 692)	5 729 258
Résultat net de l'exercice					1 230 914	1 230 914		1 230 914
Autres éléments du résultat global de l'exercice (AERG)	12			1 949 641		1 949 641	1 170	1 950 811
Résultat global total de l'exercice		-	-	1 949 641	1 230 914	3 180 555	1 170	3 181 725
Augmentations de capital		-	-			-		-
Autres		-	-			-		-
Transactions avec les propriétaires de la Société		-	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2024		13 881 815	1 381 352	3 586 596	(9 938 259)	8 911 504	(522)	8 910 983
Résultat net de l'exercice					85 615	85 615		85 615
Autres éléments du résultat global de l'exercice (AERG)	12			(568 573)		(568 573)	(341)	(568 914)
Résultat global total de l'exercice		-	-	(568 573)	85 615	(482 957)	(341)	(483 299)
Augmentation et réduction de capital	17	2 410 520				2 410 520		2 410 520
Autres						-		-
Transactions avec les propriétaires de la Société		2 410 520	-	-	-	2 410 520	-	2 410 520
Solde au 31 décembre 2025		16 292 335	1 381 352	3 018 023	(9 852 644)	10 839 067	(863)	10 838 204

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Notes	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
		en Euros	en Euros
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net de l'ensemble consolidé		85 615	1 230 914
<i>Ajustements pour :</i>		1 448 685	(1 077 491)
Variation de juste valeur des actifs biologiques	12	(1 094 465)	(3 720 507)
Perte de valeur sur actifs biologiques	12	-	884 413
Amortissements d'immobilisations incorporelles et corporelles	11	571 062	522 738
Amortissements des droits d'utilisation	23	119 165	138 694
Amortissements des actifs biologiques	12	227 629	36 823
Dotations et reprises de provisions		6 058	6 047
Charges d'intérêts	7	829 546	498 249
Charges financières sur droit d'utilisation	7 & 23	72 222	63 975
Impôts différés passés par le résultat	9	717 468	492 077
<i>Variations du fonds de roulement :</i>		(1 779 938)	382 255
(Augmentation) / Diminution des stocks	14	(1 295 720)	(106 829)
(Augmentation) / Diminution des créances commerciales et autres débiteurs	15	(172 113)	(2 226 145)
(Diminution) / Augmentation des avantages du personnel		-	-
(Diminution) / Augmentation des dettes commerciales et autres passifs courants	21	(312 105)	2 715 229
Impôts payés sur le résultat			
Trésorerie nette liée aux activités d'exploitation		(245 638)	535 678
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	11	(549 619)	(517 214)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		-	-
Achat et développement de plantes productrices	12	(54 793)	(333 194)
Variation des actifs financiers non courants	13	6 352	(178)
Trésorerie nette utilisée aux activités d'investissement		(598 060)	(850 586)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation de capital	17	1 600 000	-
Charges d'intérêts	7	(829 546)	(498 249)
Charges financières sur droit d'utilisation	7 & 23	(72 222)	(63 975)
Remboursement / émission d'emprunts	20	(89 170)	(358 178)
Remboursement de la dette locative	23	(94 624)	(115 108)
Remboursement / apports d'avances aux propriétaires de la Société	19	53 504	64 170
Trésorerie nette liée aux activités de financement		567 942	(971 340)
Augmentation /(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(275 756)	(1 286 248)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice (net de découvert bancaire)		425 377	1 711 626
Incidence des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice (net de découvert bancaire)	16	149 693	425 377



Notes aux états financiers consolidés

1. Informations générales et faits marquants de l'exercice

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le Groupe **KKO INTERNATIONAL** est constitué de :

KKO INTERNATIONAL, une société anonyme de droit français enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro SIRET 841 862 287 00015, dont le siège social est situé 9, avenue Hubert Germain à Paris (75116) (la « **Société** »). La Société est cotée sur Euronext Growth Paris.

SOLEA, (Société de Logistique et d'Exploitation Agricole), société anonyme de droit ivoirien dont le siège social est situé à Bocanda BP 123, enregistrée au Registre du Commerce d'Abidjan sous le numéro 11 11 792 L, dont la Société détient 99,94 % des actions.

SOLEA est une société spécialisée dans la plantation de cacao en Côte d'Ivoire ayant démarré ses activités en octobre 2011. SOLEA possède des sites d'exploitation agricole dans la région de N'Zi-Comoe, située au Centre-Est de la Côte d'Ivoire. Elle exploite également des tecks en bordure des plantations de cacaoyers.

SHOKKO, détenue à 100 % par la société SOLEA, société anonyme de droit ivoirien dont le siège social est situé à Cocody, Riviera 3, Allabra – Abidjan 06 (CÔTE D'IVOIRE), immatriculée au Registre du Commerce d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-2019-B-19166.

La société SHOKKO, créée en 2019, transforme les fèves de cacao en masse de cacao, à partir de fèves provenant de plantations de SOLEA et de tiers (coopératives).

Les trois sociétés KKO INTERNATIONAL, SOLEA et SHOKKO forment ensemble ci-après le « Groupe ».

Les présents états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 avril 2026. Ils sont exprimés en euros, sauf indication contraire. SOLEA et sa filiale utilisant le Franc CFA comme monnaie fonctionnelle, leurs états financiers sont convertis à chaque clôture selon la méthode décrite en note 3.4 ci-dessous.



FAITS MARQUANTS

SHOKKO

2025 a été la première année pleine d'exploitation sur le site de Bassam, avec des installations qui ont continué d'évoluer pendant l'exercice de façon à optimiser et mettre en fonctionnement les deux lignes de production tel qu'envisagé sur le site à l'origine.

Le marché international du cacao a connu des variations très fortes influant à la fois les coûts d'approvisionnement, mais aussi les prix de vente ce qui a permis un exercice largement bénéficiaire en termes d'exploitation.

La relation avec notre principal client s'est consolidée et offre pour l'avenir de belles perspectives de progression de chiffre d'affaires.

SOLEA

S'inscrivant dans une conjoncture climatique nationale extrêmement exigeante, notre plantation de Bocanda a enregistré une diminution de ses volumes de production en 2025 (322 Tonnes). Le déficit hydrique prononcé dans la région du N'Zi a directement impacté le développement et la maturation des cabosses, nous empêchant d'atteindre nos rendements cibles malgré un contexte tarifaire très favorable.

Plutôt que de subir passivement ces aléas, nous avons fait le choix stratégique de rationaliser notre verger. Nous avons procédé à une réduction ciblée du nombre d'arbres afin de concentrer nos ressources sur les zones les plus fertiles et les plus résilientes de la plantation.

Augmentation de capital

Le 28 février 2025, le Président Directeur Général a constaté la réalisation et la libération totale d'une augmentation de capital de la Société d'un montant nominal de 2 410 520 euros. Les modalités sont décrites en note 15.

Résolution du litige EHGO

Alpha Blue Ocean a consenti à la Société divers crédits courant 2018 au terme desquels ABO a cédé à un fonds de titrisation qu'elle prétendait contrôler, European High Growth Opportunities Securitization Fund (ci-après « EHGO »), les créances résultant de ces opérations



de crédit. Ces opérations ont permis à EHGO de souscrire par compensation à des obligations OCEANes aux termes d'un programme d'OCABSA monté par ABO.

Suite à un désaccord entre les parties, un litige est né à compter de 2019 se traduisant par plusieurs années de conflits devant les juridictions françaises.

Début 2025, les parties ont négocié un accord transactionnel mettant fin définitivement au litige.

Dans le cadre de cet accord, la société s'est engagée à verser à EHGO une indemnité transactionnelle d'un montant de 2 450 000 d'euros en lieu et place de la remise des actions résultant de la conversion des OCEANes. Cette indemnité fait l'objet d'un versement de 1,5 millions d'euros en 2025 et le solde est étalé linéairement sur 20 mois (2026-2027).

2. Application des Normes et Interprétations nouvelles et retraitées

Le Groupe, incluant les Sociétés, SOLEA et SHOKKO, présente ses états financiers consolidés conformément aux normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 31 décembre 2025 telles qu'adoptées par l'Union Européenne et publiées par l'IASB et disponibles sur le site [https://ec.europa.eu/info/index](https://ec.europa.eu/info/index_fr) fr. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations (Standing Interpretations Committee et International Financial Reporting Standards Interpretation Committee).

Nouvelles Normes, Interprétations et Amendements appliqués par le Groupe

Les principes comptables appliqués restent inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, à l'exception de l'adoption de l'amendement suivant, effectif depuis le 1er janvier 2025 mais qui ne présente pas d'effet significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2025 :

- Amendement à IAS 21 – Effet des variations des cours de monnaie (Absence de convertibilité)



Normes et Interprétations émises mais non encore entrées en vigueur

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des nouvelles normes, interprétations et amendements dont l'application est obligatoire pour les périodes closes à compter du 1^{er} janvier 2026 et au-delà. La norme IFRS 18, publiée en avril 2024 et applicable à compter du 1^{er} janvier 2027 modifiera la présentation des états financiers consolidés.

3. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables sont présentées ci-après.

Regroupement d'entreprises et principes de consolidation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition lorsqu'ils confèrent le contrôle au Groupe. La contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur, à l'instar des actifs identifiables nets acquis. Le goodwill résultant des regroupements est soumis à un test de dépréciation chaque année. Tout profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat net. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus, à moins qu'ils ne soient liés à l'émission d'une dette ou d'instruments de capitaux propres.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat net.

Toute contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Si l'obligation de payer une contrepartie éventuelle répondant à la définition d'un instrument financier a été classée en capitaux propres, elle n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. Sinon, les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sont comptabilisées en résultat.

Filiales



Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer, seul, sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées au prorata des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les modifications du pourcentage de détention du Groupe dans une filiale n'entraînant pas de perte du contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes et transactions, produits et charges, résultant des transactions intragroupes sont éliminés.

Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2025, la Société détient deux filiales implantées en Côte d'Ivoire :

Sociétés	Pays	Devise fonctionnelle	% d'intérêts au 31/12/2025	% d'intérêts au 31/12/2024
SOLEA	Côte d'Ivoire	Franc CFA	99,94%	99,94%
SHOKKO	Côte d'Ivoire	Franc CFA	100,00%	100,00%

Les sociétés sont consolidées par intégration globale au cours de toute la période concernée par les présents états financiers consolidés.

Produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens est comptabilisé lorsque les biens sont livrés et que les titres de propriété sont transférés, moment auquel l'ensemble des conditions suivantes est satisfait :

- le Groupe a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens;

- le Groupe ne continue à être impliqué ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens vendus;
- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Monnaies étrangères

Dans le cadre de la préparation des états financiers de chaque entité du Groupe, les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité (monnaie étrangère) sont comptabilisées en appliquant le cours du change en vigueur à la date de transaction. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires comptabilisés à la juste valeur et libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant les cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique et libellés en monnaie étrangère ne sont pas reconvertis.

Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils surviennent.

Aux fins de la présentation des états financiers consolidés, les actifs et les passifs liés à la société SOLEA et sa filiale en Côte d'Ivoire sont convertis en euros en appliquant les cours de change du franc CFA bénéficiant d'une parité fixe de 1 € pour 655,957 F CFA depuis le 1^{er} janvier 1999.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés ou vendus, sont incorporés dans le coût de ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation ou sa vente prévue.

Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.



Avantages du personnel

Coûts des prestations de retraite

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge de rémunération lorsque les employés ont rendu des services leur donnant droit à ces indemnités.

Avantages du personnel à court terme et autres avantages à long terme

Un passif est comptabilisé au titre des avantages auxquels a droit le personnel en termes de salaires, de congés annuels et de congés de maladie au cours de la période où les services correspondants sont rendus au montant non actualisé des avantages que l'entité s'attend à payer en contrepartie des services rendus. Les passifs comptabilisés au titre des avantages du personnel à court terme sont évalués au montant non actualisé des avantages que l'entité s'attend à payer en contrepartie des services correspondants.

Les avantages à long terme sont provisionnés si le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que le Groupe sera tenu d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsque les indemnités de départ en retraite correspondent à des régimes à prestations définies. Elles sont provisionnées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetées qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ; et
- les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat. Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.

Impôts directs et indirects

La charge d'impôts directs et indirects représente la somme de l'impôt exigible à payer et de l'impôt différé.

Impôt exigible

L'impôt exigible à payer est fondé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du « résultat avant impôt » comptabilisé dans l'état consolidé du résultat global en raison de différences permanentes ou temporelles. L'impôt exigible du Groupe est calculé au moyen des taux d'imposition adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Lors de chaque investissement, SOLEA dépose auprès du Ministre chargé de l'Economie et des Finances un dossier en vue de l'obtention d'avantages fiscaux.

Ainsi, dans le cadre d'un premier investissement d'un montant total de 834 millions de FCFA pour les premiers 788 ha de terrains, SOLEA a bénéficié des dispositions fiscales suivantes, aux termes d'un arrêté du Ministre chargé de l'Economie et des Finances en date du 11 mars 2013, modifié par arrêté en date du 17 octobre 2013 :

- exonération de la TVA sur les matériels, équipements, véhicules utilitaires et premier lot de pièces de rechange nécessaires à la réalisation de l'investissement, acquis localement ou importés ; et
- réduction de 50% du montant des droits à payer à la douane portant sur les équipements et matériels ainsi que sur le premier lot de pièces de rechange nécessaires à la réalisation de l'investissement, étant précisé que ce dispositif fiscal a pris fin le 31 janvier 2014.

Par la suite, lors du constat de la fin de réalisation des travaux d'investissement et de la mise en exploitation de SOLEA, il a été notifié à SOLEA, par arrêté du CEPICI (Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire) en date du 16 mai 2014, le bénéfice des dispositifs fiscaux suivants :

- exonération des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), au taux normal de 25%, des contributions de patentes et licences sur 15 ans à compter du 1er février 2014. L'exonération est totale du 1er février 2014 au 31 décembre 2026 ; ensuite

elle est réduite à 50% des droits normalement dus du 1^{er} janvier au 31 décembre 2027 puis 25 % des droits normalement dus du 1^{er} janvier au 31 décembre 2028.

- réduction de 90% du montant de la contribution à la charge des employeurs à l'exclusion de la taxe d'apprentissage et de la taxe additionnelle à la formation continue.
- exonération de l'impôt sur le revenu foncier pour les logements mis à la disposition du personnel.
- exonération de l'impôt sur le patrimoine foncier.

A l'exception des exonérations sur 15 ans relatives à l'impôt sur les BIC et aux contributions de patentes et licences, l'arrêté du CEPICI du 16 mai 2014 et l'arrêté modificatif du Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget en date du 23 mai 2014 ne mentionnent pas de durée pour les autres exonérations fiscales. Toutefois, compte tenu de la zone dans laquelle se trouve SOLEA, l'ordonnance n° 2012-487 du 7 juin 2012 portant Code des investissements précise que la durée d'exonération de 15 ans s'applique à l'ensemble des dispositifs fiscaux que sont l'impôt sur les BIC, les contributions de patentes et licences, les contributions à la charge des employeurs, l'impôt sur le revenu foncier et l'impôt sur le patrimoine foncier.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- les différences temporelles liées à la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable ;
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales, entreprises associées et partenariats dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date du renversement des différences temporelles et il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible ; et
- les différences temporelles imposables générées par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre de différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que

le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de bénéfices futurs imposables augmente.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Ainsi, une différence temporelle partielle (partie au-delà de la période de vacances fiscale, soit à compter de 2027) qui sera taxable existe entre la valeur comptable des actifs biologiques dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025 et sa base taxable. Le taux d'impôt applicable au terme de la période de vacances fiscale s'applique pour mesurer le passif d'impôt différé sur la différence temporelle au 31 décembre 2025. Ce taux s'élève en moyenne à 24.15% sur la période de taxation pour la société SOLEA.

L'exonération des droits de douane et la suspension temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée dont bénéficiait SHOKKO pendant les premières années d'exploitation a pris fin au cours de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Ils sont présentés à leur coût historique diminué des amortissements calculés linéairement sur leur durée d'utilité estimée. Les coûts historiques incluent les dépenses directement imputables à l'acquisition des actifs.

Les amortissements sont imputés en résultat net sur base linéaire et réparti sur la durée de vie estimée de l'actif. Les taux suivants sont appliqués :

- | | |
|---|-------------|
| ➤ Bâtiment : | 10 ans |
| ➤ Agencements des plantations | 5 – 30 ans |
| ➤ Installations techniques et agencements : | 10 à 20 ans |
| ➤ Matériel et outillage agricole : | 2 – 5 ans |
| ➤ Matériel de bureau et informatique : | 2 - 3 ans |
| ➤ Mobilier des logements : | 10 ans |
| ➤ Mobilier de bureau : | 10 ans |



- Matériel de transport : 3 ans
- Autres matériels : 5 ans

Les plantations, installations et agencements en cours sont transférés à la rubrique adéquate et amortis à partir de leur mise en exploitation.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs aient subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant) qui sera immédiatement comptabilisée en résultat net.

Actifs biologiques

Les actifs biologiques détenus par le Groupe concernent principalement :

- des cacaoyers et des caféiers (plantes productrices).
- des plantations de tecks

Les actifs biologiques ou produits agricoles ne seront reconnus que dans la mesure où :

- le Groupe détient le contrôle de ces actifs du fait d'événements passés ;
- il est probable que les avantages économiques futurs associés à ces actifs iront au Groupe ; et
- la juste valeur ou le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable.

Plantes productrices (cacaoyers et caféiers)

Une *plante productrice* est une plante vivante qui :

- est utilisée dans la production ou la fourniture de produits agricoles ;
- est susceptible de produire sur plus d'une période ;
- n'a qu'une faible probabilité d'être vendue comme produit agricole, sauf à titre accessoire en tant que rebut.

Conformément à la norme IAS 16, telle qu'amendée, les plantes productrices (cacaoyer et caféier), sont évalués lors de la comptabilisation initiale à leur coût, puis selon la méthode de la réévaluation à la juste valeur à chaque clôture. Durant les 3 premières années, la juste valeur est considérée comme équivalente au prix de revient des plantes productrices.



Le coût des plantes productrices comprend son prix d'achat, ainsi que tout coût contribuant directement à sa mise en état pour l'exploitation.

Sont notamment directement attribuables au coût des plantes productrices :

- les coûts des avantages du personnel et honoraires contribuant directement à leur développement;
- les frais de préparation des arbres;
- la proportion des coûts d'emprunt liés à leur développement.

Conformément à la norme IAS 41, la récolte sur pieds à la date de clôture fait l'objet d'une comptabilisation à sa juste valeur. La juste valeur retenue correspond au prix de vente réel constaté postérieurement à la clôture, net de coûts de récolte. Le groupe comptabilise cette récolte au sein de la ligne Variation de juste valeur des actifs biologique du compte de résultat.

Cacaoyers

Jusqu'au 31 décembre 2022, les cacaoyers étaient considérés comme matures lorsque leur production annuelle de cacao « prêt à la vente » représente un poids d'au moins un kilogramme.

En raison de l'impossibilité matérielle d'identifier la production annuelle par arbre, le nombre d'arbres matures est déterminé en fonction des ventes effectuées sur chaque site de production, sur la base d'une production moyenne estimée d'un kilogramme par arbre.

Le nombre d'arbres non matures a été déterminé par différence entre le nombre total de cacaoyers vivants et le nombre de cacaoyers matures.

Depuis le 31 décembre 2024, tous les cacaoyers ont été considérés comme matures même si la production moyenne par arbre des plantations est légèrement inférieure à un kilogramme, étant considéré les conditions climatiques très défavorables en 2024. En effet, les derniers cacaoyers ont été plantés en 2017 et ont donc un âge permettant de les considérer comme matures.

Les plantes productrices arrivées à maturité font l'objet d'une réévaluation à chaque clôture comptable à leur juste valeur (conditions actuelles de marché) diminuée des coûts de la vente. Elles font l'objet d'un amortissement annuel sur toute la période de mise à disposition du site.



Les profits résultant des réévaluations des plantes productrices à la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont inclus dans les autres éléments du résultat global. Toutes pertes de valeur impactent quant à elles le résultat net de l'exercice au cours duquel elles sont constatées, après déduction du montant réévalué précédemment via les autres éléments du résultat global.

Caféiers

Les caféiers sont considérés comme matures lorsque leur production annuelle de café « prêt à la vente » représente un poids d'au moins un demi kilogramme. Au 31 décembre 2023, aucun arbre n'était considéré comme mature et les objectifs de production n'étant pas atteints, les actifs relatifs aux caféiers avaient été intégralement dépréciés. Au 31 décembre 2024, les caféiers ont été comptabilisés en pertes.

Tecks

Conformément à la norme IAS 41 agriculture, les tecks sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et à chaque clôture comptable.

Les quatre premières années, la juste valeur est considérée comme équivalente au coût de revient de l'arbre. A partir de la quatrième année après sa plantation, un calcul actuariel est effectué sur la base des coûts d'entretien annuel et d'un prix de vente à la quinzième année, date prévue de maturité pour la coupe et la vente de l'arbre.

Les profits ou pertes résultant de la comptabilisation des produits agricoles à la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont inclus dans le résultat net de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Stocks

Le produit agricole récolté à partir des actifs biologiques devient un stock et est évalué à sa juste valeur diminuée des coûts de la vente au moment de la récolte.

Le coût des stocks est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Les stocks de produits semi-finis ou finis sont évalués à leur coût de production, incluant les consommations et les coûts directs et indirects de production. Une provision est constituée lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure au coût des stocks.

Juste valeur



Les prêts, créances et autres actifs sont initialement évalués à leur juste valeur puis à leur coût amorti.

Des dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie des créances conformément à IFRS 9 et sont par ailleurs constituées sur la base d'une appréciation au cas par cas du risque de non-recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté, du résultat des relances effectuées, des habitudes locales de règlement et des risques spécifiques à chaque pays.

Les passifs financiers, tels que les emprunts, les dettes fournisseurs et les autres créanciers sont eux aussi évalués à leur juste valeur puis à leur coût amorti.

Les frais d'émission des emprunts sont comptabilisés en déduction de la juste valeur initiale de l'emprunt. Puis, les frais financiers sont calculés sur la base du taux d'intérêt effectif de l'emprunt (c'est-à-dire du taux actuariel tenant comptes de frais d'émission).

L'emprunt obligataire émis le 7 décembre 2018 a été traité conformément à IFRS 9. Compte tenu des caractéristiques de l'emprunt, l'instrument dérivé incorporé à la dette a été considéré comme nul et l'emprunt obligataire apparaît donc dans l'état de la situation financière consolidée pour sa valeur au coût amorti. Cet emprunt a été soldé au cours de l'exercice 2024 à la suite de la résolution du litige avec la société EHGO (voir note 1.2)

Locations

Lorsque la location porte sur un bien d'importance significative, le plus faible de la juste valeur ou de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat est immobilisé et amorti selon la méthode linéaire, et la dette correspondante est inscrite au passif de l'état de la situation financière consolidée, conformément à la norme IFRS 16 pour les exercices clos à compter du 1er janvier 2019. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

Capital social



Actions ordinaires

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires, nets d'impôt, sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Rachat et remise en circulation d'actions ordinaires (actions propres)

Si la Société rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée y compris les coûts directement attribuables, nets d'impôt, est comptabilisé en diminution des capitaux propres, sans impact sur le résultat.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en couverture d'éventualités diverses, notamment les risques sur les litiges. Une provision est notamment comptabilisée lorsque :

- Le Groupe est tenu par une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Subventions publiques

Comme indiqué dans la note 3.7, SOLEA bénéficie de plusieurs types d'exonérations ou de réductions fiscales (droits de douane, impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), contributions de patentes et licences, contributions à la charge des employeurs, impôt sur le revenu foncier, impôt sur le patrimoine foncier, ...).

Les subventions publiques ne sont pas comptabilisées tant qu'il n'existe pas une assurance raisonnable que le Groupe se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues.

Les subventions publiques relatives à des dépenses encourues par le Groupe sont comptabilisées en résultat net, en déduction desdites dépenses, et sur une base systématique sur les périodes concernées.

Les subventions publiques conditionnelles relatives à des actifs biologiques autres que les plantes productrices sont reconnues dans le résultat net à condition que les conditions soient



remplies ; les subventions non-conditionnelles sont reconnues dans le résultat net dès l'instant où elles deviennent définitivement acquises.

Les subventions publiques relatives aux immobilisations corporelles et les plantes productrices sont déduites de la valeur comptable de ces actifs.

Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information sectorielle est présentée selon des principes identiques à ceux du reporting interne utilisé par la direction générale et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances du Groupe.

Les activités de KKO sont divisées en deux secteurs : plantations et production. L'information géographique n'est pas pertinente car tous les actifs sont localisés dans un seul pays (Cote d'Ivoire). L'activité "support" recouvre principalement les activités fonctionnelles et financières de la société holding KKO.

Au 31 décembre 2025

	Plantations	Production	Support	Eliminations de consolidation	Total
<i>En Euros</i>					
Chiffre d'affaires externe	959	17 257 949	-		17 258 908
Chiffre d'affaires intersecteurs	800 004		250 000	(1 050 004)	-
Marchandises et matières consommées (y compris variation de stocks)	391 795	(13 051 022)	(1 814)	800 004	(11 861 038)
Frais du personnel	(210 763)	(91 991)	(61 491)		(364 246)
Autres charges opérationnelles courantes nettes	(1 290 521)	(2 295 877)	(173 025)	250 000	(3 509 424)
Amortissements et dépréciations	(352 408)	(565 322)	(127)		(917 856)
Variation de juste valeur des actifs biologiques	1 094 365				1 094 365
Perte de valeur sur actifs biologiques	-				-
Charges activées liées aux actifs biologiques	54 793				54 793
Résultat opérationnel courant	488 224	1 253 737	13 542	-	1 755 503
Actifs biologiques	15 135 003				15 135 003
Immobilisations corporelles nettes	1 618 818	2 076 092	-		3 694 910

En 2024, la répartition sectorielle se présentait ainsi :

Au 31 décembre 2024

	Plantations	Production	Support	Eliminations de consolidation	Total
<i>En Euros</i>					
Chiffre d'affaires externe	866	9 308 384	-		9 309 250
Chiffre d'affaires intersecteurs	1 929 003		200 000	(2 129 003)	-
Marchandises et matières consommées (y compris variation de stocks)	(316 262)	(7 390 318)	-	1 929 003	(5 777 577)
Frais du personnel	(232 676)	(155 090)	(67 358)		(455 124)
Autres charges opérationnelles courantes nettes	(858 572)	(1 033 247)	(352 534)	200 000	(2 044 352)
Amortissements et dépréciations	(172 924)	(524 623)	(708)		(698 255)
Variation de juste valeur des actifs biologiques	3 720 507				3 720 507
Perte de valeur sur actifs biologiques	(884 413)				(884 413)
Charges activées liées aux actifs biologiques	333 194				333 194
Résultat opérationnel courant	3 518 723	205 106	(220 599)	-	3 503 230
Actifs biologiques	14 812 541				14 812 541
Immobilisations corporelles nettes	1 743 598	1 972 628	127		3 716 353

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

Les estimations et les jugements utilisés par le Groupe dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés sont continuellement mis à jour et sont fondés sur les informations historiques ainsi que sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Actifs biologiques

Certains des actifs du Groupe, dont les actifs biologiques (voir note 12), sont évalués à leur juste valeur aux fins de la présentation de l'information financière. Les plantations d'arbres sont exposées aux risques propres à l'agriculture : les arbres et les récoltes peuvent être affectées par des maladies, des insectes ainsi que par les aléas climatiques. SOLEA met en œuvre de nombreuses mesures préventives, mais ne peut cependant garantir que tous ces risques soient écartés, ayant pour conséquence possible que la juste valeur considérée dans les états financiers à chaque clôture pourrait différer de sa valeur de réalisation future.

- L'évaluation de la juste valeur des plantes productrices dépend par ailleurs aussi fortement du maintien du prix de vente des récoltes dans le futur, du rendement moyen des arbres et des différentes composantes du taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie estimés. Cette évaluation a ainsi été catégorisée de niveau 3.
- L'évaluation de la juste valeur du teck dépend de la croissance des arbres et du marché du bois. Les coûts d'entretien sont facilement appréhendables mais la durée pour la récolte est longue (15 ans). Cette évaluation a ainsi été catégorisée de niveau 3.

Le Groupe revoit les durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Le Groupe a développé son exploitation sur des terres faisant l'objet de baux emphytéotiques contractés entre les communautés villageoises propriétaires des terres et SOLEA, les parcelles de terre données à bail par les communautés villageoises sont exploitées par SOLEA pour une durée de trente-cinq années durant lesquelles les parties acceptent une location des terres qui est rémunérée à hauteur de 5% des produits de la récolte à venir.



Continuité d'exploitation

Au regard de sa phase de développement, le Groupe poursuit la structuration de son modèle industriel et commercial, ce qui implique des besoins de financement significatifs, tant pour soutenir la croissance de ses activités que pour accompagner la montée en puissance de ses capacités de transformation.

L'exercice 2025 est marqué par une forte progression de l'activité, avec un chiffre d'affaires de 17,3 M€, en hausse de 85 % par rapport à l'exercice précédent, porté principalement par le développement de la production de l'usine de transformation exploitée par la filiale SHOKKO. Cette croissance s'accompagne, toutefois, d'une normalisation de la performance, après un exercice 2024 ayant bénéficié d'effets de valorisation des actifs biologiques favorables. Par ailleurs, l'environnement de marché est resté volatil, notamment en raison des violentes fluctuations du prix des fèves de cacao et des conditions climatiques en Côte d'Ivoire, pesant sur la visibilité opérationnelle.

Dans ce contexte, les charges opérationnelles augmentent significativement en lien avec le développement de l'activité, tandis que la génération de trésorerie demeure contrainte du fait des investissements réalisés et des achats très importants de fèves de cacao. Au 31 décembre 2025, le Groupe présente une trésorerie limitée (149 K€) et un niveau d'endettement net de 5,8 M€, reflétant les financements mis en place depuis mars 2023, pour soutenir son développement industriel. La structure financière, à la clôture, reste ainsi caractérisée par un niveau d'endettement significatif et une liquidité contrainte.

Néanmoins, les capitaux propres s'élèvent à 10,8 M€, en progression notamment grâce à l'augmentation de capital réalisée en février 2025 pour un montant de 2,41 M€, traduisant le soutien des investisseurs au projet de développement du Groupe.

Dans ce contexte, la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation dépend de sa faculté à (i) poursuivre la montée en puissance de ses activités de transformation, (ii) améliorer progressivement sa rentabilité opérationnelle, et (iii) générer à terme des flux de trésorerie positifs et récurrents.

Par ailleurs, postérieurement à la clôture, le Groupe a annoncé, le 20 avril 2026, la signature d'un protocole d'investissement engageant avec le groupe Lacasa, portant sur une



augmentation de capital d'un montant de 4,68 M€, ainsi que la mise en place d'un partenariat industriel à travers la création d'une joint-venture en Côte d'Ivoire.

Sur la base de ces éléments, et sous réserve de la réalisation des opérations de financement envisagées et de l'exécution du plan d'affaires, le Conseil d'administration considère que l'application du principe de continuité d'exploitation demeure appropriée.

5. Chiffre d'affaires

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Chiffre d'affaires	17 258 908	9 309 250
Vente de masse et de beurre de cacao	17 258 908	9 308 384
Vente de fèves de cacao	-	866

Le chiffre d'affaires du Groupe est principalement constitué en 2024 et 2025 par la vente de masse et de beurre de cacao. Les fèves produites par le groupe via SOLEA sont destinées à la production de masse de chocolat « Tree to bar ».

6. Dépenses opérationnelles

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Charges activées liées aux actifs biologiques	(54 793)	(333 194)
Marchandises et matières consommées (y compris variation de stocks)	11 861 038	5 777 577
Achats de fèves et de beurre	12 521 061	5 510 459
Autres achats	635 697	374 455
Variation de stocks	(1 295 720)	(107 338)
Frais de personnel	364 246	455 124
Rémunérations directes	364 246	455 124
Personnel intérimaire et détaché	-	-
Autres dépenses du personnel	-	-
Autres dépenses opérationnelles	3 509 424	2 044 353
Frais de voyages et déplacements	55 474	46 094
Entretien et réparation	57 595	93 756
Honoraires	1 161 185	729 210
Télécommunications	8 464	8 980
Frais de location	146 210	203 357
Assurances	157 462	167 767
Remunération des dirigeants et administrateurs	215 508	820 014
Impôts et taxes	1 538 484	465 304
Dotations / reprise sur provisions d'exploitation	6 058	6 047
Autres dépenses opérationnelles	162 984	(496 177)
Pour un total de	15 679 914	7 943 859

Conformément aux règles d'évaluation décrites dans la note 3.9, le prix de revient des plants non matures est augmenté chaque année des frais d'entretien jusqu'à leur maturité. A des fins de lisibilité des comptes, ces coûts sont inclus dans les charges par nature présentées dans le tableau ci-dessus et l'activation de ces coûts dans les actifs biologique est présentée sur la ligne « Charges activées liées aux actifs biologiques ».

Le poste des marchandises et matières consommées augmente significativement, en lien avec la croissance de chiffre d'affaires. Ces achats incluent essentiellement les fèves de cacao achetées à l'extérieur du Groupe pour 7,4 millions d'euros et le beurre de cacao pour 5,9 millions d'euros ainsi que les autres fournitures nécessaires à la production de masse.



Les honoraires concernent principalement les prestations de conseils techniques, les prestations d'avocats, de comptabilité et d'audit et les frais d'augmentations de capital.

Les frais de location comprennent notamment la location des terrains des plantations, la location des appartements mis à disposition de certains membres du personnel, la location des bureaux et la location de matériel et d'outillage d'exploitation. La variation est liée à la fermeture du site de Vridi fin 2024.

Les rémunérations des dirigeants concernent les montants alloués aux organes de direction et administrateurs du Groupe (cf. note 23). La variation s'explique par le renoncement au cours de l'exercice aux jetons de présence à verser aux administrateurs de 2020 à 2024.

Les impôts et taxes sont essentiellement constitués des taxes à l'exportation. Les taxes étant notamment fonction des volumes vendus, la variation du poste est corrélée à la hausse du chiffre d'affaires.

7. Résultat financier

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Charges financières	901 768	562 224
Intérêts sur emprunts et frais bancaires	829 546	498 249
Charges financières sur droit d'utilisation	72 222	63 975

Le poste des charges financières se compose des intérêts liés aux dettes bancaires et obligataires pour 829 546 euros (498 249 euros en 2024), ainsi que de la charge financière sur droit d'utilisation pour 63 975 euros (63 975 euros en 2024).

8. Produits et charges non opérationnels

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Autres produits et charges non opérationnels	-	1 620 400
Autres produits non opérationnels	-	1 620 400
Autres charges non opérationnelles	-	(2 647 449)

Les charges et produits non opérationnels en 2024 étaient essentiellement liés au protocole transactionnel signé avec EHGO.

9. Impôts sur le résultat

Preuve d'impôt

	Exercice clos le 31 Déc. 2025
	en EUROS
Résultat de l'exercice net consolidé	85 615
Charge / Produit d'impôt	(768 120)
Résultat consolidé avant impôt	853 735
Taux d'impôt théorique	25,00%
Impôt théorique calculé	(213 434)
Différence à analyser	(554 686)
Incidence des différences permanentes	(123 113)
Utilisation de déficit non activé (+) ou déficit non activé (-)	(402 919)
Incidence des différences de taux (exonération SOLEA)	(28 658)
Autres	4
Ecart analysé	(554 686)

Origine et évolution des impôts différés

	Solde des Impôts différés au 1er janvier	Variation par le résultat net	Variation par les AERG	Solde des Impôts différés au 31 décembre
	en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS
Exercice clos le 31 Déc. 2025	2 725 106	717 468	(30 253)	3 412 321
Cacaoyers	554 094	76 965	(30 253)	600 806
Tecks	2 572 875	345 927		2 918 802
Caféiers	-	-		-
Shokko (déficit reportable)		-		
SHOKKO (IFRS16)	(11 463)	(6 228)		(17 691)
SHOKKO (Coûts usine)	(132 593)	29 465		(103 128)
SOLEA (emprunt obligataire)	47 358	-		47 358
Autres	(305 165)	271 339		(33 826)
Exercice clos le 31 Déc. 2024	1 935 731	492 077	297 298	2 725 106
Cacaoyers	315 288	(58 492)	297 298	554 094
Tecks	1 749 393	823 482		2 572 875
Caféiers	-	-		-
SHOKKO (déficit reportable)	(8 645)	8 645		
SHOKKO (IFRS16)	(5 578)	(5 885)		(11 463)
SHOKKO (Coûts usine)	(162 059)	29 466		(132 593)
SOLEA (emprunt obligataire)	47 358	-		47 358
Autres	(26)	(305 139)		(305 165)

Les variations de valeur des plantes productrices sont reconnues nettes d'impôts en résultat net en cas de pertes de valeur (dans la mesure où elles ne compensent pas des accroissements de valeur reconnues précédemment via les Autres éléments du résultat global), et via les Autres éléments du résultat global (en cas d'accroissement de valeur des plants arrivés à maturité).

L'impact net des variations de juste valeur des tecks (plantes non productrices) est quant à lui reconnu intégralement par le biais du Résultat net.

10. Résultat par action

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Résultat de base / dilué par action		
Résultat net part du groupe	85 615	1 230 914
Nombre moyen d'actions en circulation	159 026 893	138 818 150
Résultat de base par action	0,001	0,009
Nombre moyen d'actions dilutives	11 534 105	22 940 062
Résultat dilué par action	0,001	0,008
Variation du nombre d'actions en circulation sur la période		
	31/12/2024	138 818 150
	31/12/2025	162 923 350

Conformément à l'application d'IAS 33, le résultat dilué par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires revenant à l'entité mère divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement du numérateur et du dénominateur des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en action ordinaire a pour effet de réduire le résultat par action des activités ordinaires poursuivies. Les éventuelles actions propres ne sont pas prises en compte dans le calcul.

11. Immobilisations corporelles

En euros	Exercice clos le 31 Déc. 2024	Augmentations	Cessions & Mises au rebut	Reclasse- ments	Exercice clos le 31 Déc. 2025
<u>Valeur brute</u>					
Agencements et aménagements de terrains	2 464 378			-	2 464 378
Constructions sur sol d'autrui	226 165	-	-	-	226 165
Installations techniques, matériel & outillage	2 786 992	2 195	-	1 695 249	4 484 437
Autres immobilisations corporelles	187 370	18 294	-	147 931	353 594
Immobilisations en cours	1 794 883	529 130		(1 843 180)	480 833
Avances et acomptes s/immo. corp.	52 319	-	-	-	52 319
<u>Total valeur brute</u>	7 512 107	549 619	-	0	8 061 726
<u>Amortissements</u>					
Agencements et aménagements de terrains	(916 471)	-	-		(916 471)
Constructions sur sol d'autrui	(37 130)	(84 846)	-	-	(121 976)
Installations techniques, matériel & outillage	(2 727 588)	(356 005)	-		(3 083 594)
Autres immobilisations corporelles	(88 181)	(130 211)			(218 392)
<u>Dépréciations</u>					
Agencements et aménagements de terrains	(23 502)	-	-		(23 502)
Constructions sur sol d'autrui	(2 882)	-	-		(2 882)
Immobilisations en cours	-				-
<u>Total amortissements</u>	(3 795 754)	(571 062)	-	-	(4 366 816)
<u>Total valeur nette</u>	3 716 353	(21 443)	-	0	3 694 910

Les immobilisations corporelles augmentent de 0.5 million d'euros et sont impactées par la mise en service complète de l'usine de production de SHOKKO conduisant à l'activation, sur l'exercice, d'immobilisations en cours comptabilisées au titre de l'exercice précédent pour 1,8 millions d'euros. Il s'agit essentiellement d'équipements industriels nécessaires au processus de production comprenant notamment des installations de torréfaction, de broyage et de pré-broyage du cacao, des équipements de manutention et des installations électriques et infrastructures associées (équipements de stockage et chambre froide).

Outre les installations de production de l'usine de SHOKKO, le reste du poste est composé de matériel agricole et de matériel roulant des plantations de SOLEA.

Les agencements et aménagements de terrains sont constitués des investissements relatifs à la construction des stations d'irrigation (principalement des pompes, des cuves, des frais de forages, etc.) et des aménagements de la plantation de Bocanda (menuiserie, ciment, sable, etc.).

Les immobilisations en cours concernent essentiellement le projet de chocolaterie initié en 2021 et mis en attente depuis cette date.

Les variations au titre de l'exercice 2024 s'analysaient comme suit :

En euros	Exercice clos le 31 Déc. 2023	Augmentations	Cessions & Mises au rebut	Reclasse- ments	Exercice clos le 31 Déc. 2024
<u>Valeur brute</u>					
Agencements et aménagements de terrains	2 464 424			(0)	2 464 378
Constructions sur sol d'autrui	226 165	-	-	-	226 165
Installations techniques, matériel & outillage	2 599 530	187 463	-	0	2 786 992
Autres immobilisations corporelles	150 553	36 817	-	-	187 370
Immobilisations en cours	1 505 873	289 010	-	-	1 794 883
Avances et acomptes s/imm. corp.	48 394	3 925	-	-	52 319
<u>Total valeur brute</u>	6 994 939	517 214	-	-	7 512 107
<u>Amortissements</u>					
Agencements et aménagements de terrains	(826 846)	(89 625)	-	-	(916 471)
Constructions sur sol d'autrui	(36 652)	(477)	-	-	(37 130)
Installations techniques, matériel & outillage	(2 324 105)	(403 483)	-	-	(2 727 588)
Autres immobilisations corporelles	(59 028)	(29 153)	-	-	(88 181)
<u>Dépréciations</u>					
Agencements et aménagements de terrains	(23 502)	-	-	-	(23 502)
Constructions sur sol d'autrui	(2 882)	-	-	-	(2 882)
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-
<u>Total amortissements</u>	(3 273 016)	(522 738)	-	-	(3 795 754)
<u>Total valeur nette</u>	3 721 923	(5 524)	-	-	3 716 353

12. Actifs biologiques

Les actifs biologiques font l'objet d'une valorisation à la juste valeur, découlant d'une technique de valorisation catégorisée de niveau 3 consistant à définir les flux financiers futurs attendus des récoltes à venir sur la base d'un prix au kilo, d'un rendement estimé à l'arbre, et le cas échéant de facteurs de risques constituant le taux d'actualisation.

Toutefois, les plantes productrices ne sont comptabilisées à leur juste valeur que quand elles ont atteint leur stade de maturité. Avant cela, celles-ci sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Le tableau ci-dessous reprend les mouvements des actifs biologiques :



En euros	Exercice clos le 31 Déc. 2024	Acquisition/ production	Récolte sur pieds	Pertes	Réévaluation par les AERG	Reclassement	Réévaluation par le résultat	Exercice clos le 31 Déc. 2025
<u>Valeur brute</u>								
Cacaoyers non matures	-	-	-	-	-	-	-	-
Cacaoyers matures	4 337 941	-	-	-	(599 167)	-	-	3 738 774
Caféiers non matures	-	-	-	-	-	-	-	-
Récolte sur pieds	352 060	-	(161 254)	-	-	-	-	190 806
Pépinière	-	-	-	-	-	-	-	-
Tecks	10 653 729	54 793	-	-	-	-	1 377 479	12 086 001
Total valeur brute	15 343 730	54 793	(161 254)	-	(599 167)	-	1 377 479	16 015 581
<u>Amortissements</u>								
Cacaoyers matures	(276 654)	(227 629)	-	-	-	-	-	(504 283)
Total amortissements	(276 654)	(227 629)	-	-	-	-	-	(504 283)
<u>Dépréciations</u>								
Cacaoyers matures	(254 535)	-	-	-	-	-	(121 760)	(376 295)
Caféiers non matures	-	-	-	-	-	-	-	-
Total dépréciations	(254 535)	-	-	-	-	-	(121 760)	(376 295)
Total valeur nette	14 812 541	(172 836)	(161 254)	-	(599 167)	-	1 255 719	15 135 003

La révision des hypothèses de valorisation des cacaoyers en 2025 a un impact négatif, avant effet d'imposition différée, de 0,6 million d'euros sur le poste autres éléments du résultat global et celle des tecks, un impact positif de 1.38 million d'euros sur le résultat.

Les variations au titre de l'exercice 2024 s'analysaient comme suit :

En euros	Exercice clos le 31 Déc. 2023	Acquisition/ production	Récolte sur pieds	pertes	Réévaluation par les AERG	Reclassement	Réévaluation par le résultat	Exercice clos le 31 Déc. 2024
<u>Valeur brute</u>								
Cacaoyers non matures	-	-	-	-	-	-	-	-
Cacaoyers matures	3 692 076	-	-	(1 602 244)	2 248 109	-	-	4 337 941
Caféiers non matures	315 040	-	-	(315 040)	-	-	-	-
Récolte sur pieds	208 879	-	143 181	-	-	-	-	352 060
Pépinière	-	-	-	-	-	-	-	-
Tecks	7 243 862	333 194	-	-	-	-	3 076 672	10 653 729
Total valeur brute	11 459 857	333 194	143 181	(1 917 284)	2 248 109	-	3 076 672	15 343 730
<u>Amortissements</u>								
Cacaoyers matures	(239 831)	(36 823)	-	-	-	-	-	(276 654)
Total amortissements	(239 831)	(36 823)	-	-	-	-	-	(276 654)
<u>Dépréciations</u>								
Cacaoyers matures	(1 473 020)	-	-	717 831	-	-	500 654	(254 535)
Caféiers non matures	(315 040)	-	-	315 040	-	-	-	-
Total dépréciations	(1 788 060)	-	-	1 032 871	-	-	500 654	(254 535)
Total valeur nette	9 431 966	296 371	143 181	(884 413)	2 248 109	-	3 577 326	14 812 541

Ainsi que l'origine de la variation de valeur annuelle sur les deux périodes présentées (en valeur brute et hors récoltes sur pieds) :

	Cacaoyers		Tecks		Caféiers	Total
	Arbres matures	Arbres non matures	Arbres non matures	Arbres non matures		
Au cours de l'année 2024	645 865	645 865	0	3 409 866	(315 040)	3 740 691
Suite à des variations d'hypothèses financières	2 248 109	2 248 109	0	-	-	2 248 109
Suite à des changements physiques	(1 602 244)	(1 602 244)	0	3 409 866	(315 040)	1 492 582
Au cours de l'année 2025	(599 167)	(599 167)	0	1 432 272	0	833 105
Suite à des variations d'hypothèses financières	(599 167)	(599 167)	0	-	0	(599 167)
Suite à des changements physiques	0	0	0	1 432 272	0	1 432 272

Les éléments suivants ont été considérés pour la valorisation des différents actifs biologiques :

CACAOYERS

	Exercice clos le 31 Déc. 2025		Exercice clos le 31 Déc. 2024	
<u>Variables utilisées pour la valorisation des cacaoyers</u>				
Nombre d'hectares disponibles	1 986		1 986	
Nombre d'hectares plantés	1 115		1 115	
Prix au kilo (en CFA) 2025 - 2027	2 469		2 469	
Prix au kilo (en CFA) 2028-2029	2 237		2 237	
Prix au kilo (en CFA) à partir de 2030	2 000		2 000	
Equivalent en euros 2025 - 2027	3,76		3,76	
Equivalent en euros 2028-2029	3,41		3,41	
Equivalent en euros à partir de 2030	3,05		3,05	
Rendement par arbre (en kg)	Akossikro	Kotokonou	Akossikro	Kotokonou
année 1				
année 2				
année 3	0,60	1,00	1,00	1,00
année 4	0,60	1,00	1,00	1,00
année 5	0,60	1,00	1,00	1,00
année 6	0,60	1,00	1,00	1,00
année 7	0,60	1,00	1,00	1,00
année 8	0,60	1,00	1,00	1,00
année 9	0,60	1,00	1,00	1,00
année 10	0,60	1,00	1,00	1,00
année 11	0,60	1,00	1,00	1,00
année 12 et suivantes	0,60	1,00	1,00	1,00
Taux d'actualisation des rendements futurs	13,50%		13,50%	
Nombre de plants vivants (hors pépinière)	387 933		387 933	
Nombre de plants matures	387 933		387 933	
Taux d'inflation du chiffres d'affaires	1%		1%	
Taux d'inflation des coûts	2%		2%	
Taux d'inflation des salaires	4%		4%	

Le rendement estimé par hectare des cacaoyers était basé en 2016 sur un rapport d'experts (CNRA) sur la plantation qui atteste d'un rendement estimé jusqu'à 6-7 tonnes par hectare par an. La croissance et productivité des arbres n'étant cependant pas homogène, il a été décidé à partir de 2018 de calquer les rendements futurs sur les rendements actuellement constatés.



Les difficultés à estimer la production par arbre ont nécessité la mise en place d'une analyse par plantation. La détermination de la maturité d'un arbre à partir d'une production de cacao d'un kilo (en état de vente) génère les effets suivants :

- Le nombre d'arbre mature dépend de la production réelle, quantifiable par les ventes réalisées.
- L'expérience sur le terrain montre que les premières productions sont constatées au bout de deux ans d'existence de la plantation
- La production moyenne minimum d'un kilo est atteinte au bout de 6 ans (année 8 des arbres). Les arbres sont alors tous matures. Sur ces 6 ans, la production reste estimée à 1 kilo, le temps que tous les arbres deviennent matures.

Deux organismes publics chapeautent la filière du cacao en Côte d'Ivoire : le CCC (Conseil du Café-Cacao) et le CGFCC (Comité de Gestion des Filières Café et Cacao) qui ont pour vocation d'encadrer le processus de production et de commercialisation. L'évaluation de la juste valeur du cacaoyer est basée sur les prix de marché minimum du cacao fixés à court terme par ces structures, en référence aux cours internationaux observables, mais dépend aussi fortement du maintien de ces prix dans le futur, du rendement moyen des cacaoyers et des différentes composantes du taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie estimés. Cette évaluation a ainsi été catégorisée de niveau 3.

En 2024, le prix de vente de base a été revu à la hausse (2 469 FCFA/kg) pour tenir compte de l'évolution du cours du cacao et des prix de ventes de fèves effectuées par SOLEA à des clients hors groupe. Même s'il est considéré par la direction de la société qu'un prix haut devrait rester pérenne au regard de la demande mondiale en constante progression et en avance sur les capacités de production existantes, la société a retenu un profil de prix dégressif jusqu'à 2030 permettant de retenir un prix de 2 000 FCFA/kg à compter de cette date.

De ce prix de base, ont été déduits les frais d'irrigation et de fertilisants, les frais de transport bord de champ, le remplacement du matériel d'irrigation, les herbicides, ainsi que les coûts de la main d'œuvre liée à la gestion de la plantation, à la récolte, à l'écabossage et au séchage. Les coûts de la vente étant jugés comme tout à fait négligeables, ils n'ont pas été considérés dans les paramètres ayant amené à la juste valeur des cacaoyers.



Une durée de vie de 30 ans (ou de la durée restante des baux locatifs) a été considérée pour les cacaoyers. Par prudence, les rendements ont été calculés jusqu'à la 25^{ième} année de production.

Le taux d'actualisation utilisé pour les cacaoyers (décrit ci-dessus) a été déterminé sur la base du taux sans risque, ajusté de la prime de risque du pays, du risque lié à l'industrie du Cacao et des risques principaux auxquels la Société fait face tels que décrits dans la note 22 aux états financiers. Comme en 2024, le taux d'actualisation utilisé pour les cacaoyers s'établit à 13,5%.

Evolution de la productivité des cacaoyers

Depuis le début du projet, les hypothèses régissant les objectifs de productivité ont été revues plusieurs fois, pour des raisons pratiques tout d'abord, puis techniques, et enfin parce que la réalité du terrain permet aujourd'hui une approche plus en phase avec la réalité de la plantation.

Dans un premier temps il avait été retenu une productivité à l'hectare sur la base d'un calepinage de plantation de 1.320 pieds / ha. Il s'est avéré rapidement que l'utilisation de l'irrigation nous permettait de passer à 2.000 pieds / ha et même 2.500 pieds/ha. A la suite de quoi il a donc été décidé de faire des projections de production par pied et non plus par hectare.

Le Cacao de type « Mercedes » utilisé en Côte d'Ivoire bien que très résistant et particulièrement adapté au climat, se révèle pourtant souvent lors de la réalisation de plants par semis en pépinière, assez peu homogène dans sa productivité. En effet il n'est pas rare de constater lors des récoltes que des arbres de même âge et plantés au même endroit ont des comportements à la production totalement opposés (certains étant même stériles).

La seule solution à cet état de fait est l'opération de greffage. En effet partout dans le monde, les arbres fruitiers dans leur jeune âge voire en pépinière doivent subir un greffage. Ceci est une opération parfaitement maîtrisée, qui consiste à couper la partie supérieure de l'arbre, et y substituer un greffon d'un arbre identifié comme productif. L'arbre poursuit son développement et dans un délai de 18 à 36 mois on récupère un arbre productif. Cette opération peut être menée après quelques mois de pépinière permettant de planter uniquement des arbres productifs qui eux seront productifs plus rapidement.



Ces différentes techniques sont fort peu utilisées dans la production cacaoyère en Côte d'Ivoire pour des raisons de traditions de cette culture dans le pays. SOLEA s'est donc attachée dès la maturité des premiers arbres plantés (2016) et donc la disponibilité de greffons productifs à développer une équipe de R&D pour appliquer ces recettes à la plantation.

Ces techniques amenant des maturités de production disparates qui ne sont plus forcément corrélées avec les années de planting, nous ont obligés à revoir les hypothèses de départ, l'identification spécifique arbre par arbre dans les inventaires n'étant pas possible. Comme indiqué ci-dessus, il a été décidé de travailler par plantation (et non par arbre) et par la production moyenne des arbres, sachant que tous les arbres deviennent matures au bout de 6 à 8 ans après leur intégration dans la plantation.

Au 31 décembre 2025, l'hypothèse de production par arbre est plafonnée à un (1) kilogramme par arbre jusqu'au terme de la production des arbres (25^{ème} année des arbres) à l'exception des parcelles du site d'Akossikro pour lesquelles, au vu du rendement annuel, la production par arbre a été revue à la baisse et limitée à 0,6 kilogramme par arbre.

TECKS

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
<i>Variables utilisées pour la valorisation des tecks</i>		
Prix au m3 (en €)	275	275
Valorisation selon l'âge		
Planting	5,0	€ 5,0
1 année	5,5	€ 5,5
2 années	6,0	€ 6,0
3 années	6,5	€ 6,5
4 années	39	€ 39
5 années	44	€ 44
6 années	50	€ 50
7 années	57	€ 57
8 années	65	€ 65
9 années	74	€ 74
10 années	84	€ 84
11 années	95	€ 95
12 années	108	€ 108
13 années	123	€ 123
14 années	140	€ 140
15 années	158	€ 158
Taux d'actualisation des rendements futurs	13,50%	13,50%
Nombre de plants vivants	273 754	273 754
Nombre de plants de plus de 4 ans réévalués	164 169	164 169

Afin de tenir compte des évolutions du marché, la valorisation des tecks a été revue en 2024. Les tecks actuellement plantés sont valorisés à un prix unitaire variant de 5€ à 80€ tenant compte de leur ancienneté et de leur diamètre par stade de croissance (soit de leur volume de bois estimé) constatés à la clôture de l'exercice. Cette valorisation inclut également les coûts de plantation et d'entretien de l'arbre jusqu'à sa maturité (15 ans). Le prix de vente retenu dans le modèle de valorisation a été maintenu à 275€/m³.

Les gains de revalorisation des plantes productrices arrivées à maturité (cacaoyers), sont reconnus comme plus-value de réévaluation au sein des autres éléments du résultat global. Les plantes productrices non mures étant comptabilisées à leur coût, seules les pertes de

valeur (aucun gain de revalorisation) sont comptabilisées en résultat net, tout comme les variations de juste valeur des tecks (tant à la hausse qu'à la baisse).

Depuis 2024, le taux d'actualisation des rendements futurs s'établit à 13,5%.

Une analyse de sensibilité a été réalisée pour estimer l'impact des variations du taux d'actualisation et du prix du cacao et du teck sur la juste valeur des actifs biologiques.

Sensibilité aux principales hypothèses de valorisation

Au 31 décembre 2025	Impact WACC 13%	Juste valeur WACC = 13,5%	Impact WACC à 14%
Cacaoyers	78 406	3 362 479	(75 036)
Tecks	361 882	12 086 001	(348 725)
TOTAL	465 085	15 448 480	(423 761)

Au 31 décembre 2025	Impact prix -10%	Juste valeur 2025	Impact prix +10%
Cacaoyers (prix au kg)	(683 420)	3 362 479	683 420
Tecks (prix au m3)	(1 152 539)	12 086 001	1 152 539

13. Autres actifs non courants

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Autres actifs non courants	459 933	466 285
Dépôts et cautionnements	459 933	466 285

Les autres actifs non courants regroupent des dépôts et cautionnements. Le solde concerne essentiellement la garantie FAGACE pour 402 465 euros contractée par SOLEA dans le cadre de l'émission de l'emprunt obligataire.

14. Stocks

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Stocks		
Stocks de fèves	2 981 416	1 419 249
Stock de masse de cacao	332 368	598 814
Total	3 313 784	2 018 064

15. Créances commerciales et autres débiteurs

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Créances commerciales et autres débiteurs		
Avances et acomptes fournisseurs	42 391	185 364
Créances clients - courant	2 322 950	2 641 736
Créances fiscales et sociales	272 849	130 031
Autres débiteurs	1 178 643	687 589
Total	3 816 832	3 644 720

Les créances clients représentent le solde restant à régler à la clôture de l'exercice au titre des ventes réalisées par SHOKKO. Les autres débiteurs sont essentiellement constitués d'avances versées à des fournisseurs d'immobilisations chez SHOKKO et de charges constatées d'avance.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie net

La trésorerie est gérée tant en euro qu'en franc CFA, mais n'est pas sujette aux variations de cours de change, vu la parité fixe utilisée entre le franc CFA et l'euro depuis le 1^{er} janvier 1999.

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	149 693	425 377
Trésorerie & équivalent de trésorerie active (brute)	211 863	487 520
Découvert bancaire	(10 100)	(10 073)
Dépréciation	(52 070)	(52 070)

17. Capitaux propres

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
<i>Attribuables aux propriétaires de la société</i>	10 839 067	8 911 504
Capital	16 292 335	13 881 815
Prime d'émission	1 381 352	1 381 352
Réserve de réévaluation	3 018 023	3 586 596
Réserves de consolidation groupe	(9 938 259)	(11 169 173)
Résultat de l'exercice Groupe	85 615	1 230 914
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	(863)	(522)

Augmentation de capital

Le 28 février 2025, le Président Directeur Général a constaté la réalisation et la libération totale d'une augmentation de capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal de 2 410 520 euros, par émission de 24 105 200 actions ordinaires nouvelles, souscrites à leur valeur nominale unitaire de 0.10 euro chacune. Cette augmentation de capital a été réalisée par compensation de créances à hauteur de 810 520 euros et par apport en numéraire pour 1 600 000 euros.

Les mouvements de capital suivants ont été opérés au cours des 2 derniers exercices :

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
<i>Capital social au 1er janvier</i>	13 881 815	13 881 815
Augmentation de capital du 28 février 2025	2 410 520	
<i>Capital social au 31 décembre</i>	16 292 335	13 881 815

Les bons de souscription en circulation au cours de l'exercice 2025 se présentent ainsi :

Date d'émission	Nombre	Prix d'exercice (€)	Durée d'exercice	
31/03/2022	12 626 916	0,25	36 mois	*
13/07/2023	16 841 237	0,25	36 mois	
	29 468 153			

* devenus caducs au cours de l'exercice 2025

En cas d'exercice, deux bons émis en 2023 seront nécessaires pour obtenir action ordinaire de la Société.

Réserve de réévaluation

La réserve de réévaluation est relative aux actifs biologiques décrits et commentés en détail en note **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-avant.

18. Avantages du personnel

Au 31 décembre 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
Provisions pour indemnités de fin de carrière	62 444	56 386
<u>Total valeur nette</u>	<u>62 444</u>	<u>56 386</u>

19. Dettes envers les propriétaires et administrateurs de la Société

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
<i>Dettes envers les propriétaires et administrateurs</i>	73 933	830 949
POLKA INVEST	-	16 990
EQUINOX	-	-
Rémy ALLEMANE	5 336	2 287
Serge FOUCHET	-	40 000
Indranil GHOSH	29 866	97 979
Franck MOISAN	713	10 713
Jean PANNIER	2 692	18 346
Laurent SKRYPCZAK	23 462	212 029
ALICANTE PARTICIPATION	11 864	70 840
Caroline RUELLAN	-	50 000
Jacques-Antoine de GEFFRIER	-	13 500
Catherine WAJSMAN	-	73 001
Jetons de présence	-	225 000
Autres	-	264

A fin 2024, l'essentiel des dettes envers les propriétaires correspond à des dettes opérationnelles ou des dettes financières faisant généralement l'objet d'incorporation au capital de la société.

Un montant de 506 K€ a ainsi été utilisé dans le cadre de l'augmentation de capital de 2 410 K€ réalisée en février 2025 (cf Note 15).

Au 31 décembre 2025, les administrateurs ont renoncé aux montants des jetons de présence restant dus au titre des exercices depuis 2020 pour un total de 275 000€ (dont 225 K€ au titre de 2020 à 2024).

20. Dettes financières

	Exercice clos le 31 Déc. 2024	Augmentation	Diminution	Exercice clos le 31 Déc. 2025
	en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS
Dettes financières non courantes	5 636 841	74 365	-	5 711 206
Emprunt obligataire 2023-2031	5 636 841	74 365		5 711 206
Dettes financières courantes	425 040	181 541	(335 002)	271 578
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	243 499		(153 461)	90 038
Intérêts courus sur emprunt	181 541	181 541	(181 541)	181 541

La répartition de l'échéance des dettes financières se présente ainsi :

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	A moins d'un an	Un à cinq ans	Plus de cinq ans
	en EUROS	en EUROS	en EUROS	en EUROS
Etat des échéances des dettes financières	5 972 684	364 522	4 598 288	1 215 961
Obligations OCEANES	-	-		
Emprunt obligataire 2023-2031	5 711 206	103 043	4 598 288	1 215 961
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	79 938	79 938		
Intérêts courus sur emprunt	181 541	181 541		

Emprunts obligataires 2023

Début 2023, la société SOLEA a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire à hauteur de 6 M€.

L'emprunt obligataire a été intégralement souscrit par ALCB FUND et quatre investisseurs qui comptent parmi les banques et compagnies d'assurance de premier rang en Afrique. Les principales caractéristiques de l'emprunt sont décrites ci-après:

Dénomination	SOLEA 7,20% 2023-2031
Émetteur	SOLEA
Montant de l'émission	4.000.000.000 francs CFA (soit approximativement 6 M€)
Taux d'intérêt	7,20% l'an
Durée de l'emprunt	Huit (8) ans dont sept (7) semestres de différé sur le remboursement du capital
Type de placement	Emprunt obligataire privé
Nature des titres	Les obligations sont dématérialisées, négociables de gré à gré, conformément à la réglementation sur la conservation des valeurs mobilières dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)
Nombre de titres	80
Valeur nominale des titres	50.000.000 francs CFA
Prix d'émission des titres	50.000.000 francs CFA
Mode d'amortissement	Amortissement annuel, linéaire et constant du capital sur la durée de l'Emprunt Obligataire, après un différé initial de sept semestres
Mode de paiement des coupons d'intérêts	Paiement du coupon semestriel à compter de la date de jouissance des titres

L'émission de cet emprunt obligataire s'est accompagnée de la mise en place d'une convention de garantie autonome conclue avec le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE). Cette convention prévoit la garantie du FAGACE à hauteur de 80% du montant en principal de l'emprunt. Cette garantie est assurée sur la durée

de l'emprunt et rémunérée au travers de commissions. Le Groupe a également mis en place des suretés en contre-garantie de cette convention, exposées dans la Note 27 de l'annexe.

21. Dettes commerciales et autres passifs courants et non courants

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
<i>Dettes commerciales et autres passifs courants</i>		
Dettes fournisseurs - courant	1 072 121	1 441 694
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	100 700	62 116
Dettes sociales - courant	331 705	354 698
Dettes fiscales (hors IS) - courant	248 705	176 250
Autres dettes courantes	3 986 574	3 417 425
Total	5 739 804	5 452 183

Les dettes fournisseurs concernent la société holding KKO pour 0,9 million d'euros. Les autres dettes courantes sont essentiellement constituées d'avances et acomptes pour 2,2 millions d'euros, des indemnités à verser au titre du litige EHGO en 2026 pour 0,5 million d'euros, divers prêts et avances à la société holding KKO pour 0,4 million d'euros, une dette d'IS pour 0,4 million d'euros et des produits constatés d'avance pour 0,4 millions d'euros.

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
<i>Autres passifs non courants</i>		
Autres passifs non courants	400 000	1 000 000

Les autres passifs non courants s'élèvent à 0.4 million d'euros et représentent les indemnités à verser au titre du litige EHGO à plus d'un an.

22. Juste valeur

Les positions en juste valeur selon la hiérarchie de la norme IFRS13 se présentent comme suit :

- niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivées de prix) ;
- niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que la juste valeur des instruments financiers ventilés selon les trois niveaux définis ci-avant.

	Catégories	Niveau	Exercice clos le 31 Déc. 2025		Exercice clos le 31 Déc. 2024	
			Bilan	Juste valeur	Bilan	Juste valeur
Autres actifs non-courants	Coût amorti	Niveau 2	459 933	459 933	466 285	466 285
Créances commerciales et autres débiteurs	Coût amorti	Niveau 2	3 816 832	3 816 832	3 644 720	3 644 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Juste valeur	Niveau 1	159 793	159 793	435 450	435 450
Total actif			4 436 559	4 436 559	4 546 455	4 546 455
Avantages du personnel	Coût amorti	Niveau 2	62 444	62 444	56 386	56 386
Dettes financières courantes	Coût amorti	Niveau 2	261 479	261 479	425 040	425 040
Dettes financières non courantes	Coût amorti	Niveau 2	5 711 206	5 711 206	5 636 841	5 636 841
Dettes de location (IFRS16)	Coût amorti	Niveau 2	971 376	971 376	856 108	856 108
Dettes envers les propriétaires de la Société	Coût amorti	Niveau 2	73 933	73 933	830 949	830 949
Dettes commerciales et autres créditeurs	Coût amorti	Niveau 2	5 739 804	5 739 804	5 452 183	5 452 183
Autres passifs non-courants	Coût amorti	Niveau 3	400 000	400 000	1 000 000	1 000 000
Découverts bancaires	Juste valeur	Niveau 1	10 100	10 100	10 073	10 073
Total passif			13 230 341	13 230 341	14 267 580	14 267 580

23. Engagement de locations

En euros	Exercice clos le 31 Déc. 2024	Augmentation / Diminution	Sortie	Amortissements	Charges d'intérêts	Exercice clos le 31 Déc. 2025
Valeur Brute	982 130	209 521	0			1 191 651
Droit d'utilisation de biens immobiliers	982 130	209 521	0			1 191 651
Amortissements	-171 872		0	-119 165		-291 037
Droit d'utilisation de biens immobiliers	-171 872		0	-119 165		-291 037
Dettes IFRS16	856 108	115 268				971 376
Dettes sur droits d'utilisation de biens immobiliers	856 108	115 268				971 376
Charges d'intérêts	-63 975				-72 222	-72 222
Intérêts sur droits d'utilisation de biens immobiliers	-63 975				-72 222	-72 222

24. Risques financiers

Risques liés aux droits fonciers

A ce jour, le Groupe mis en place une procédure permettant de considérer que le risque foncier est maîtrisé. Elle consiste à :

- Obtenir le certificat foncier aux noms des propriétaires terriens ;
- En faire la publication au Journal Officiel ;
- Signer un bail emphytéotique de 35 ans et l'enregistrer auprès des autorités compétentes ;
- Cadastrier les parcelles.

Risques liés à l'exploitation

Les plantations de cacao sont exposées aux risques propres à l'agriculture : les récoltes peuvent être affectées par des maladies (la plus destructrice étant le Swollen Shoot), des insectes ainsi que par les aléas climatiques. SOLEA a étudié attentivement ces sujets et prend les mesures nécessaires en amont afin de pallier ces risques et traiter les arbres, par exemple, par une bonne gestion du facteur hydraulique.

Pour pallier au mieux le risque lié au terrain et à la qualité du sol, SOLEA a mis en place un nouveau processus pour déterminer les surfaces exploitables.

- Tout d'abord une analyse géologique du sol permettant d'éliminer les terrains non adéquats ;
- Puis une analyse pédologique des terres permettant de déterminer les besoins et la possibilité d'amendement des terres ;
- Et ensuite une analyse hydraulique permettant de déterminer le mode d'irrigation.

Tout ceci doit permettre de sélectionner les sols reconnus adéquats à la culture du cacaoyer.

SOLEA, pour pallier le manque d'homogénéité du matériel végétal (cacao Mercédès), a développé son propre jardin clonal afin d'organiser la greffe de plants les moins productifs.

Risque pays

La totalité de la production et des actifs du Groupe sont situés en Côte d'Ivoire. En conséquence, la situation sociale, politique et économique de ce pays est essentielle pour le

Groupe. Actuellement la situation dans le pays est stable, mais la survenance et l'ampleur d'incidents liés à l'instabilité économique, sociale et politique sont imprévisibles et il est possible que de tels incidents puissent à l'avenir avoir un impact défavorable sur les activités du Groupe.

À la date d'arrêté des comptes, il n'a pas été relevé de restrictions significatives limitant la capacité du Groupe à accéder ou utiliser ses actifs. Le risque pays a notamment été pris en considération dans les tests d'impairment des actifs immobilisés en appliquant au taux d'actualisation un facteur de risque pays.

Risque de marché

Le cacao est une matière première dont le prix fait l'objet de négociation sur les marchés de Londres et de New-York. Compte tenu de sa volatilité, le cours du cacao est susceptible d'évoluer.

Toutefois, sur le long terme, SOLEA estime que, compte tenu de la demande supérieure à l'offre, il est peu probable que le cours chute durablement. Une chute prolongée en-dessous du « seuil de subsistance », aurait par ailleurs, pour effet de décourager un grand nombre de participants de petite taille à poursuivre leurs cultures. Ceci devrait placer un seuil naturel en-dessous duquel le prix ne devrait descendre.

Les autorités locales ivoiriennes, soucieuses de protéger cette importante population de petits producteurs, ont mis en place un prix minimum garanti au-dessous duquel il n'est pas possible de réaliser une transaction. Ce prix minimum garanti étant calculé à partir du prix CAF (Coût, assurance, fret) de référence basé sur le cours du cacao sur le marché LIFFE de Londres, le prix minimum garanti sera lié indirectement au cours du cacao sur ces marchés.

Notons que ce prix n'incorpore pas de surprix obtainable suivant la qualité des fèves offertes, ni de primes résultant de certifications comme celle de Rain Forest Alliance.

Ces prix sont des prix à court terme. Ils sont utilisés pour la valorisation des actifs biologiques qui produiront des revenus sur le long terme, revenus qui seront in fine déterminés par les prix obtenus au fil du temps et qui pourront être très différents des prix observables sur le court terme.

Les plus gros producteurs ont la possibilité de mitiger leur risque en nouant des contrats long terme avec des acquéreurs (industriels ou intermédiaires) de standing reconnu.



En cas de risque élevé sur l'évolution du cours, SOLEA se couvrira au moyen d'instruments financiers pour réduire les effets de la volatilité du cours de la matière première sur les résultats du Groupe.

Le Groupe ne dispose à ce jour d'aucun instrument de couverture.

Risque de change

Les sociétés SOLEA et SHOKKO se fournissent essentiellement auprès de fournisseurs locaux en Francs CFA (en parité fixe avec l'Euro depuis le 1er janvier 1999). Un risque de change pour les achats auprès des fournisseurs locaux existe si la parité entre le FCFA et l'Euro était abandonnée.

Elle est cependant exposée aux risques de variation des taux de change internationaux, du fait que le prix minimum garanti du cacao en Côte d'Ivoire est fixé en FCFA, par référence aux cours du cacao à Londres exprimés en livre sterling.

Risque de liquidité

En raison de son activité industrielle et commerciale, le Groupe est exposé à des risques d'insuffisance de liquidités ou d'inadéquation de sa stratégie de financement.

Depuis la création du Groupe, la majeure partie des investissements a été consacrée au financement du développement des plantations et de l'usine de production.

Outre ses capitaux propres, le Groupe a bénéficié jusqu'à ce jour de financements à court terme, sous la forme d'avances en comptes courants,

En 2022, la société a également bénéficié d'un financement bancaire auprès de Société Générale Côte d'Ivoire de 1,1 M€ à échéance court terme.

En 2023, SOLEA a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire dont les caractéristiques sont décrites en note 1.2. Dans le cadre de ce contrat, et plus précisément de la garantie du FAGACE, SOLEA est soumis à des restrictions pour la remontée de trésorerie envers sa société mère KKO International.

Le Groupe n'est soumis à aucune exigence externe en matière de capital.



Risque de taux

La société faisant, si nécessaire, appel à des lignes de financements externes (emprunts ou actionnaires), est exposée à un risque de taux.

Le financement bancaire souscrit sur l'exercice 2022 est à taux fixe de 7.8%/an et l'emprunt obligataire souscrit en 2023 à taux fixe de 7,2%/an. Compte tenu de l'émission de ses dettes à taux fixe, le Groupe ne se considère pas exposé à un risque de taux qui se limite à un risque de perte d'opportunité en cas de baisse des taux d'intérêts sur le marché.

Risque de crédit

Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait des prêts et créances qu'il consent à des tiers dans le cadre de ses activités opérationnelles, des dépôts à court terme qu'il effectue auprès d'établissements bancaires et, le cas échéant, des instruments dérivés actifs qu'il détient.

L'exposition maximale du Groupe correspond à l'encours au bilan, net des éventuelles provisions.

Le Groupe a des accords à commerciaux avec son principal client Ibercacao. Le non-renouvellement, la résiliation anticipée d'un accord commercial existant, l'incapacité à conclure de nouveaux accords ou l'incapacité à négocier des conditions attractives pourraient avoir un impact significatif sur le résultat d'exploitation. Afin d'atténuer ce qui précède, le Groupe continue de mettre l'accent sur la coopération mutuelle, en abordant les normes de qualité, les engagements quantitatifs, les prix, les niveaux de service, l'innovation et l'éthique. La direction entretient une relation étroite avec son principal client afin de répondre à ses besoins avec professionnalisme, rapidité et fournir des services de haute qualité mutuellement bénéfiques pour toutes les parties prenantes concernées.

Compte tenu de la production de chocolat encore limitée à ce jour, les ventes sont réalisées auprès d'un nombre de clients très restreint. Le Groupe a pour objectif de diversifier sa clientèle au grès de l'augmentation de ses capacités de production.



Risque d'approvisionnement pour l'activité Bean To Bar

Le Groupe dépend d'un approvisionnement durable en fèves de cacao de qualité pour produire des produits de cacao et de chocolat de qualité.

Différents facteurs de risque peuvent exister, tels que :

- la baisse de la productivité attribuable aux mauvaises pratiques agricoles, aux sols appauvris en nutriments et au vieillissement des cacaoyers,
- le déclin de l'intérêt de la prochaine génération à devenir des producteurs de cacao,
- le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement,
- le changement des préférences des agriculteurs à l'égard du cacao et d'autres cultures de matières premières à des cultures alternatives plus attrayantes,
- les impacts à long terme de la déforestation et du changement climatique pouvant entraîner une pénurie de fèves de cacao de haute qualité à moyen et long terme.

Les mesures d'atténuation à long terme comprennent l'évaluation continue, la diversification des sources d'approvisionnement et le maintien d'un dialogue avec les principales parties prenantes.

Risques Industriels

La Société évolue dans le secteur agro-industriel, où les risques liés à l'activité de transformation du cacao sont significatifs. Ces risques incluent notamment des défaillances techniques, des interruptions dans l'approvisionnement en matières premières, des problèmes de contrôle qualité, des coupures d'énergie ainsi que des incidents environnementaux ou liés à la sécurité au travail. Tout dysfonctionnement majeur des installations de production pourrait entraîner des arrêts temporaires de l'outil industriel, des retards dans la livraison des commandes et une hausse des coûts d'exploitation. Afin de limiter ces risques, la Société a mis en place des programmes rigoureux de maintenance préventive, investi dans des équipements modernes, et adopté des protocoles stricts en matière de santé, sécurité et environnement. Par ailleurs, des plans de continuité d'activité et des couvertures d'assurance appropriées ont été établis pour limiter l'impact financier de tels événements.



25. Transactions entre parties liées

Les détails des transactions entre le Groupe et les autres parties liées sont présentés ci-dessous.

Rémunération des dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les équipes de direction et les membres des conseils d'administration de KKO, SOLEA et SHOKKO.

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Avantages à court terme et honoraires*	215 508	820 014
Paievements en actions		
Total	215 508	820 014

* coût pour l'entreprise

La variation de la rémunération des dirigeants provient notamment de la décision par les administrateurs de renoncer aux jetons de présence restant dus au titre des exercices 2020 à 2024 (225 K€) et 2025 (50 K€) ainsi que des rémunérations exceptionnelles en 2024.

Autres opérations avec les parties liées

Les avances de fonds des propriétaires de la Société sont commentées en note 17 ci-dessus.

26. Effectifs

Catégorie	2025	2024
Salariés en Côte d'Ivoire	53	52
Salariés en France	1	1
Salariés expatriés	3	3
Total	57	56

27. Droits et engagements hors bilan

Foncier

Le Groupe a développé son exploitation sur des terres faisant l'objet de baux emphytéotiques contractés entre les communautés villageoises propriétaires des terres et SOLEA ; les parcelles de terre données à bail par les communautés villageoises seront exploitées pour une durée de trente-cinq années durant lesquelles les parties acceptent une location des terres qui sera rémunérée à hauteur de 5% des produits de la récolte à venir.

Financements

Dans le cadre de la convention de garantie autonome conclue avec le FAGACE liée à l'emprunt obligataire 2023-2031 et, le Groupe a consenti un certain nombre de garanties et notamment : le gage du matériel d'exploitation et les équipements de la société SHOKKO, le gage des plantations de tecks et cacaoyers ainsi que la réserve de propriété sur l'actif biologique de SOLEA.

28. Honoraires des auditeurs

	Exercice clos le 31 Déc. 2025	Exercice clos le 31 Déc. 2024
	en EUROS	en EUROS
Audissey	55 750	49 385
Commissariat aux comptes, certification	55 750	49 385
Services autres que la certification des comptes		
ASKIL	55 750	49 632
Commissariat aux comptes, certification	55 750	49 632
Services autres que la certification des comptes		
Total	111 500	99 017



29. Événements postérieurs à la date de clôture

Augmentation de capital

Le 20 avril 2026, KKO INTERNATIONAL a annoncé la signature d'un protocole d'investissement engageant avec le groupe Lacasa S.A.U., acteur européen de référence dans le secteur de la confiserie et du chocolat.

Cet accord prévoit la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant total de 4,68 millions d'euros, par émission de 46,8 millions d'actions ordinaires au prix unitaire de 0,10 euro, ainsi que l'attribution de 48 millions de bons de souscription d'actions exerçables par tranches annuelles entre 2026 et 2032, au prix de 0,10 euro par action.

À l'issue de l'opération d'augmentation de capital, le groupe Lacasa détiendra une participation de 22,32 % du capital et des droits de vote de la Société.

En complément, un accord de joint-venture a été conclu entre la filiale SHOKKO et le groupe Lacasa, créant une société de droit ivoirien, SHOKKOLATERIE, afin de développer des activités de production de produits chocolatés en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, la réalisation de l'opération s'accompagnera d'une évolution de la gouvernance de la Société, avec une recomposition du conseil d'administration en faveur de représentants du groupe Lacasa.

Opérations militaires en Iran

Le 28 février 2026, après la date de clôture des comptes au 31 décembre 2025, une escalade militaire majeure a été déclarée en Iran, impliquant des frappes internationales et une déstabilisation régionale. Cet événement, bien que significatif, n'a pas d'incidence directe sur la valorisation des actifs, des passifs, des engagements ou des flux de trésorerie du groupe au 31 décembre 2025. Conformément aux normes comptables, aucun ajustement n'a été nécessaire dans les comptes de l'exercice clos. Cependant, le groupe surveille attentivement l'évolution de la situation et évaluera les impacts potentiels sur les exercices futurs.



5.2. ETATS FINANCIERS SOCIAUX

KKO INTERNATIONAL

Arrêté au 31/12/2025

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services		250 000	250 000	200 000
Montant net du chiffre d'affaires		250 000	250 000	200 000
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions				
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions				
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Autres produits			44 095	40 364
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I			294 095	240 364
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (1)			537 390	541 211
Impôts, taxes et versements assimilés			4 613	748
Salaires			42 219	49 083
Cotisations sociales			14 987	17 677
Dotations aux amortissement sur immobilisations			33 927	708
Dotations aux dépréciations sur immobilisations				
Dotations aux dépréciations sur actif circulant				
Dotations aux provisions				
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées				
Autres charges			-224 281	53 696
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II			408 854	663 123
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-114 759	-422 758
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée		III		
Perte supportée ou bénéfice transféré		IV		
Produits financiers				
Produits financiers de participation (2)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)				2 158
Autres intérêts et produits assimilés (2)			13 501	
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produit des cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS V			13 501	2 158

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	
	Total		Total	
Capitaux propres				
Capital (dont versé) 16 292 335	16 292 335		13 881 815	
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 381 352		1 381 352	
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-6 236 811		-4 892 965	
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-101 258		-1 343 846	
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES I	11 335 618		9 026 356	
Autres fonds propres				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres				
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL DES PROVISIONS II				
Emprunts et dettes (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses (2)				
Instruments financiers à terme				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	879 492		839 736	
Dettes fiscales et sociales	19 198		20 555	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1 697 890		3 532 909	
Produits constatés d'avance	364 450		292 000	
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES III	2 961 029		4 685 199	
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif IV				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à IV)	14 296 647		13 711 555	
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	2 444 579		4 685 199	
(2) Dont emprunts participatifs				

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			Au 31/12/2024
	Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Capital souscrit non appelé I				
Frais d'établissement II	169 000	33 800	135 200	
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Instal. techniques, matériel et outillages indus.				
Autres immobilisations corporelles	2 123	2 123		127
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières (1)				
Participations	76 225		76 225	76 225
Créances rattachées à des participations	12 474 408		12 474 408	12 324 408
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ III	12 552 756	2 123	12 550 633	12 400 760
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	5 500		5 500	5 500
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	322 450		322 450	5 511
Autres créances	1 273 587		1 273 587	1 183 539
Charges constatées d'avance	7 609		7 609	115 384
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 668		1 668	862
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV	1 610 814		1 610 814	1 310 796
Frais d'émission des emprunts V				
Primes de remboursement des emprunts VI				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif VII				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)	14 332 570	35 923	14 296 647	13 711 555
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont à moins d'un an			1 609 146	1 309 934

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées (3)		173
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES VI		173
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	13 501	1 985
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)	-101 258	-420 773
Produits exceptionnels VII		1 620 400
Charges exceptionnelles VIII		2 543 473
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		-923 073
Participation des salariés aux résultats IX		
Impôts sur les bénéfices X		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	307 596	1 862 922
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	408 854	3 206 769
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)	-101 258	-1 343 846
(1) Y compris: - Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier		
(2) Dont produits concernant les entités liées		
(3) Dont intérêts concernant les entités liées		



VI. ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

1. Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total est de 14 296 647 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -101 258.2€, présenté sous forme de liste.
2. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.
3. Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
4. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.
5. Sauf indication contraire, les montants sont présentés en euros.



**TANK 2:
PURE
COCOA MASS**

2



**TANK 3:
CACAO
LIQUOR**

3



SOMMAIRE

1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

2- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

- 2-1 Faits marquants
- 2-2 Continuité d'exploitation
- 2-3 Événements postérieurs à la clôture

3- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- 3-1 Capitaux Propres
- 3-2 Etat des immobilisations
- 3-3 Etat des amortissements
- 3-4 Etat des dépréciations
- 3-5 Etat des provisions
- 3-6 Etat des échéances des créances et des dettes
- 3-7 Produits et avoirs à recevoir
- 3-8 Charges à payer et avoirs à établir
- 3-9 Charges et produits constatés d'avance
- 3-10 Résultat financier
- 3-11 Obligations convertibles
- 3-12 Valeurs mobilières donnant accès au capital
- 3-13 Liste des filiales et participations
- 3-14 Identité de la Société consolidante
- 3-15 Engagement hors bilan
- 3-16 Déficits reportables
- 3-17 Rémunération des organes d'Administration et de direction



1- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels au 31 décembre 2025 ont été établis et présentés selon la réglementation et méthodes comptables françaises en vigueur, résultant du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général modifié et actualisé du règlement n° 2022-06.

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2022-06. Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels.

Ce règlement a pour effet notamment :

- L'introduction d'une nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel
- La suppression de la technique du transfert de charge
- La modernisation du plan de comptes et des modèles d'états financiers
- L'instauration d'une nouvelle présentation des informations en annexe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation de comptes annuels.

La méthode de base retenue des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation

La société KKO INTERNATIONAL (« **Société** ») est la société mère de SOLEA, société de droit ivoirien qui exploite une plantation de cacao en Côte d'Ivoire. Ainsi, dans le passé, la société a fourni un financement à sa filiale pour le développement de ses opérations initiées en 2011. La société a également financé la SHOKKO, une société anonyme de droit ivoirien dont le siège social est situé à Cocody (Côte d'Ivoire) et qui est détenue à 100 % par SOLEA. L'objectif de la SHOKKO est de développer une activité de transformation pour produire des dérivés de



cacao à partir des fèves produites par SOLEA ou par d'autres producteurs. SHOKKO a bénéficié d'apports en trésorerie de la Société, permettant de financer la construction des installations de production.

- **1 – 1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Autres immobilisations corporelles : 3 ans

- **1 – 2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Les titres de participation et les autres titres immobilisés figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

Les créances rattachées à des participations sont valorisées à leur valeur nominale.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence. La valeur d'inventaire, représentée par la valeur d'utilité est déterminée en fonction des capitaux propres et des perspectives de rentabilité des Sociétés concernées.

Les provisions pour dépréciation des titres de participation et créances rattachées sont déterminées en tenant compte de la performance financière des participations déduite notamment des prévisions de revenus futurs actualisés, de l'évolution des résultats ou de leur valeur probable de revente.

Les titres et créances rattachées concernent principalement la société SOLEA. Compte tenu des perspectives bénéficiaires de cette filiale, aucune dépréciation n'a été jugée nécessaire au 31 décembre 2025.

- **1 – 3 CREANCES ET DETTES**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation cas

par cas.

En fonction des risques encourus, une provision pour dépréciation est constituée, égale à la différence entre la valeur d'inventaire ainsi déterminée et la valeur nette comptable.

- **1 – 4 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour la Société.

Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables ou en utilisant des méthodes statistiques selon la nature des provisions.

- **1 – 5 IMPOT SUR LES BENEFICES**

- **1.5.1 Ventilation de l'impôt**

La ventilation de l'impôt pour l'exercice 2025 entre la partie imputable aux éléments exceptionnels du résultat et la partie imputable aux autres éléments n'est pas applicable au vu de la perte fiscale constatée sur l'exercice.

- **1.5.2 Situation Fiscale Latente**

Les décalages entre les règles fiscales et comptables et les impositions latentes ne sont pas significatifs sur l'exercice.

- **1 – 6 FRAIS D'EMISSION D'EMPRUNT**

Les frais d'émission d'emprunt sont étalés et amortis sur la durée de l'emprunt.

- **1 – 7 OPERATIONS EN MONNAIE ETRANGERES**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances et dettes en monnaies étrangères existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La différence de conversion est inscrite au bilan aux postes « écarts de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.



- 1 – 8 PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel.

- 1 – 9 DISPONIBILITES

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

- 1 – 10 FRAIS D'ETABLISSEMENT

Les frais d'émissions de titres sont immobilisés et amortis sur une durée de cinq ans.

2- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- 2 – 1 FAITS MARQUANTS

- 2.1.1 Augmentation de capital du 28 février 2025

Le 28 février 2025, le Président Directeur Général a constaté la réalisation et la libération totale d'une augmentation de capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal de 2 410 520 euros, par émission de 24 105 200 actions ordinaires nouvelles, souscrites à leur valeur nominale unitaire de 0.10 euro chacune. Cette augmentation de capital a été réalisée par compensation de créances à hauteur de 810 520 euros et par apport en numéraire pour 1 600 000 euros.

- 2.1.2 Résolution du litige avec European High Growth Opportunities Securization Fund

Alpha Blue Ocean a consenti à la Société divers crédits courant 2018 au terme desquels ABO a cédé à un fonds de titrisation qu'elle prétendait contrôler, European High Growth Opportunities Securitization Fund (ci-après « EHGO »), les créances résultant de ces opérations de crédit. Ces opérations ont permis à EHGO de souscrire par compensation à des obligations OCEANes aux termes d'un programme d'OCABSA monté par ABO.

Suite à un désaccord entre les parties, un litige est né à compter de 2019 se traduisant par



plusieurs années de conflits devant les juridictions françaises.

Début 2025, les parties ont négocié un accord transactionnel mettant fin définitivement au litige.

Dans le cadre de cet accord, la société s'est engagée à verser à EHGO une indemnité transactionnelle d'un montant de 2 450 000 d'euros en lieu et place de la remise des actions résultant de la conversion des OCEANes. Cette indemnité fait l'objet d'un versement de 1,5 millions d'euros en 2025 et le solde étalé linéairement sur 20 mois. Au 31 décembre 2025, le solde restant à verser s'élève à 950 000 €.

- 2 – 2 CONTINUITE D'EXPLOITATION

Au regard de sa phase de développement, le Groupe poursuit la structuration de son modèle industriel et commercial, ce qui implique des besoins de financement significatifs, tant pour soutenir la croissance de ses activités que pour accompagner la montée en puissance de ses capacités de transformation (au travers de la société SHOKKO).

L'exercice 2025 est marqué par une forte progression de l'activité du Groupe, avec un chiffre d'affaires de 17,3 M€, en hausse de 85 % par rapport à l'exercice précédent, porté principalement par le développement de la production de l'usine de transformation exploitée par la filiale SHOKKO. Néanmoins, l'environnement de marché est resté volatil, notamment en raison des violentes fluctuations du prix des fèves de cacao et des conditions climatiques en Côte d'Ivoire, pesant sur la visibilité opérationnelle.

Dans ce contexte, les charges opérationnelles du Groupe augmentent significativement en lien avec le développement de l'activité, tandis que la génération de trésorerie demeure contrainte du fait des investissements réalisés et des achats très importants de fèves de cacao. Au 31 décembre 2025, le Groupe présente une trésorerie limitée (149 K€) et un niveau d'endettement net de 5,8 M€, reflétant les financements mis en place depuis mars 2023, pour soutenir son développement industriel. La structure financière, à la clôture, reste ainsi caractérisée par un niveau d'endettement significatif et une liquidité contrainte.

Néanmoins, les capitaux propres sont en progression notamment grâce à l'augmentation de capital réalisée en février 2025 pour un montant de 2,41 M€, traduisant le soutien des investisseurs au projet de développement du Groupe.





Dans ce contexte, la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation dépend de sa faculté à (i) poursuivre la montée en puissance de ses activités de transformation, (ii) améliorer progressivement sa rentabilité opérationnelle, et (iii) générer à terme des flux de trésorerie positifs et récurrents.

En tant que tête du Groupe sans activité opérationnelle indépendante, la Société qui également assure une partie du financement des activités de ses filiales est largement dépendante de l'activité de ses filiales pour assurer la continuité de son exploitation.

Par ailleurs, postérieurement à la clôture, le Groupe a annoncé, le 20 avril 2026, la signature d'un protocole d'investissement engageant avec le groupe Lacasa, portant sur une augmentation de capital d'un montant de 4,68 M€, ainsi que la mise en place d'un partenariat industriel à travers la création d'une joint-venture en Côte d'Ivoire.

Sur la base de ces éléments, et sous réserve de la réalisation des opérations de financement envisagées et de l'exécution du plan d'affaires, le Conseil d'administration considère que l'application du principe de continuité d'exploitation demeure appropriée.

- 2 – 3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

2.3.1 Augmentation de capital

Le 20 avril 2026, KKO INTERNATIONAL a annoncé la signature d'un protocole d'investissement engageant avec le groupe Lacasa S.A.U., acteur européen de référence dans le secteur de la confiserie et du chocolat.

Cet accord prévoit la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant total de 4,68 millions d'euros, par émission de 46,8 millions d'actions ordinaires au prix unitaire de 0,10 euro, ainsi que l'attribution de 48 millions de bons de souscription d'actions exerçables par tranches annuelles entre 2026 et 2032, au prix de 0,10 euro par action.

À l'issue de l'opération d'augmentation de capital, le groupe Lacasa détiendra une participation de 22,32 % du capital et des droits de vote de la Société.

En complément, un accord de joint-venture a été conclu entre la filiale SHOKKO et le groupe Lacasa, créant une société de droit ivoirien, SHOKKOLACASA, afin de développer des activités de production de produits chocolatés en Côte d'Ivoire.



Par ailleurs, la réalisation de l'opération s'accompagnera d'une évolution de la gouvernance de la Société, avec une recomposition du conseil d'administration en faveur de représentants du groupe Lacasa.

2.3.2 Opérations militaires en Iran

Le 28 février 2026, après la date de clôture des comptes au 31 décembre 2025, une escalade militaire majeure a été déclarée en Iran, impliquant des frappes internationales et une déstabilisation régionale. Cet événement, bien que significatif, n'a pas d'incidence directe sur les comptes de la société ou de sa filiale.

Conformément aux normes comptables, aucun ajustement n'a été nécessaire dans les comptes de l'exercice clos. Cependant, la société surveille attentivement l'évolution de la situation et évaluera les impacts potentiels sur les exercices futurs.

3- COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- 3-1 Capitaux propres

A la clôture de l'exercice, le capital social est constitué de 162 923 350 actions d'une valeur nominale de 0,10 € soit un total de 16 292 335 euros intégralement libérées au 31 décembre 2025.

	Nature	Nombre	Valeur nominale (€)
Actions composant le capital social en début d'exercice		138 818 150	0,10
Augmentation du 28 février 2025	Emission	24 105 200	0.10
Actions composant le capital social en fin d'exercice		162 923 350	0,10

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice

	31/12/2024	Affectation du résultat / Résultat exercice	Augmentation/ Réduction de capital	31/12/25
Capital social appelé versé	13 881 815		2 410 520	16 292 335
Capital social appelé non versé	-			-
Prime d'émission	1 381 352			1 381 352
Réserve légale	-			-
Autres réserves	-			-
	- 4 892			- 6 2
Report à nouveau	965	- 1 343 846		36 811
Résultat de l'exercice	- 1 343 846	1 242 588		- 101 258
TOTAL	9 026 356	- 101 258	2 410 520	11 335 618

- **3-2 Etat des immobilisations**

	Valeur brute des Immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			169 000
Autres immobilisations incorporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 123		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 123		
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	76 225		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	12 324 408		150 000
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12 400 633		150 000
TOTAL GENERAL	12 402 756		319 000

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement			169 000	
Autres immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			2 123	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			2 123	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			76 225	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			12 474 408	
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES			12 550 633	
TOTAL GENERAL			12 721 756	

Les versements effectués au profit de SOLEA sont constatés en créances rattachées à des participations affectées au poste « Prêts et autres immobilisations financières ».

Augmentations	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières	150 000				150 000	
TOTAL GÉNÉRAL	150 000				150 000	

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL						

- 3-3 État des amortissements

	Montant au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, recherche et développement		33 800		33 800
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 996	127		2 123
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	1 996	33 727	0	35 723

Dotations	Dotations de l'exercice	Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	127		127		
Immobilisations financières					
TOTAL GÉNÉRAL	127		127		

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
		Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL				

- **3-4 Etat des dépréciations**

	Dépréciation au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Dépréciation en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles				
Total des immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Total des immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances clients				
Autres dépréciations				
Total de l'actif circulant				
TOTAL				

- **3-5 Etat des provisions**

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL				
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles				

- **3-6 Etat des échéances des créances et des dettes**

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	12 474 408		12 474 408
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients et comptes rattachés			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	322 450	322 450	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	99	99	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	134	134	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	125 458	125 458	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	1 146 223	1 146 223	
Débiteurs divers	1 674	1 674	
Capital souscrit et appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	7 609	7 609	
TOTAL GENERAL	14 078 055	1 603 646	12 474 408
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

Les créances liées aux participations concernent les apports à SOLEA, tandis que les créances du Groupe et des associés se rapportent aux apports à SHOKKO.

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	879 492	879 492		
Personnel et comptes rattachés	3 744	3 744		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 379	15 379		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	75	75		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	31 864	31 864		
Autres dettes	1 666 026	1 266 026	400 000	
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	364 450	200 000	164 450	
TOTAL GENERAL	2 961 029	2 396 580	564 450	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	0			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	20 000			

Les autres dettes sont essentiellement constituées des charges à payer au titre des accords transactionnels signés.

- **3-7 Produits et avoirs à recevoir**

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir : 0) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	
TOTAL	322 584

- **3-8 Charges à payer et avoirs à établir**

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (dont avoirs à établir : 0)	 175 911 6 690 950 000
TOTAL	1 132 600

- **3-9 Charges et produits constatés d'avance**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	7 609	364 450
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	7 609	364 450

- **3-10 Résultat financier**

Les produits financiers s'élèvent à 13 501 €. Les charges financières sont nulles.

- **3-11 Obligations convertibles**

Comme indiqué (paragraphe 2.1.2 : Faits marquants), un accord transactionnel a été signé début 2025 mettant fin de manière définitive, irrévocable et forfaitaire au litige entre la société et EHGO. La dette relative aux 124 OCEANE non converties pour 1 240 000€ a ainsi été soldée.

- **3-12 Valeurs mobilières donnant accès au capital**

Les bons de souscription en circulation à la clôture de l'exercice 2025 se présentent ainsi :

Date d'émission	Nombre	Prix d'exercice (€)	Durée d'exercice
13/07/2023	16 841 237	0,25	36 mois

En cas d'exercice, deux bons de souscription émis en 2023 seront nécessaires pour obtenir une action ordinaire de la Société.

3-13 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
SA SOLEA	76 225	-1 469 964	99,94	76 225	76 225	12 474 408		800 963	-1 674 845	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

- 3-14 Identité de la Société consolidante

Identité de la Société mère consolidante :

KKO INTERNATIONAL

SIRET : 841 862 287 00015

9 avenue Hubert Germain 75016 PARIS

- 3-15 Engagements Hors bilan

Afin de soutenir financièrement le développement de notre filiale SOLEA, la Société lui a consenti diverses avances en compte courant. En 2017, les capitaux propres de SOLEA étant devenus inférieurs à la moitié de son capital social, la société lui a consenti en 2018 une remise partielle de sa dette à hauteur de 13 500 000 €. Cet abandon de créance a été consenti sous condition résolutoire de retour à meilleure fortune de SOLEA.

Dans le cadre de la souscription par SOLEA de l'emprunt obligataire 2023-2031 la Société a



conclu un accord de blocage du compte courant d'associé jusqu'au 31.12.2030 et s'est portée caution solidaire au profit du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) pour un montant de 4 799 millions de francs CFA.

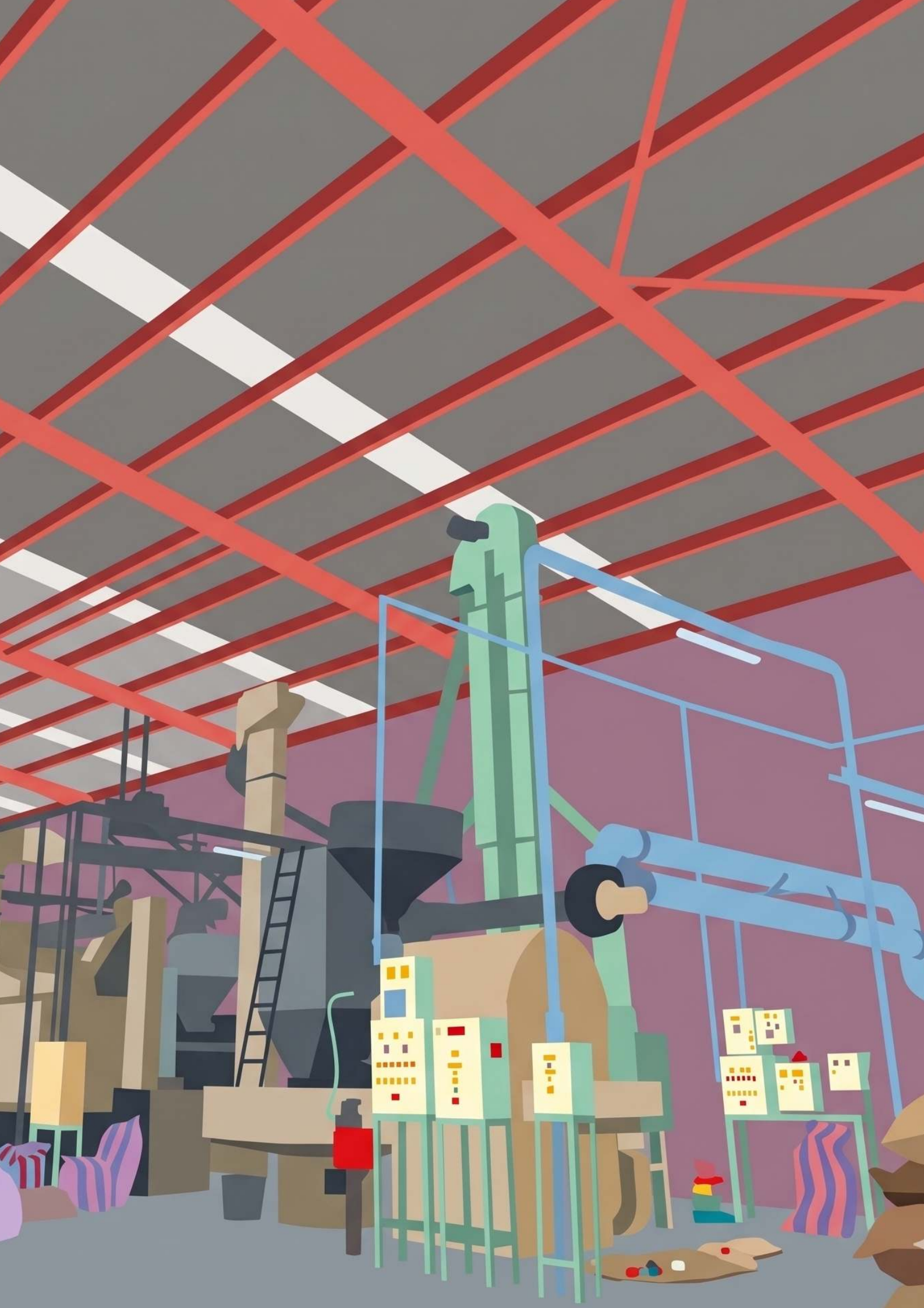
KKO International a également procédé au nantissement des 4 997 actions SOLEA détenues en faveur du FAGACE.

- **3-16 Déficits reportables**

Les déficits fiscaux restant à reporter au 31 décembre 2025 s'élèvent à 5 490 611€.

- **3-17 Rémunération des organes d'Administration et de direction**

Au 31 décembre 2025, les administrateurs ont renoncé aux montants des jetons de présence restant dus au titre des exercices 2020 à 2024 (225 000€) et 2025 (50 000€).





VII. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Chers Actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport en conformité avec les dispositions issues de la loi 2019-744 du 19 juillet 2019 et les dispositions des articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-11 du Code de commerce.

Le présent rapport est mis à la disposition des actionnaires conformément à l'article R.22-10-29 du Code de commerce.

Ce rapport rend compte du code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises (i) ; de la préparation et l'organisation des travaux du conseil d'administration (ii) qui expose la composition du conseil, une description de la politique de diversité appliquée aux membres du conseil au regard des critères tels que le sexe, les qualifications et l'expérience professionnelle, les objectifs de cette politique, de ses modalités de mise en œuvre et des résultats obtenus ; des éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (iii) des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général (iv) ; des mandats (v) ; des informations sur les rémunérations des mandataires sociaux (vi) ; des conventions et engagements réglementés (vii) et les délégations accordées en matière d'augmentation de capital par les actionnaires au conseil d'administration (viii). Le rapport contient le tableau des délégations accordées par l'Assemblée Générale en cours de validité.

Ce rapport indique enfin les modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ainsi que la politique arrêtée par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations, et avantages de toute nature, accordés aux mandataires sociaux.

Le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'Administration dans sa séance du 28 avril 2026.

C'est dans ces circonstances et afin de respecter ces dispositions relatives à la gouvernance d'entreprise (article L.225-37 du Code de commerce), que nous vous soumettons les informations suivantes :



1. CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ELABORE PAR LES ORGANISATIONS REPRESENTATIVES DES ENTREPRISES

La loi n°2008-649 du 3 juillet 2008 instaure une distinction selon que la Société se réfère ou non volontairement à un code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises. Notre Société ne se conforme pas pour l'instant à l'intégralité des recommandations du Code MIDDLENEXT pour les raisons légitimes ci-après évoquées. Même si elle a déjà mis en œuvre un grand nombre des recommandations de ce code exposées dans ce rapport, KKOI déclare qu'elle ne se réfère pas à ce code conformément à ce que prévoit la loi elle-même.

Notre société qui ne compte notamment pas un nombre significatif de salariés n'a ni les ramifications ni l'organisation de la plupart des sociétés cotées en bourse. Toutefois, la structure restreinte des équipes facilite la communication, le travail en commun et par suite, l'efficacité des mesures de contrôle interne. En effet, l'effectif réduit des organes de direction facilite la mise en œuvre des orientations de la Société. La souplesse de la structure permet par exemple à chaque Administrateur d'obtenir facilement les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission – notamment celle de contrôle – et d'échanger sur ce point avec les autres Administrateurs et/ou cadres dirigeants de la Société.

2. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1. Conseil d'Administration

2.1.1. Mission

Votre Conseil d'Administration définit la stratégie de l'entreprise, désigne les dirigeants mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie et choisit le mode d'organisation (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ou unicité de ces fonctions), contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes.

2.1.2. Composition

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-10 du Code de commerce, le présent rapport rend compte de la composition du Conseil d'Administration au 31 décembre 2025 :

Nom	Date de 1ère nomination ou cooptation	Expiration du mandat en cours
Monsieur Jacques-Antoine DE GEFFRIER (Président du conseil d'administration – directeur-général)	18/05/2018	2030 (6 ans de mandat) renouvelé le 28/06/2024)
Monsieur Remy ALLEMANE	18/05/2018	2030 (6 ans de mandat renouvelé le 28/06/2024)
Monsieur Robert OSSELAER	18/05/2018	2030 (6 ans de mandat renouvelé le 28/06/2024)
Madame Catherine WAJSMAN	18/05/2018	2030 (6 ans de mandat renouvelé le 28/06/2024)
Monsieur Serge FOUCHET	30/06/2021	2027 (6 ans de mandat)
Monsieur Indranil GHOSH	28/06/2024	2030 (6 ans de mandat)
Madame Delphine DARMON	26/06/2025	2031 (6 ans de mandat)
Madame Caroline RUELLAN	30/07/2025	2031 (6 ans de mandat)

Ces administrateurs ont été nommés au Conseil d'administration du fait de leur connaissance de l'activité de la Société, de leurs compétences techniques et générales, ainsi que de leur aptitude à remplir les fonctions d'administration requises au sein dudit Conseil.

Afin de renforcer sa gouvernance et ainsi que recommandé par le Code MIDDLENEXT, le 28 avril 2025, le Conseil d'Administration avait adopté son règlement intérieur et nommé Monsieur Indranil GHOSH comme son Vice-Président.



Le 20 avril, KKO INTERNATIONAL annonçait aux marchés une opération stratégique et structurante avec le groupe LACASA. Ce dernier a conditionné sa prise de participation à l'acquisition de la majorité du Conseil d'administration. En conséquence, le Conseil d'administration du 28 avril 2026 a pris acte de la démission de Mesdames et Messieurs Jacques-Antoine de GEFFRIER, Robert OSSELAER, Serge FOUCHET, Delphine DARMON et Caroline RUELLAN.

Au 30 avril 2026, le Conseil d'administration est ainsi composé :

Nom	Date de 1ère nomination ou cooptation	Expiration du mandat en cours
Monsieur Fernando LACASA ECHEVERRIA, Président-Directeur Général	28/04/2026	2032 (6 ans de mandat)
Monsieur Lucas LACASA	28/04/2026	2032 (6 ans de mandat)
Madame Macarena LACASA	28/04/2026	2032 (6 ans de mandat)
Monsieur Joan ROMAGOSA	28/04/2026	2032 (6 ans de mandat)
Monsieur Remy ALLEMANE	18/05/2018	2030 (6 ans de mandat renouvelé le 28/06/2024)
Madame Catherine WAJSMAN	18/05/2018	2030 (6 ans de mandat renouvelé le 28/06/2024)
Monsieur Indranil GHOSH	28/06/2024	2030 (6 ans de mandat)

2.1.3. Politique de diversité du Conseil d'Administration

Au regard du développement de KKOI, confirmé pendant l'année 2024, la Société a jugé qu'il convenait de renforcer la politique de diversité de son Conseil d'Administration qui passe déjà par une représentation géographique équilibrée entre la France et la Côte-d'Ivoire. Par ailleurs, cette politique s'était traduite par une augmentation de la participation de femmes



et d'administrateurs indépendants, l'objectif d'atteindre dès 2025 un taux d'environ 25% pour ces deux critères a été atteint.

Le Groupe LACASA présentera la nouvelle organisation dans les prochaines semaines.

2.1.4. Organisation

Les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux réunions du Conseil d'Administration qui arrêtent les comptes consolidés, annuels et les comptes semestriels ainsi, le cas échéant, qu'à toute réunion du Conseil où leur présence serait jugée utile.

Les convocations sont faites par écrit dans un délai raisonnable.

La programmation des dates de Conseil est faite suffisamment tôt pour assurer une bonne et complète information des Administrateurs ; étant précisé que ces derniers disposent du droit de se faire communiquer toute information ou tout document nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

À cet égard, le Président s'efforce de communiquer aux administrateurs toutes informations ou documents nécessaires suffisamment à l'avance, pour permettre aux membres du Conseil de préparer utilement les réunions. De même, chaque fois qu'un membre du Conseil en fait la demande, le Président, lui communique dans la mesure du possible, les éléments qu'il désire recevoir.

Le Conseil s'est réuni cinq fois au cours de cet exercice. Ces séances se sont déroulées par voie hybride (présentiel et visioconférence).

Au cours de l'année 2025, le Conseil d'Administration a débattu des affaires concernant la Société. Il a notamment autorisé les négociations avec LACASA.

Aucune réunion n'a été provoquée à l'initiative des Administrateurs.

Malgré sa taille actuelle et son marché de cotation, la Société a également engagé une réflexion sur la création des comités, afin d'améliorer la gouvernance du Groupe et d'éclairer le Conseil d'Administration dans ses décisions.





2.2. Comité ESG

Le Comité ESG du Conseil d'administration de KKO International, est notamment chargé de définir les orientations stratégiques en matière environnementale et sociale, de superviser le déploiement du SGES et de suivre les principaux risques extra-financiers du Groupe.

Crée par le Conseil d'administration du 29 septembre 2025, le Comité ESG était composé au 31 décembre 2025, de quatre membres du Conseil d'Administration, dont un administrateur indépendant comme président. **(cf. IV Informations extra-financières - ESG)**

2.3 Modalités particulières à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-10 du Code de commerce, le présent rapport indique que les modalités de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale sont contenues à l'article 19 des statuts de la Société.

3. ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE (Article L.22-10-11 du Code de commerce)

Étant cotée sur Euronext Growth Paris, la Société bénéficie d'un cadre réglementaire allégé en matière d'offres publiques d'acquisition (OPA) et d'offres publiques d'échange (OPE). Conformément à l'article 231-1 du Règlement général de l'AMF, les règles applicables aux sociétés cotées sur Euronext Paris restent en vigueur pendant une période de trois ans suivant l'admission sur Euronext Growth. Après cette période, les obligations sont assouplies :

- **Franchissement du seuil de 30 %** du capital ou des droits de vote : **l'offre publique n'est plus obligatoire.**
- **Augmentation de plus de 1 % en moins de 12 mois** par une personne détenant entre 30 % et 50 % du capital ou des droits de vote : **l'offre publique n'est plus obligatoire.**
- **Franchissement à la hausse du seuil de 50 %** : **l'offre publique devient obligatoire**

A l'issue de l'opération annoncée le 20 avril avec LACASA, ce dernier devrait détenir 22,6% du capital avec une possibilité de monter à 33,4% dans les 6 prochaines années par le biais de BSA. Il agira de concert avec un noyau d'actionnaires historiques détenant actuellement environ 22% du capital.

Par ailleurs :

- **Structure du capital de la Société**

Cf Rapport de gestion - § 53 Capital social.

- **Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou des clauses des conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L.233-11 du Code de commerce**

Néant.

- **Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12 du Code de commerce**

Cf. point information sur le capital du rapport de gestion.

- **Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci**

Néant.

- **Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier**

Néant.

- **Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote**

La Société n'a connaissance d'aucun accord entre actionnaires qui pourrait entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote, autre que le pacte d'actionnaires avec LACASA S.A.U., annoncé aux marchés le 20 avril dernier, signé à la date de réalisation de l'augmentation de capital.



- **Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'Administration ainsi qu'à la modification des statuts de la Société**

Les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. En cas de fusion ou de scission, leur nomination peut être faite par l'Assemblée Générale extraordinaire. En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'Administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre d'Administrateurs devient inférieur au minimum légal, le ou les Administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil. Les nominations provisoires effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine Assemblée Générale ordinaire. L'Administrateur, nommé en remplacement d'un autre, demeure en fonction pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

L'Assemblée Générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le Conseil d'Administration.

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et pour les transformations, l'Assemblée Générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins un quart des actions ayant le droit de vote et, sur deuxième convocation, un cinquième des actions ayant le droit de vote. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée, le quorum du cinquième étant à nouveau exigé. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.



- **Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange**

Néant.

4. DISSOCIATION/CUMUL DES FONCTIONS DE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTEUR GENERAL

Depuis la création de KKO INTERNATIONAL, ses Administrateurs ont décidé de cumuler les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

Ainsi Monsieur Jacques-Antoine de GEFFRIER est Président Directeur Général de la Société, pour la durée de son mandat d'Administrateur.

5. LIMITATIONS DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au Conseil d'Administration. Au cours de l'exercice 2025 aucune limitation n'a été apportée par le Conseil aux pouvoirs du Directeur Général.



6. INFORMATIONS SUR LES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux de la Société, dans toute société durant l'exercice écoulé :

Noms	Mandats – Fonctions
Monsieur Jacques-Antoine DE GEFFRIER	Administrateur (SOLEA), administrateur (Opportunité SA, Alicante SA).
Monsieur Remy ALLEMANE	Président SOLEA et SHOKKO
Monsieur Robert OSSELAER	Néant
Monsieur Hugues DE LA MOTTE	Néant
Madame Catherine WAJSMAN	Administrateur (SOLEA), administrateur (Opportunité SA, Politique Internationale et Alicante SA).
Monsieur Serge FOUCHET	Administrateur (Opportunité SA et SHOKKO)
Monsieur Indranil GHOSH	Administrateur (SOLEA et SHOKKO)
Madame Delphine DARMON	Administrateur (Association « Génération Moteur ! »)
Madame Caroline RUELLAN	Membre du Conseil de surveillance (ARDIAN France), membre de la CC Epargnants (AMF), président du Conseil d'administration du Cercle des Administrateurs, membre du Conseil d'administration de l'ADAM, président de SONJ Conseil et de Teck for Future.



7. INFORMATIONS SUR LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES VERSES AUX MANDATAIRES SOCIAUX (Article L.22-10-9 du Code de commerce)

En application des dispositions de l'article L.22-10-9 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toutes natures versés durant l'exercice ou attribués au titre de cet exercice à chaque mandataire social.

Conformément à l'article L.225-45 du Code de commerce, le Conseil avait proposé à l'Assemblée Générale d'allouer une enveloppe globale de 80.000 euros au titre des jetons de présence, à répartir également entre les Administrateurs, en raison de leurs compétences et implication dans le redressement des activités du Groupe. Dans le cadre de l'accord avec le Groupe LACASA, le Conseil d'Administration a dû renoncer à ces jetons de présence.

8. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ont donné lieu à l'établissement d'un rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

En application de l'article L.225-37-4 du Code de commerce, nous vous précisons qu'au cours de l'exercice 2025, aucune convention n'a été ni conclue, ni mise en place.

La convention signée en 2024 avec la société ALICANTE PARTICIPATION a été dénoncée au 31 janvier 2026. Nous précisons qu'au titre de cette convention, seul le mois de janvier a été réglé.

9. COMMISSARIAT AUX COMPTES

AUDISSEY et ASKIL AUDIT PARIS sont les commissaires aux comptes de la Société depuis le 18 mai 2018.

Leur mandat, expirant ainsi à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social de la Société clos le 31 décembre 2023, a été renouvelé pour 6 ans par l'AGM du 28 juin 2024 (16ème résolution) soit à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social de la société clos le 31 décembre 2029.

10. TABLEAU RECAPITULATIF ET RAPPORT COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'UTILISATION DES DELEGATIONS RELATIVES AUX AUGMENTATIONS DE CAPITAL EN VIGUEUR AU 31 DECEMBRE 2025 (Articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce)

Au 31 décembre 2025, les autorisations financières en vigueur consenties au Conseil d'administration par les assemblées générales mixtes des 28 juin 2024 et 26 juin 2025 sont les suivantes :

Date de l'assemblée générale ayant approuvée l'autorisation	Durée	Nature	Montant maximal (en capital ou titres de créance)	Utilisation au 31 décembre 2025
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (5 ^{ème} résolution)	18 mois	Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de <u>faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce</u> , durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond.	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 10% du capital social au jour de la décision 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (6 ^{ème} résolution)	18 mois	Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de <u>réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions</u> dans le cadre de l'autorisation d'achat de ses propres actions, durée de l'autorisation, modalités, plafond	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 10% du capital social au jour de la décision par période de 24 mois 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 28 juin 2024 (11 ^{ème} résolution)	26 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créances (de la société ou d'une société du groupe), <u>avec maintien du droit préférentiel de souscription</u> ,	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 7.000.000 euros • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée

Date de l'assemblée générale ayant approuvée l'autorisation	Durée	Nature	Montant maximal (en capital ou titres de créance)	Utilisation au 31 décembre 2025
		durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits.		
Assemblée générale mixte du 28 juin 2024 (9 ^{ème} résolution)	26 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créances (de la société ou d'une société du groupe), <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaire et par offre au public</u> , durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits.	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 7.000.000 euros • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 28 juin 2024 (12 ^{ème} résolution)	26 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de <u>décider l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes</u> , durée de la délégation, plafond de l'émission, sort des rompus.	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 7.000.000 euros • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (7 ^{ème} résolution)	18 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créance	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 35.000.000 euros • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée

Date de l'assemblée générale ayant approuvée l'autorisation	Durée	Nature	Montant maximal (en capital ou titres de créance)	Utilisation au 31 décembre 2025
		(de la société ou d'une société du groupe), <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires</u> , durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits.		
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (8 ^{ème} résolution)	18 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider <u>l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de bénéficiaires</u> , durée de la délégation, plafond de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits.	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 1.200.000 euros • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (9 ^{ème} résolution)	26 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre ou donnant droit à l'attribution de titres de créance (de la société ou d'une société du groupe), <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (par placement privé et dans la limite de 30% du capital social par an)</u> , durée de la délégation, plafonds de l'émission, prix d'émission, faculté de limiter l'émission au montant des souscriptions reçues ou de répartir les titres non souscrits.	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 7.000.000 euros dans la limite de 30% du capital social • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée

Date de l'assemblée générale ayant approuvé l'autorisation	Durée	Nature	Montant maximal (en capital ou titres de créance)	Utilisation au 31 décembre 2025
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (11 ^{ème} résolution)	26 mois	Délégation de compétence à conférer au Conseil d'administration, à l'effet de décider, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, une augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires, <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail</u> , durée de la délégation, plafond de l'émission, prix d'émission.	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 300.000 euros • Plafond maximum global (montant nominal) : 35.000.000 euros 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (12 ^{ème} résolution)	18 mois	Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration pour décider d'augmenter le capital par l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société <u>avec suppression du droit préférentiel de souscription, de manière réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées, dans la limite de 30% du capital.</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 30 % du capital social par an 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (13 ^{ème} résolution)	18 mois	Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration <u>en vue d'émettre des bons de souscription d'actions (« BSA »), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes.</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Montant nominal maximal : 10% du capital social 	Non utilisée
Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 (14 ^{ème} résolution)	38 mois	Autorisation à donner au Conseil d'administration de consentir <u>des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société</u> , conformément aux dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre maximal d'actions : 10% du capital social 	Non utilisée



Suite aux décisions d'un Conseil d'administration du 28 avril 2026, la septième délégation approuvée par l'Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 a été utilisée par le Conseil d'Administration afin de procéder à :

- une augmentation de capital d'un montant total de 4.680.000 € avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires ; et
- l'émission et l'attribution gratuite de 48.000.000 bons de souscription d'actions ordinaires (les « BSA »), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires, chaque BSA donnant droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle. Le montant nominal maximum de l'augmentation de capital résultant à terme de l'exercice des BSA s'élève à 4.800.000 €.

L'utilisation totale de cette délégation s'élève ainsi à un montant nominal de 9.480.000 €, soit 27,09 % du montant nominal maximum autorisé par la 7^{ème} délégation approuvée par l'Assemblée générale mixte du 26 juin 2025 de 35.000.000 €.

Fernando LACASA ECHEVERRIA

Président du conseil d'administration de la Société



VIII. CALENDRIER FINANCIER

- **30 avril 2026** : Publication des résultats annuels 2025
- **31 octobre 2026** : Publication des résultats du 1^{er} semestre 2026

IX. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. RAPPORT SUR COMPTES ANNUELS (Annexe 1)
2. RAPPORT SUR COMPTES CONSOLIDES (Annexe 2)
3. RAPPORT SPECIAL SUR CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES (Annexe 3)



www.kko-international.com